



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Janvier 2026 - n°42

- **L'opération éclair de l'État syrien qui prive le Rojava de la manne pétrolière (page 3)**
- **Sur un appel au mouvement ouvrier belge à soutenir le Rojava (page 18)**
- **Un inacceptable argumentaire pour justifier la convergence du Rojava avec la superpuissance impérialiste américaine (page 22)**
- **L'effondrement du Rojava et l'erreur stratégique monumentale de la Gauche révolutionnaire de Turquie (page 43)**
- **Discours de Donald Trump au Forum économique mondial de Davos (page 56)**
- **Les ambitions américaines au Groenland illustrent la reconfiguration libertarienne menée par les géants de la Tech (page 75)**
- **À l'extrême-gauche du gaullisme : les positions déviationnistes de l'extrême gauche française sur les situations iranienne et vénézuélienne (page 88)**
- **Aucune compromission en France avec le gaullisme ou les souverainistes - un état des lieux des restructurations de l'appareil politique et du développement de l'économie de guerre en France au début de l'année 2026 (page 96)**
- **Le courant « décolonial » : un produit décadent de l'impérialisme en quête d'un idéalisme petit-bourgeois et donc à la remorque (page 105)**

Ce numéro de *Crise*, le second du mois de janvier 2026, est rendu nécessaire bien sûr en raison de l'effondrement militaire du Rojava, cette partie de la Syrie où les forces kurdes ont essayé de mettre en place une société présentée comme une nouvelle utopie.

C'est une situation dramatique, conséquence du lâchage des Kurdes par la superpuissance impérialiste américaine. Cette dernière est d'une agressivité folle, cherchant à tout remettre en cause pour que rien ne soit remis en cause.

Le discours de Donald Trump au forum de Davos est, pour cette raison, un document essentiel qu'il faut connaître. Nous ne revenons par ailleurs pas précisément sur la question kurde en général, celle-ci ayant déjà été abordée et étudiée de manière approfondie (notamment les numéros 29 - janvier 2025, 31 - février 2025, 32 et 33 - mars 2025 et 34-35 - mai 2025). C'est plus directement sur le Rojava que l'étude se concentre.

éditorial

La tension mondiale qui s'exacerbe est en contraste flagrant, comme on peut le remarquer, avec la terrible passivité des masses en Belgique et en France. Les gens sont, on nous passera le mot, véritablement « zombifiés » par le capitalisme dans sa crise générale commencée en 2020.

Cela souligne d'autant plus la nécessité d'une analyse approfondie de la crise et de la tendance à la guerre, afin de contribuer à la subjectivité révolutionnaire qui ne peut avoir comme socle que le principe suivant : *Guerre populaire jusqu'au Communisme !*

C'est le cadre de la nouvelle vague de la révolution mondiale qui est en train de se mettre en place. Nous serons au premier rang, car tel est notre devoir de révolutionnaire.

Nous encourageons à suivre les sites :

vivelemaoisme.org
materialisme-dialectique.com

L'opération éclair de l'État syrien qui prive le Rojava de la manne pétrolière

Le Rojava a été victime d'une guerre-éclair, qui l'a littéralement brisé. La raison du succès d'une telle victoire si facile, c'est qu'on parle de vastes territoires plus ou moins vides, à cela près qu'il y a du pétrole. C'est d'ailleurs la seule partie du Proche-Orient à en disposer.

La difficulté à défendre cette zone pétrolière a empêché le Rojava d'agir face à l'armée syrienne, malgré le fait qu'une telle offensive était somme toute prévisible. Et la perte du pétrole a anéanti l'économie, car celle-ci reposait avant tout sur cette ressource.

Le Rojava étranglé

La bienveillance sociale du Rojava fonctionnait, en effet, par en haut, par l'intermédiaire de la manne pétrolière. La capacité des forces kurdes à maintenir stable cette ressource était la source de cette légitimité.

Seulement voilà, cette industrie pétrolière était reliée, en large partie, à l'ancien régime, celui de Bachar al-Assad. Ce dernier avait accepté un compromis avec les forces kurdes en raison de la menace que représentait l'opposition armée, composée d'islamistes pour la quasi-totalité.

La chute de Bachar al-Assad et de son régime, en décembre 2024, ne pouvait que changer la donne. Tout dépendait alors de la superpuissance impérialiste américaine, qui avait appuyé les forces kurdes et les protégeait, afin de stabiliser la zone.

Alors, malheureusement pour les Kurdes de Syrie, tout a changé. Mohammed al-Scharaa, le nouveau président de la Syrie, a rencontré le président américain Donald Trump, mais aussi le président français Emmanuel Macron.

Il a obtenu une puissante légitimité au niveau international, car les principales puissances préfèrent que le pays soit mené d'une main de fer afin de renforcer la stabilité régionale.

La superpuissance impérialiste américaine a donc donné son feu vert à une « récupération » de la partie kurde de la Syrie par l'État syrien ; en toile de fond, il y a également un accord tacite avec Israël qui, à l'ouest de la Syrie, maintient une forte pression.

Tout cela est, bien sûr, particulièrement notable alors que le président syrien, Abou Mohammed al-Scharaa, est l'ancien chef du Front al-Nosra, devenu le HTS. On parle ici de ce qui est historiquement la branche syrienne d'Al Qaïda.

Mais il en est ainsi que les forces féodales se vendent aux uns ou aux autres, selon les marchandages et les situations.

Le Rojava a tenté de tirer son épingle du jeu dans une telle situation, mais a échoué dans son pari de se rendre incontournable pour tout le monde, et surtout pour la superpuissance impérialiste américaine.

Sa défaite n'est pas simplement militaire ou politique (ou encore idéologique ou économique). C'est sa vision même du Moyen-Orient qui était erronée, notamment le machiavélisme machinant à faire sauter différents verrous pour « forcer » à la mise en place d'un Kurdistan unifié.

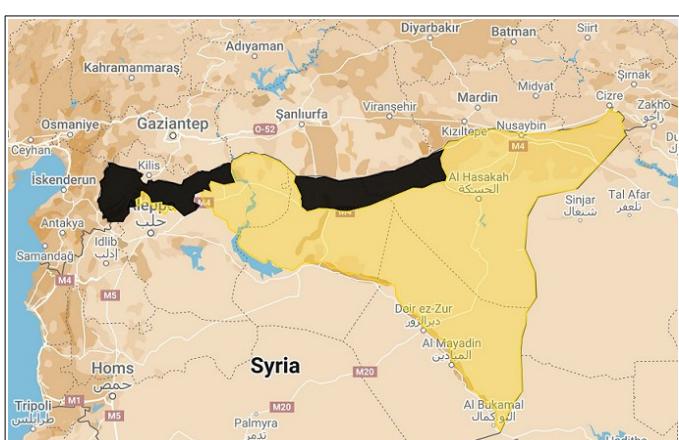
La naissance du Rojava et sa nature

Au cours de la guerre civile syrienne, qui a duré de 2011 à 2024, les régions kurdes ont réussi à organiser leur autonomie, puis à la maintenir en trouvant un compromis avec le régime syrien de Bachar al-Assad.

Ces régions kurdes ont formé le « Rojava » (« l'Ouest » en kurde), avec trois régions : Afrin, Jazira et Kobanê.

Le Rojava a acquis un prestige international pour trois raisons :

- il a affirmé établir un nouveau mode de révolution, consistant en réalité en un mélange d'autogestion, de communautarisme et de fédéralisme ;
- il s'est présenté comme la seule force capable de se confronter directement à l'État islamique ;
- il a réussi à se poser comme « utile » à la superpuissance impérialiste américaine.



Le Rojava, c'est alors plus de deux millions de personnes, pour le quart du territoire syrien, ainsi que les principales ressources pétrolières syriennes.

Son armée, ce sont les « Forces Démocratiques Syriennes », avec un appui américain, et également français.

Néanmoins, l'armée turque est intervenue, conquérant notamment Afrin.

Elle s'est installée, depuis 2019, dans le nord-est de la Syrie, afin d'avoir sous son contrôle un territoire de cent cinquante kilomètres de long et de trente kilomètres de large entre les villes de Tell Abyad et Ras Al-Aïn.

Il s'agissait pour la Turquie d'empêcher un étalement des forces du Rojava sur son propre territoire, alors que les forces kurdes de Syrie étaient alignées sur les Kurdes du PKK.

Le rôle central du pétrole pour le Rojava et le rapport maintenu au régime syrien de Bachar al-Assad

Les partisans du Rojava ont toujours insisté sur l'aspect confédéral, sur la décentralisation, ainsi que la participation des femmes. Tout cela n'a jamais été pourtant qu'une superstructure sur la réalité féodale, permise par la présence des forces armées kurdes et la manne pétrolière.

Cette dernière a toujours joué le rôle central au Rojava.

Si le mouvement des coopératives a été soutenu, en pratique il est toujours resté à la fois artisanal, marginal, et par ailleurs surtout locataire de terres appartenant à l'administration centrale.

C'était surtout une tentative de lancer une économie « par en bas », d'où d'ailleurs l'appel récurrent à la participation des femmes. Le but était d'impulser des formes économiques nouvelles, si l'on veut une sorte de capitalisme « naturel ».



Cette impulsion était toutefois réalisée par en haut, par une administration centrale s'occupant du gaz et du pétrole, ou les confiant à des entreprises privées liées au *Partiya Yekîtiya Demokrat*, le principal parti kurde du Rojava.

De plus, l'administration centrale du Rojava avait comme principe d'intervenir au niveau de la fixation des prix, en plus du levier des taxes.

Mais ici, la marge de manœuvre a toujours été faible. Des dizaines de milliers d'employés du service public étaient rémunérés... par le régime syrien de Bachar al-Assad.

C'est la monnaie du régime syrien de Bachar al-Assad qui était utilisée. Et au niveau bancaire, il fallait se tourner vers les banques du régime syrien de Bachar al-Assad.

Il va de soi que le pétrole était également vendu à ce dernier, même si officiellement de manière indirecte.

Le Rojava devait en fait tout se procurer auprès du régime syrien de Bachar al-Assad : médicaments, produits manufacturés, matériel électronique, matériaux de construction, pièces détachées, etc.

Cependant, ce n'est pas tout : c'est le régime syrien de Bachar al-Assad qui s'occupait de délivrer les documents civils officiels (actes de naissance, de mariage, de décès) et de faire passer les examens dans le système éducatif pour le Rojava.

Il faut vraiment souligner le caractère absurde de cette situation. Le Rojava a toujours été présenté comme une sorte d'entité autonome, voire indépendante.

En réalité, il s'agissait d'une administration séparée mais connectée au régime syrien de Bachar al-Assad.

Le soutien américain et les bases militaires américaines

La superpuissance impérialiste américaine a soutenu le Rojava, afin d'appliquer le principe de diviser pour régner.



Elle a disposé de bases militaires au niveau du champ pétrolier d'Al-Omar et de l'usine de gaz de Conoco, ainsi qu'à Kharab al-Jir, Al-Shaddadi, Tell Beydar et Qasrak (il en reste trois, les autres ayant été fermées avec l'apparition du nouveau régime syrien).

Elle a financé les forces kurdes sur le plan militaire, à hauteur de 120-145 millions de dollars chaque année de 2021 à 2025, et plus ou moins à la même hauteur auparavant.

C'est un chiffre énorme. Il faut ajouter à cela les nombreux conseillers militaires, les aides stratégiques et tactiques.

Dans la pratique, les forces armées du Rojava étaient intégrées, de manière opérationnelle, au dispositif américain dans la région.

Les frappes américaines au moyen de drones ou de l'aviation, les opérations de renseignement... prenaient en compte les forces armées kurdes comme un support et un soutien.

Naturellement, c'est surtout l'État islamique qui était visé.

Néanmoins, dans les faits, les forces armées kurdes ont été façonnées dans leur rapport étroit avec l'armée de la superpuissance impérialiste américaine.

C'est l'armée américaine qui servait de protectrice du Rojava face aux velléités tant de la Turquie que du régime syrien de Bachar al-Assad et des islamistes.

Il y avait une existence autonome de manière formelle, mais en réalité tout sauf indépendante.

Et les Kurdes ne se sont jamais cachés qu'ils espéraient que ce qu'ils appelaient une alliance aille « jusqu'au bout » et permette l'établissement d'un Kurdistan, même si le prix à payer est que cela se déroule sous l'égide de la superpuissance impérialiste américaine.

Les pré-accords pétroliers du nouveau régime syrien

Le régime syrien de Bachar al-Assad était aligné sur la Russie ; celui-ci une fois renversé, et comme l'État islamique était réduit à des lambeaux, il n'y avait plus de raisons concrètes pour la superpuissance impérialiste américaine d'utiliser le Rojava.

C'était d'autant plus vrai que le nouveau régime a fait allégeance à Donald Trump et a tacitement accepté de ne pas considérer Israël comme un ennemi.

Quant au pétrole, s'il est justement présent dans la zone, il n'y a par contre pas de raffineries modernes au Rojava : elles sont sur la côte.

Les méthodes employées au Rojava restaient ainsi compliquées, artisanales et locales, dangereuses et polluantes.

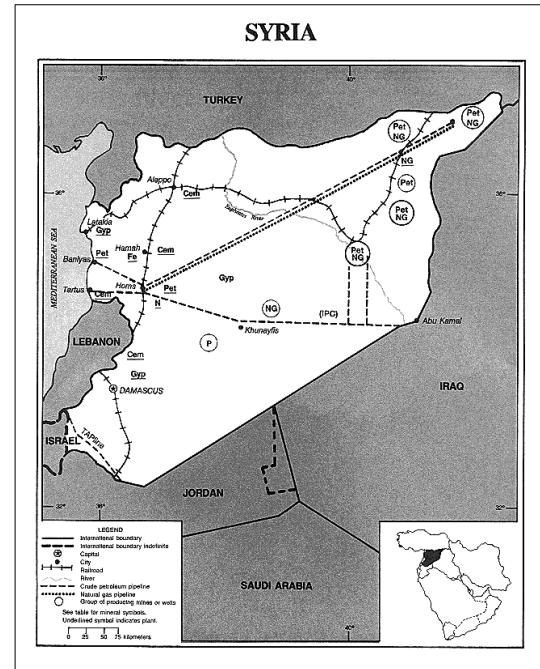
Une Syrie unifiée est bien plus utile en comparaison, du point de vue américain.

C'est le sens de signatures de pré-accords par la *Syrian Petrol Company*, la compagnie pétrolière sous contrôle de l'État syrien. Les signataires sont *ConocoPhillips* (États-Unis), *Dana Gas* (Émirats Arabes Unis), *Arabian Drilling* (Arabie Saoudite), *UCC Holding* (Qatar).

Un autre aspect important est l'ouverture en août 2025 d'un pipeline de gaz naturel allant de l'Azerbaïdjan à la Syrie en profitant d'un raccord par la Turquie. Le Qatar a été partie prenante du projet.

On retrouve ici tout le jeu d'alliances entre la Turquie et l'Azerbaïdjan (au nom d'une unité « turque »), entre la Turquie et le Qatar (avec les Frères musulmans), etc.

Dans ce panorama, il n'y a aucune place pour le contrôle de zones pétrolières par le Rojava.



La première étape de la chute : la volonté d'intégration du Rojava dans l'État syrien

Le 10 mars 2025, un accord fut signé entre le nouveau régime syrien et le Rojava.

On notera qu'officiellement, il faut parler depuis 2018 de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), et non pas du « Rojava », même si au sens strict on ne parle ici que de l'aspect juridique pour les rapports officiels.

Cet accord prévoyait que l'AANES s'intègre aux institutions syriennes, en échange d'une relative autonomie politique. Il ne fut toutefois jamais signé, les « Forces Démocratiques Syriennes » cherchant à conserver leur existence en tant que structure.

Une certaine tension se maintint, aboutissant à des affrontements autour de deux quartiers kurdes de la ville d'Alep : Sheikh Maqsoud et Ashrafieh (en kurde : Şêxmeqsûd et Eşrefiyê).

Un accord fut alors réalisé en avril 2025, avec le départ des « Forces Démocratiques Syriennes » de ces quartiers (en pratique auto-administrés), de simples forces de sécurité restant sur place.

La seconde étape : la bataille des quartiers de Sheikh Maqsoud et Ashrafieh

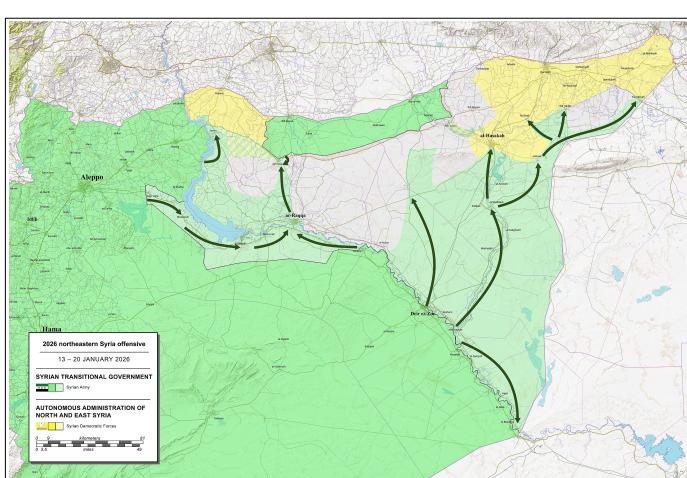
Le 5 janvier 2026, le régime syrien a mené une offensive sur les deux quartiers kurdes d'Alep, accusant les « Forces Démocratiques Syriennes » d'avoir lancé des drones contre un véhicule de la police militaire, à 50 kilomètres d'Alep.

Les combats ont fait rage plusieurs jours, avant un cessez-le-feu le 10 janvier, rompu le 13 janvier par le régime syrien avec une attaque contre les « Forces Démocratiques Syriennes », dans la périphérie d'Alep, à Deir Hafer et Maskanah.

Afin de précipiter les choses, le 16 janvier, le président Ahmed al-Sharaa a reconnu comme officielle dans le pays le *kurmandji* (parlé en Syrie par les Kurdes et l'une des quatre langues des Kurdes en général).

Le 17 janvier, sous l'égide de la superpuissance impérialiste américaine, les « Forces Démocratiques Syriennes » se retirent ensuite de Deir Hafer et de Maskanah.

La troisième étape : la reconquête d'une bonne partie du Rojava



Le 18 janvier, le régime syrien réussit alors un coup magistral.

Son armée fait la conquête de la moitié du Rojava, avec Al-Tabqah et une large partie des régions au Sud-Est de Deir ez-Zor.

Le soir même, un cessez-le-feu est signé.

Il est brisé dès le lendemain, les combats reprennent et l'armée syrienne fonce sur la ville de Kobanê, qui est encerclée le 20.

La situation est la même pour la province de Hassaké et ses campagnes. Un nouveau cessez-le-feu est prononcé pour quatre jours.

Il est alors annoncé que le commandant général des forces armées kurdes, Mazlum Abdi, rencontrera le 24 janvier 2026 l'envoyé spécial américain pour la Syrie, Tom Barrack.

Finalement, l'armée syrienne annonce qu'il y aura quinze jours de plus de cessez-le-feu, en raison de la demande américaine de pouvoir transférer les prisonniers de l'État islamique vers l'Irak.

L'armée syrienne indiqua également avoir ouvert deux corridors humanitaires, l'un vers la ville de Kobané et l'autre dans la province voisine de Hassaké.

Il s'agit là, en réalité, d'un siège. Le Rojava est isolé, il est privé de sa principale ressource qu'était le pétrole. Il est acculé et poussé à la capitulation.

La chute de la statue de la combattante d'Al-Tabqah



Le symbole le plus terrible de la situation est la destruction d'une statue, à Al-Tabqah. Elle représentait une combattante des YPG.

La scène a été filmée ; on n'y voit que des hommes, surtout jeunes, s'acharnant à faire tomber la statue représentant une femme en armes, puis à la démolir.

C'est à leurs yeux tout un symbole et il est indiscutable que tout cela relève du féodalisme. Dans une certaine mesure, il y a même une tendance à l'esclavagisme, comme en témoignent les multiples exactions de l'État islamique dans la région.

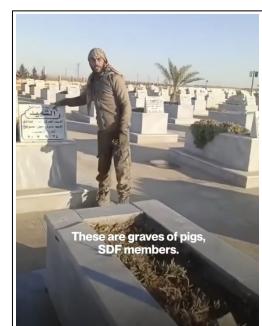
La soumission des femmes est un objectif assumé de la religion islamique et des islamistes en particulier.

Liquer l'expérience kurde à ce niveau est par conséquent une tâche prioritaire pour imposer les nouvelles mœurs, les manières de vivre conformes au nouvel ordre dominant.

L'expérience kurde en général est elle-même ciblée, puisqu'il y a déjà des vidéos de destructions dans les cimetières de combattants.

Tout doit être effacé. Mais il ne s'agit pas seulement de cela.

Dès que des crimes pourront être commis par les islamistes en place en Syrie, ils auront lieu, car c'est dans la nature des choses telles qu'elles existent dans le contexte du féodalisme dominateur.



C'est là l'erreur du Rojava que de s'être imaginé comme un îlot kurde « démocratique » dans un Moyen-Orient défiguré par le féodalisme.

Le point de vue officiel du régime syrien

Bien entendu, le régime syrien ne prétend pas en vouloir aux Kurdes. Il affirme vouloir instaurer un cadre institutionnel au niveau national.

L'objectif réel est de procéder à un redécoupage des rôles des différents clans, des différentes structures féodales, et les Kurdes n'étant pas alignés sur l'idéologie religieuse islamique ni sur l'identité arabe, ils doivent être mis de côté ou céder sur l'ensemble, à peu de choses près.

Le nouveau régime syrien est ainsi semi-féodal semi-colonial. Les forces qui ont pris le pouvoir sont féodales et elles se sont immédiatement vendues à l'impérialisme, afin de s'insérer dans l'ordre mondial pour maintenir leur existence.

Le projet islamiste initial de HTS s'est transformé en légalisme traditionnel et quête de notabilité internationale. C'est d'autant plus facile que les forces féodales ayant triomphé lors de la « révolution syrienne » étaient liées à des puissances expansionnistes comme la Turquie.

Dans une interview au média *Rudaw*, le directeur des affaires américaines au ministère syrien des Affaires étrangères, Qutaiba Idilbi, donne sa version suivante des faits.

On y retrouve la teneur du discours officiel, qui se veut rassurant.

« Quand l'armée arabe syrienne cessera-t-elle ses attaques contre le Rojava ?

L'armée arabe syrienne ne mène aucune attaque contre le Rojava.

Je pense que le sujet de discussion aujourd'hui est l'arrêt des attaques menées par des groupes incontrôlés affiliés aux FDS et aux milices proches du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) contre différentes composantes du nord-est de la Syrie (Rojava).

Une fois que ces opérations militaires contre les civils – comme les enlèvements de jeunes filles, les enrôlements forcés et l'incitation de la population kurde à la confrontation avec ses voisins – cesseront, nous pourrons alors dialoguer.

Aujourd'hui, nous attendons que les dirigeants des FDS usent de leur influence pour empêcher que la communauté kurde ne soit entraînée dans des conflits avec ses voisins.

Le peuple kurde a une longue expérience de la vie sur cette terre, et je pense qu'il y a beaucoup à apprendre de cette expérience, loin des projets promus aujourd'hui par le PKK et ses milices dans la région. »

L'effondrement des forces du Rojava

La question du rapport arabo-kurde joue un rôle essentiel dans la question de la raison de l'effondrement militaire du Rojava.

Les forces kurdes ont travaillé avec des clans arabes, dans une zone où il y a deux millions de Kurdes (voire trois millions), mais où la majeure partie des habitants est arabe.



Le confédéralisme démocratique a été le masque d'une division communautaire présentée comme de l'autogestion.

Les Kurdes disposaient de l'hégémonie, car ils disposaient d'une dynamique et du soutien occidental.

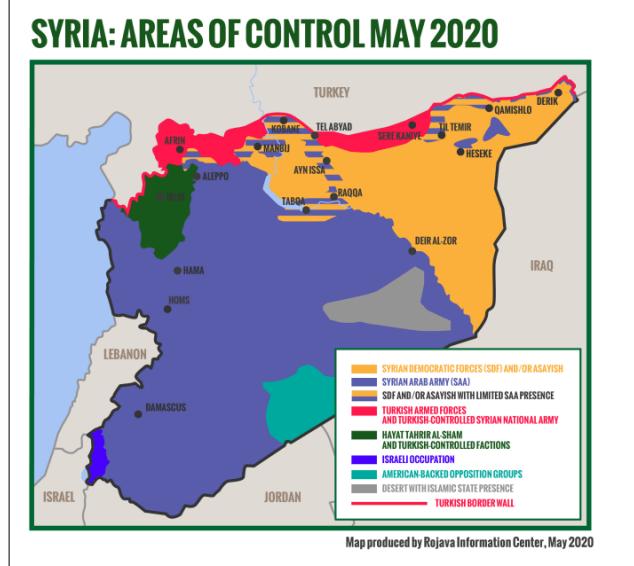
Toutefois, la question fondamentale est, en effet, d'avoir un projet pour toutes les masses syriennes.

Et les islamistes qui apparaissent comme « républicains », unificateurs, instaurateurs de paix civile... l'emportent alors forcément sur des Kurdes prônant une décentralisation ressemblant pour les masses à un appel à se débrouiller localement.

Le renversement de l'infâme régime syrien de Bachar al-Assad par les islamistes a tout changé et la volonté de la superpuissance impérialiste américaine d'organiser au mieux cette partie du monde selon ses intérêts a fait le reste.

La féodalité a alors amené au fait que les tribus et les clans arabes ont tout simplement changé de camp, précipitant l'effondrement du dispositif de défense des forces armées kurdes au Rojava.

Le découpage du Rojava, la cause de tous les soucis



Il faut bien comprendre la chose suivante. En 2016, le régime syrien de Bachar al-Assad avait repris la ville d'Alep.

Mais il n'avait pas touché à Sheikh Maqsoud et Ashrafieh, qui rejoignaient en pratique le Rojava.

Sauf qu'en 2017, l'armée turque est intervenue pour séparer géographiquement ces quartiers du reste du Rojava.

C'était une double catastrophe.

D'un côté, le Rojava était incapable de se poser comme projet territorial « fort », et était obligé de s'adapter.

De l'autre, cela impliquait un accord plus ou moins tacite avec le régime syrien de Bachar al-Assad pour que les quartiers kurdes d'Alep maintiennent leur autonomie.

On peut dire plus simplement que le Rojava a, à ce moment-là, grillé toutes ses cartes.

Il n'était plus crédible comme projet d'État nouveau, ce qu'il n'a jamais voulu être en tant que tel, puisque, en réalité, le Rojava devait servir de marchepied à une unification des régions kurdes des différents pays.

Le Rojava perdait, en même temps, toute valeur comme force composante de la lutte contre le régime syrien de Bachar al-Assad.

En composant avec ce dernier, il se voyait disqualifié, alors que les islamistes formant l'opposition armée cherchaient en plus le moindre prétexte pour rejeter les Kurdes et tout principe démocratique.

La fuite des prisonniers de l'État islamique

Les forces kurdes géraient le camp d'Al-Hol et la prison de Chaddadi. Dans le premier se trouvaient plusieurs dizaines de milliers de femmes et d'enfants dont le père de famille était emprisonné pour appartenance à l'État islamique. Le second accueillait 1500 hommes ayant agi dans les rangs de l'État islamique.

Les Kurdes ont géré ces camps notamment afin de se donner une bonne image et d'avoir une carte en plus dans leur jeu, dans le prolongement de leur propre combat contre l'État islamique.

Avec l'intervention de l'armée syrienne, les forces kurdes se sont enfuies en catastrophe face à l'offensive de l'armée syrienne, ce qui a bien sûr abouti à une fuite généralisée des gens vivant dans le camp et la prison.

Les fuyards auraient été récupérés par l'armée syrienne. Mais il ne faut ici croire personne, bien entendu, car on est dans un jeu sordide où sont utilisés des gangs, des groupes armés, des clans, des tribus, etc.

Ce qui se déroule, c'est la réactivation agressive du féodalisme. Les prisonniers de l'État islamique seront déplacés, d'autres s'enfuiront, on est dans le règne des magouilles, des coups bas, de la corruption, des rapports claniques, tribaux, féodaux, etc.

C'est un milieu féodal, où la religion joue le rôle de vecteur et d'outils de distinction (d'où les multiples variantes juridiques de l'Islam, par exemple).

Et c'est précisément cet arrière-plan qui a brisé le Rojava. ■

DOCUMENT

Quelques repères sur la crise humanitaire des événements.

« Depuis près de trois jours, Nichtiman Haji Morad et ses voisins appellent à l'aide. La journaliste kurde, membre du réseau Voix des femmes sans frontières, était chez son père dans un village de la banlieue. Face à l'avancée des forces gouvernementales syriennes, elle s'est réfugiée dans Kobané, acculée à la frontière turque.

« *Depuis que la guerre a commencé, je restais optimiste*, affirme-t-elle dans son dernier message diffusé mercredi 21 janvier. Mais là je suis sortie dans la rue et j'ai vu des centaines de familles déplacées dans le froid de l'hiver. Ils dorment dans les rues ». Sa voix se brise. « **Il n'y a pas d'électricité, pas d'eau, pas de médicaments. Kobané est assiégée et ils nous attaquent.** »

Un énième cessez-le-feu avait pourtant été annoncé mardi soir. Les deux camps accusent l'autre de ne pas le respecter. Mercredi, les forces gouvernementales ont continué de se rapprocher de Kobané, faisant face à la résistance des combattants kurdes YPG. »

(RFI, 22 janvier 2026, Syrie : « Kobané meurt et personne n'en a rien à faire »)

« Le bilan des violences à Alep depuis mardi s'est alourdi à 9 morts et 55 blessés civils, selon Mounir al-Mohamed, directeur de la communication de la santé à Alep. Par ailleurs, l'autorité étatique, le Comité central d'urgence d'Alep a annoncé que **142 000 personnes** ont été évacuées vers des zones sécurisées pour fuir les combats et les bombardements.

En réponse à l'insécurité, le commandement des opérations de l'armée a émis un avertissement urgent aux habitants de certains quartiers, leur demandant de « ne pas s'approcher des fenêtres et de descendre immédiatement aux étages inférieurs des bâtiments ». Un couvre-feu total a été imposé dans certains quartiers dans la ville d'Alep, à compter de jeudi soir et « jusqu'à nouvel ordre », selon l'Agence arabe syrienne d'information (SANA). »

(Anadolu Ajansi [= l'agence de presse de l'État turc], 8 janvier 2026, Syrie : L'armée progresse à Alep face aux FDS sur fond de pressions internationales et de crise humanitaire)

« La recomposition du pouvoir s'est traduite par des déplacements rapides et souvent préventifs. À Raqqâ, la plus grande ville administrée par les autorités kurdes, **plus de 13 000 personnes** ont fui en quelques jours.

À Alep, dans le nord-ouest, des dizaines de milliers d'habitants ont quitté leurs quartiers suite à des affrontements entre l'armée et les forces kurdes, avant de commencer, pour la plupart, à rentrer après l'annonce du cessez-le-feu. »

(ONU info, 22 janvier 2026, Syrie : l'escalade militaire dans le nord ravive les tensions communautaires)

DOCUMENT

Fondation Danielle Mitterrand : pétition de soutien au Rojava, le 22 janvier 2026.

[Ancienne résistante, Danielle Mitterrand profita d'être la femme du président de la République française François Mitterrand pour monter une association.

Cette dernière dispose d'une grande légitimité au sujet de la question kurde. Danielle Mitterrand s'est elle-même rendue dès 1986 au Kurdistan turc, puis au Kurdistan d'Irak à partir de 1988-1989 au moment du génocide organisé par Saddam Hussein.

On est ici toutefois dans l'idéalisme petit-bourgeois avec un vrai orientalisme à la française.]

« Il est essentiel de le dire clairement : ce qui se joue aujourd'hui en Syrie n'est pas un affrontement communautaire ou religieux, comme trop souvent présenté dans les discours médiatiques et politiques.

Il s'agit de visions et projets politiques qui s'opposent pour l'avenir de la Syrie.

D'un côté, le gouvernement d'Ahmed-Al-Charaa défend une Syrie centraliste, conservant le nom de « République arabe syrienne » et fondant le droit sur l'Islam.

De l'autre, les puissances étrangères semblent s'accorder sur une Syrie fractionnée, aux communautés divisées en zones d'influences : Israël au sud, bien au-delà du Golan déjà occupé, la Turquie au nord-est, les Etats-Unis à l'Est de l'Euphrate, la Russie sur la côte alaouite et le reste de la Syrie au gouvernement central et soumis aux intérêts turcs et occidentaux.

Pourtant, une autre voie existe : celle d'une Syrie décentralisée, démocratique, respectueuse des droits des femmes et des minorités culturelles et religieuses.

Depuis un an, à travers tout le pays, des femmes et des hommes de différentes régions et communautés s'organisent pour se défendre, se soutenir et reconstruire, en s'appuyant notamment sur les expériences d'auto-défense et d'émancipation menées dans le Nord-Est syrien, ainsi que sur plus de 50 ans de résistance au quotidien à un régime totalitaire ayant massacré son propre peuple.

Ce sont notamment les femmes, premières victimes civiles des conflits et de la guerre, qui s'engagent dans la reconstruction, et qui montrent qu'un autre avenir est possible. »

DOCUMENT

Abandon des Kurdes en Syrie :

« N'y aurait-il plus en nous, Français, une seule once de lucidité et d'honneur ? »

Par des Français ayant rejoint le Rojava

et combattu comme volontaires auprès des forces kurdes YPG / YPJ

[Un document incroyablement scandaleux, typique de la part de ses auteurs.

**C'est l'éloge permanent de la France impérialiste présentée bien entendu
comme la patrie des droits de l'Homme.**

**Le pire est sans doute qu'il y a là une démarche machiavélique : ces gens n'en
pensent pas moins, mais se targuent d'être « légitimes » pour forcer la main à
l'État français, du moins s'imaginent-ils cela.]**

Citoyens français, nous sommes partis en Syrie entre 2015 et 2019 en tant que volontaires pour rejoindre les unités combattantes kurdes du YPG/YPJ, fer de lance des unités arabo-kurdes des Forces Démocratique Syriennes (FDS) dans la lutte contre Daech.

Il y a tout juste un an, le 14 décembre 2024, nous publions sur le site de ce journal [il s'agit du Figaro !] une tribune visant à alerter les Français et leurs dirigeants de la menace que représentait la prise de pouvoir du territoire syrien par Al- Charaa, dit Al Joulani, ancien chef des groupes djihadistes Al Nosra et Hayat Tahrir al-Cham.

Nous faisions part de trois grandes craintes : la première, que les minorités locales, kurdes notamment, subissent un nettoyage ethnique total ; la seconde, que les combattants de Daech, qui partagent les valeurs des djihadistes de HTS, soient libérés des camps dans lesquels les Kurdes, jusqu'alors, les tenaient enfermés ; la troisième, c'est que le djihad, aidé par la Turquie, revienne en

force dans cette partie du Moyen-Orient et, qu'à terme, recommencent les horreurs que nous avons connues au Bataclan – puisque cet attentat et tant d'autres ont été commandités depuis la Syrie.

Depuis quelques jours l'actualité, hélas, nous donne raison : des milliers de civils se pressent aux frontières ; d'autres sont massacrés avec une barbarie bien reconnaissable ; les anciens combattants de Daech et leurs familles sortent par milliers des camps de Shedadeh, Al Aqtan et Al Hol ; et ce n'est qu'une question de temps avant que cette victoire du terrorisme ne galvanise les islamistes de France.

Nous aimons notre pays. Plus que nous-mêmes, peut-être. C'est en grande partie pour lui que nous avons décidé de rejoindre les unités YPG/YPJ pour combattre, au péril de notre vie, notre ennemi commun : Daech.

Pourtant, aujourd'hui, les mots nous manquent pour dire notre honte – oui, notre honte.

Celle de voir la France abandonner ses alliés, dont elle partage les valeurs de démocratie, de tolérance et de liberté, aux mains des djihadistes – c'est-à-dire de gens qui haïssent l'Occident, et particulièrement la France, jusqu'au plus profond de leurs tripes.

Tous les malheurs du monde déferlent en ce moment sur les Kurdes, les Arabes non islamistes, les Syriaques, les Alaouites, les Druzes, et les Yézidis de Syrie.

Et nous, Français, baïsons les yeux.

N'y aurait-il plus en nous une seule once de lucidité et d'honneur ?

La détermination d'Al Joulani, elle, est totale : soutenu par la Turquie, il avance, cruel et conquérant.

Les Kurdes, eux, sont livrés à eux-mêmes. Certes, ils savaient que les Etats-Unis, un jour, les abandonneraient.

Mais ils comptaient sur la France – comme nous comptions sur elle.

Il y a trois jours, une statue de combattante YPJ de la ville de Tabqa était fracassée sur le sol par des islamistes. Triste symbole.

Il y a dix ans, les yapajas étaient nos héroïnes : celles qui avaient défendu Kobané, le « Stalingrad » de la lutte contre le djihadisme.

Les avons-nous oubliés, elles et leurs camarades du YPG ?

Le temps est compté, pour nos amis. Ils le savent, et sont prêts à mourir pour ce en quoi ils ont toujours cru.

Mais il reste un espoir : celui que la France retrouve la mémoire.

Et son courage.

Signataires : Jean « Soresh » ; Katell « Kewê » ; Michel « Baba Sidar » ; Olivier « Tekosher » ; William « Roj »

DOCUMENT

Tribune de Katell Faria, ancienne internationaliste ayant combattu DAESH aux côtés des YPJ kurdes, écrivaine française engagée auprès des Kurdes de Syrie depuis 2018.

Nos alliés, nos amis meurent. Et nous regardons ailleurs Depuis deux semaines, j'assiste impuissante, effondrée et consternée, au lâchage des Kurdes par les Occidentaux – les États-Unis en tête, et la France à leur suite – dans l'indifférence quasi généralisée des médias, des politiques et des peuples que cette tragédie concerne pourtant directement.

Il y a dix ans, pendant la bataille de Kobané, les combattants kurdes des unités YPG-YPJ étaient nos héros : ceux qui, avec l'appui de la coalition internationale, avaient défait le terrorisme islamique dont les attaques, commanditées depuis Raqqa, nous frappaient jusque sur nos terrasses de cafés, nos stades et nos salles de concert.

Nous souvenons-nous à quel point nous avions peur, alors ?

À l'époque, nos journaux affichaient en couverture les yapajas [YPJ], ces amazones à longues tresses qui mourraient pour un idéal fondé sur la démocratie, l'égalité des sexes, le respect des minorités et la laïcité.

Un idéal qu'elles et leurs camarades masculins du YPG avaient construit en s'inspirant de l'Occident, dont elles admiraient nombre de penseurs et de valeurs.

Aujourd'hui, nous les abandonnons aux mains de leurs pires ennemis, qui sont aussi les nôtres : les islamistes, téléguidés par la Turquie.

Les voilà tristement éclairées sur ce que nous sommes devenus : des ingrats, des suiveurs, des lâches.

Des gens aveugles et perdus. Sans épaisseur ni conviction profonde.

Les islamistes, en plus d'être redoutablement intelligents, sont habités par une détermination absolue.

Tacticiens autant que stratèges, ils ont une vision très claire de leur avenir et apprennent de leurs erreurs.

Le califat de l'État Islamique a été anéanti en 2019 ?

Peu importe : ils le ressusciteront d'une autre manière.

Ce qu'ils n'ont eu par le djihad, ils l'obtiendront par la ruse et la taqîya, à l'usure, avec la bénédiction de cet Occident qu'ils honnissent.

Cela prendra simplement plus de temps que prévu...

À ceux qui pensent que ce qui se passe aujourd'hui en Syrie ne concerne pas la France, je veux dire qu'ils se trompent gravement : ce n'est qu'une question de temps avant que la victoire de l'islamisme en Syrie ne galvanise les nombreux disciples qu'il compte sur notre territoire.

À ceux qui invoquent le pragmatisme ou pire, revendiquent le cynisme, je veux dire qu'ils s'illusionnent s'ils pensent que la prise de pouvoir d'Al-Joulani dit Al-Charaa nous sera bénéfique sur le long terme : les gens comme lui nous haïssent pour ce que nous sommes, et notre abandon des Kurdes nous rendra encore plus méprisables à leurs yeux.

À quoi nous servira que la Syrie soit prétendument unifiée, si elle est unifiée contre nous ?

Pendant ce temps, les civils issus des minorités se pressent aux frontières, les djihadistes sortent des camps de détention, et les combattants kurdes sont massacrés.

Nos alliés, nos amis meurent.

Et nous regardons ailleurs.

Honte à nous.

Sur un appel au mouvement ouvrier belge à soutenir le Rojava

Les choses sont ce qu'elles sont et il est vraiment moche de biaiser, de mentir, de déformer la réalité afin de s'auto-promouvoir. C'est d'autant plus moralement condamnable quand cela se fait aux dépens des gens.

L'appel réalisé par le site *marxiste.be* est ainsi un producteur de tristesse, et seulement de tristesse. En appeler à un mouvement ouvrier organisé belge imaginaire pour faire semblant de se mobiliser en faveur du Rojava, il faut tomber bien bas pour en arriver là.

C'est vraiment de la fiction, qui vise à utiliser le symbolisme pour prétendre avoir un rapport à la réalité. C'est chercher à se donner une image en s'imaginant acteur de quelque chose de vrai – le mouvement ouvrier belge organisé – tout en essayant de se présenter comme ayant une belle âme.

Car de quel mouvement ouvrier belge organisé parle-t-on ? La Belgique est un pays impérialiste, qui vivote au jour le jour sur le plan gouvernemental en raison des déchirements internes où Wallons et Flamands sont placés les uns contre les autres.

Ce qui joue puissamment pour stabiliser le pays dans un tel contexte, c'est la présence institutionnelle de l'Union européenne et l'Otan.

Le pays ne connaît ni contestation d'ampleur, ni organisation populaire à orientation révolutionnaire. Même l'organisation la plus élémentaire des travailleurs a été imbriquée dans le capitalisme et sa gestion des conflits sociaux.

Les gens vivent leur vie quotidienne dans le 24 heures sur 24 du capitalisme. Ils ont leurs soucis et leurs envies ; leur horizon a été borné par l'idéologie capitaliste, la consommation capitaliste, les acquis sociaux propres aux métropoles impérialistes.

L'appel à un « mouvement ouvrier organisé belge » relève donc de l'incantatoire. Et c'est d'autant plus pathétique que, concrètement, la répression s'abat sur les manifestations des Kurdes en Belgique, comme à Anvers avec une attaque au couteau faisant plusieurs blessés ou à Bruxelles où c'est la police qui a voulu frapper fort.

L'appel en parle, bien entendu, pour se procurer une aura « interventionniste ». Cela ne donne pas de sens pour autant à une approche qui relève du racolage typique de boutiques militantes dont les mentalités sont celles d'épicier.

Il faut bien plus que cela pour avoir prise sur le réel. Qui lit l'appel avec un regard éveillé s'aperçoit tout de suite du caractère vain du propos, du caractère artificiel d'une approche relevant du marketing politique.

Attaques contre les Kurdes : le mouvement ouvrier organisé belge doit réagir !

Depuis quelques jours, le gouvernement islamiste de Damas, qui s'en prend aux minorités ethniques de Syrie depuis son arrivée au pouvoir, attaque désormais sans vergogne la région autonome du Kurdistan de l'Ouest, le Rojava. Les troupes du « président de transition » syrien et ancien chef d'Al-Qaïda Al-Jolani (Ahmed al-Charaa) ont conquis la majeure partie du Nord et de l'Est de la Syrie jusque-là protégée par les FDS (Forces démocratiques syriennes).

Rompant les accords antérieurs unilatéralement ainsi que les nombreux accords de cessez-le-feu, les milices islamistes d'Al-Charaa et les mercenaires à la solde des intérêts impérialistes turcs déchaînent une violence atroce contre les Kurdes et leur alliés pour tenter de mettre fin à la tentative de transformer la société dans cette région qu'est le Rojava. Le tout dans le silence assourdissant du camp impérialiste occidental et de ses médias.

La mobilisation de masse est la voie à suivre !

L'autonomie kurde a été conquise et défendue au cours des quinze dernières années dans une âpre lutte contre le régime d'Assad, contre les attaques constantes des milices islamistes de Daesh et contre les attaques incessantes de l'armée turque. Aujourd'hui elle risque d'être complètement détruite.

Ces derniers jours, les masses kurdes ont démontré une nouvelle fois tout leur héroïsme en se mobilisant courageusement et en grand nombre contre la catastrophe imminente. Mais depuis la trahison de l'impérialisme américain, la situation se détériore rapidement.

En réaction à toutes ces attaques, des manifestations de soutien ont pris place un peu partout aux frontières du Rojava et à l'intérieur de celui-ci, ainsi qu'à l'étranger, principalement là où s'est exilée ce qui forme aujourd'hui la diaspora kurde.

La communauté kurde dénonce les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en Syrie/Rojava par les gangs djihadistes de Damas, de Daech/ISIS et de Turquie, qui décapitent, tuent, violent, kidnappent les Kurdes (civils ou combattants) impunément ainsi que la libération d'anciens combattants de l'EI des prisons jusque-là sous contrôle des FDS.

Il faut être clair : les gangs de Damas et leurs alliés ne seront satisfaits que lorsqu'ils auront complètement conquis le Rojava, instauré leur régime meurtrier et oppressif et écrasé tous les droits démocratiques et l'autonomie kurde. De leurs côtés, les médias pro-turcs publient un tas de fake news pour essayer de semer la confusion sur la situation réelle sur place.

Une répression qui s'abat jusqu'ici en Belgique !

En Belgique aussi des rassemblements ont eu lieu, notamment à Bruxelles (où nous étions présents) et Anvers ces derniers jours. Malheureusement ces rassemblements ont aussi été entachés de violences à l'égard des Kurdes.

À Anvers, plusieurs hommes armés de couteaux se sont introduits parmi les manifestants et ont blessé 6 personnes dont plusieurs gravement. Quatre suspects ont été arrêtés.

Le mouvement kurde organisé qualifie cet attaque d'acte terroriste. De toute évidence, il a effectivement pour but de terroriser les Kurdes et affaiblir la mobilisation.

Comme si cela ne suffisait pas, à Bruxelles c'est la police elle-même qui s'est mise à réprimer le mouvement de solidarité. Lors d'un rassemblement, elle est intervenue avec des gaz lacrymogènes, a nassé un groupe de manifestants et arrêté cinq d'entre eux.

Le Rojava est en danger : concrétisons la solidarité internationale !

Certains à gauche se réjouissent ouvertement de la chute du Rojava en annonçant fièrement qu'ils « l'avaient prédit » et que les Kurdes n'auraient jamais dû momentanément recevoir le soutien militaire des USA durant la guerre qu'ils ont menée (et gagnée) contre l'Etat Islamique.

Même si nous, communistes révolutionnaires de l'ICR, l'avons dénoncé aussi (de même que nous avons également dénoncé l'attitude d'Öcalan qui, il y a quelques mois, a demandé aux mouvements de libération kurde de Turquie de déposer les armes pour apaiser le gouvernement turc), il n'y a strictement aucune raison de se réjouir de ce nouvel échec pour les révolutionnaires.

Non seulement le Rojava représente objectivement une lueur d'espoir dans cet océan de souffrances et de malheurs qu'est la vie sous un capitalisme en proie à l'impérialisme dans la région du Moyen-Orient, mais les Kurdes (et leurs alliés) du Rojava sont également une des garanties que l'Etat Islamique ne ressurgira pas dans la région.

Or, depuis l'avancée des troupes de Damas sur les territoires du Rojava, il est impossible de savoir ce qu'il adviendra réellement des prisons dans lesquelles des milliers de membres de Daesh sont, ou étaient, enfermés.

La tentative de préserver le Rojava par des accords avec les impérialistes, les chefs de tribus arabes riches et puissants, les grands propriétaires terriens et les capitalistes a échoué : les FDS sont de facto brisées après que les États-Unis et, avec eux, les chefs de tribus arabes réactionnaires ont changé de camp. Les nantis feront tout pour préserver leur richesse !

Les appels au droit international sont également inutiles : le droit international ne sert qu'à justifier les atrocités impérialistes de l'Occident.

Ainsi, nous appelons les organisations du mouvement ouvrier belge à relayer les appels des Kurdes et à soutenir le mouvement qui s'amorcent pour dénoncer et tenter d'empêcher ce qui risque probablement de se terminer par un nouveau génocide (un de plus), si nous ne faisons rien.

La lutte pour l'autodétermination du peuple kurde, la lutte pour une transformation de la société, là-bas ou ici, nous concerne tous, et au plus haut point. L'OCR réaffirme son soutien et sa solidarité avec les révolutionnaires du Rojava malgré les critiques que nous avons pu avoir sur les choix tactiques de ceux-ci.

La seule voie à suivre est la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme en tant que tels, et ce à l'échelle internationale, du Kurdistan à la Palestine, de la Belgique aux États-Unis ou encore en Chine. Seule la lutte pour une révolution socialiste, pour un Kurdistan libre et socialiste au sein d'une fédération socialiste du Moyen-Orient, peut garantir aux Kurdes le droit à l'autodétermination.

La tâche de la classe ouvrière et de la jeunesse de Belgique est de mener cette lutte dans notre pays. Ici, cela signifie en particulier mettre un terme à la politique criminelle du gouvernement, qui divise les peuples sur des bases racistes et soutient le régime de Jolani !

L'Organisation Communiste Révolutionnaire se tient aux côtés des Kurdes du Rojava dans leur lutte pour l'autodétermination et tous les droits démocratiques. Nous nous opposons ouvertement à « nos » capitalistes, à « notre » gouvernement, ainsi qu'à l'impérialisme américain : ils sont les ennemis des Kurdes et de leur autodétermination !

Le pire dans cet appel est sans doute la critique approfondie qu'on trouve du Rojava. C'est là où se révèle l'hypocrisie. L'appel ne cache même pas qu'il est extrêmement critique avec le Rojava, qui est présenté comme ayant tout faux et comme étant condamné dès le départ.

« La tentative de préserver le Rojava par des accords avec les impérialistes, les chefs de tribus arabes riches et puissants, les grands propriétaires terriens et les capitalistes a échoué : les FDS sont de facto brisées après que les États-Unis et, avec eux, les chefs de tribus arabes réactionnaires ont changé de camp. »

Si cela est vrai – et ça l'est – pourquoi alors se présenter comme convergent entièrement avec le Rojava, qui serait une lueur révolutionnaire, et faire des Kurdes un aspect essentiel de la lutte révolutionnaire mondiale ?

C'est vraiment typique du trotskisme et de son esprit forcené de récupération. L'appel dit : nous en appelons au mouvement ouvrier (qui existerait et serait organisé) car nous sommes les plus éveillés, il faut se mobiliser, le Rojava c'est très bien mais en fait ils ont tout faux.

L'appel ne sait ainsi plus s'il doit dire que les Kurdes doivent se battre pour leur autodétermination, ou pour une Fédération socialiste du Moyen-Orient où ils ont le droit à l'autodétermination. Ce sont là deux choses totalement différentes.

Mais comme on est dans le racolage, on fait plaisir aux Kurdes en disant qu'on est pour l'autodétermination, et comme tout de même on prétend être disciples de Lénine, on se rattrape et on dit qu'on parle du droit à l'autodétermination.

Tout cela n'est pas sérieux. Et il est vrai qu'il est extrêmement difficile d'être sérieux en Belgique, où la situation révolutionnaire n'est pas bonne et amène à vouloir précipiter les choses, afin de chercher à bien faire.

L'enfer est toutefois pavé de bonnes intentions et la dernière chose dont ont besoin les Kurdes de Syrie, et les Kurdes en général, c'est de gauchistes racoleurs prétendant se raccrocher à leur Cause.

Ce qui compte vraiment, qui a une puissance réelle, c'est l'analyse révolutionnaire authentique et approfondie, qui présente les faits conformément à leur nature. C'est de là que naît la subjectivité révolutionnaire qui permet d'avoir la force qui transforme la réalité. ■

Un inacceptable argumentaire pour justifier la convergence du Rojava avec la superpuissance impérialiste américaine

Le document suivant consiste en une dénonciation par Jan Yasin Sunca du « comportement de groupes de gauche et d'individus presque heureux d'avoir « prédit » l'effondrement de Rojava en plein massacre des Kurdes en Syrie. »

Jan Yasin Sunca est un universitaire en Belgique, à Bruxelles, chargé de recherches au Fonds de la recherche scientifique-FNRS au REPI Recherche et Études en Politique Internationale (Science-Po ULB).

C'est un document d'une très grande valeur de par sa prétention et sa servilité à l'impérialisme. L'agressivité de cette tribune cherche à masquer les erreurs commises et exprime un refus catégorique de la moindre autocritique.

Elle se masque aussi derrière un certain triomphalisme : « on le savait bien, on gère très bien ».

Il est typique de l'idéologie libertaire et post-moderne, au sens où il cherche à tout prix à nier qu'existe une analyse et une position communistes, et qu'il n'y aurait que le pragmatisme autogestionnaire altermondialiste qui compterait.

Elle est suivie d'une critique révolutionnaire.

« J'ai vu des messages de groupes de gauche et d'individus (notamment des universitaires, des militants et des organisateurs, certains d'entre eux sont kurdes mais surtout européens et particulièrement belges) qui semblaient presque heureux d'avoir « prédit » l'effondrement de Rojava, ou que les récents développements leur avaient prouvé « raison. » Ils sont presque en train de célébrer la situation.

Mais leur « prédiction » est creux.

En kurde, ce qu'ils appellent prédiction se traduit par une résistance en action. Les Kurdes n'ont rien reçu.

Ils se sont battus pour cela, contre les nationalismes arabes, turcs et perses, et contre les projets génocidaires comme le djihadisme.

Leur revendication la plus commune et la plus banale est que les États-Unis finiraient par abandonner les Kurdes, comme si les forces politiques kurdes ne le savaient jamais.

Merci d'avoir révélé la « vérité » chers camarades, sans vous nous étions complètement aveugles.

Pourtant dire que « les États-Unis vont vous trahir » n'ajoute rien. Elle ne révèle aucune vérité cachée et ne change rien dans la réalité politique. C'est comme annoncer que le ciel est gris quand il pleut.

Les révolutionnaires kurdes n'ont pas choisi les États-Unis par conviction. Les États-Unis étaient là et restent là. La Realpolitik force les mouvements à des choix qui ne correspondent pas à leurs idéaux.

Ce n'est pas une excuse, c'est un refus de votre prétendue révélation.

Les conditions avaient imposé deux options : la guerre et l'épuisement sans fin, ou un compromis politiquement problématique mais stratégiquement calculé (une que nous avons constamment critiquée) visant à garantir la reconnaissance juridique et politique internationale.

Les Kurdes ont choisi ce dernier. Et cette lutte n'est pas terminée.

Mais cette joie d'avoir « prouvé raison » vous place finalement du même côté que les forces qui ont produit ce résultat : HTS, Turquie, Arabie Saoudite, États-Unis et, dans la pratique, Israël.

La situation actuelle a été imposée par une coalition opaque tenue ensemble par des accords tacite : permettant l'annexion (presque) par Israël du sud de la Syrie tout en extract des concessions de HTS, ainsi que le silence profond de la Turquie et de Sharaa et l'inaction complète face au génocide en Palestine.

Va célébrer que tu avais « raison » mon cher camarade alors que le seul espoir réaliste et matérialisé pour la gauche au cours des deux dernières décennies est confronté à des menaces terminales.

Mais s'il te plaît (...) PARS, pendant que les gens résistent pour leur droit d'exister et pour rendre possible un monde [meilleur]. »

Réponse à Jan Yasin Sunca : non pas le pragmatisme et le machiavélisme, mais la science de la révolution et la guerre populaire !

Jan Yasin Sunca est mécontent. Il y a de quoi. Mais il ne suffit pas d'être mécontent pour être en mesure de balayer d'un revers de la main Karl Marx et tout son apport à la compréhension du monde.

Il ne suffit pas non plus de se prétendre le défenseur d'une Cause pour en être réellement, dans les faits, le possesseur unique. Toute l'attitude de Jan Yasin Sunca, en réalité, reflète l'esprit nationaliste déboussolé, car il s'aperçoit que, finalement, les lecteurs de Karl Marx ont raison.

Elle témoigne aussi de la peur de la révolution. Pour Jan Yasin Sunca, elle n'existe pas et équivaut à « une guerre sans fin ». C'est assez bien vu, somme toute, car qu'est-ce que la révolution ? C'est la guerre populaire et elle va jusqu'au Communisme.

C'est bien, en un sens, une guerre sans fin. Sauf que dialectiquement, elle a une fin. Alors que la paix provoquée par la défaite, sur laquelle s'aligne Jan Yasin Sunca, c'est une guerre anti-populaire sans fin, qui ne se termine jamais.

C'est que, comme le constatait Karl Marx, les « faits sont têtus ». Ils sont là, ils s'imposent d'eux-mêmes. Et c'est justement la dictature des faits qui soulève inutilement la colère de l'auteur de ce document.

Mais peut-on constater une chose et prétendre le contraire ? Peut-on voir la défaite du Rojava et nier les raisons de celle-ci ?

Jan Yasin Sunca n'a, en fait, guère dû avoir raison dans sa vie, car si ça avait été le cas, il saurait qu'avoir raison implique bien souvent d'être à contre-courant, d'être reconnu seulement à moyen ou à long terme.

Avoir raison, c'est toujours une lutte. Aussi, nous ne nous réjouissons pas d'avoir raison, nous affirmons implacablement la leçon de l'Histoire en elle-même, et nous l'affirmons depuis la base de notre idéologie.



C'est aussi simple que cela. Parce que la science matérialiste dialectique est universelle et qu'elle est capable d'analyser les situations de manière réelle, que ce soit en Belgique, en France ou en Syrie.

De plus, tout ce contre quoi proteste Jan Yasin Sunca n'a rien de nouveau. Car tout a déjà été posé de manière la plus claire, par Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973), le fondateur du TKP/ML, le Parti Communiste / Marxiste-Léniniste.

Pour simplifier, on peut dire qu'Ibrahim Kaypakkaya a posé une ligne rouge, orientant la question kurde vers l'universel et la démocratie populaire, là où le PYD, le principal parti kurde en Syrie, a fini par développer une ligne noire, fondée sur une approche particulariste et romantique, notamment inspirée par l'idéologie d'Abdullah Öcalan, et son « confédéralisme démocratique ».

Il faut ici clarifier en quoi la ligne du PYD a été une impasse historique, inéluctable, en analysant sur le fond son idéologie et ce qu'elle reflète sur le plan général.

Cette clarification a en fait un haut intérêt idéologique au plan général, qui nous permet d'éclairer notre ligne Rouge, ce que nous proposons, notre vision du monde, notre perspective et nos valeurs, à travers l'analyse critique de cette question spécifique.



Dans notre vision du monde matérialiste dialectique, l'expérience du Rojava apparaît comme une tentative de construire un pouvoir populaire sans détruire le système impérialiste qui le contenait.

En confondant autonomie locale et pouvoir révolutionnaire, en subordonnant sa force armée à une coalition impérialiste, le projet du

Rojava a objectivement transformé une dynamique de libération en expérience administrable dans le mode de production capitaliste, sous tutelle impérialiste qui plus est, et ce de manière provisoire de toute façon.

Comme le PKK, le PYD a visé la quantité et non la qualité, c'est-à-dire qu'il a cherché à rassembler large au lieu d'organiser le noyau révolutionnaire et de transformer les masses par leur implication dans le processus révolutionnaire, notamment par la transformation de la base productive, socle de la transformation culturelle devant produire un peuple nouveau.

La différence néanmoins avec le PKK, c'est que le PYD a bénéficié d'une rupture révolutionnaire avec l'État syrien de par la guerre civile qui s'est élancée.

Au moment de l'élan de ce soulèvement, on pouvait à la limite entendre la nécessité de faire front largement. Mais ce n'était plus possible dès lors que le PYD a échoué à conquérir l'État syrien, si tant est que cela fut jamais son but.

Ce qui était alors nécessaire, c'était de se replier de toute urgence sur ces bases, de faire tomber un rideau de fer autour de soi et d'entamer à tout prix un immense travail qualitatif.

Au lieu de cela, il a été vendu du pétrole au régime syrien de Bashar al-Assad, alors que les dollars américains accompagnaient les conseillers militaires occidentaux auprès des forces armées kurdes du Rojava.

L'erreur a été cette négligence idéologique faite dès le départ, que le Rojava paie maintenant au prix fort. La responsabilité des cadres dirigeants du Rojava est donc totale, elle ne peut être contournée par une rhétorique pleurnicheuse du genre de cet article. Nous en faisons le procès implacablement au nom de la Révolution.



Car définir le peuple, c'est écrire l'Histoire.

Et la question semi-féodale pose en fait la question de la définition de la nation kurde. Nous allons commencer par exposer la ligne (noire) du PYD, puis notre ligne (rouge).

transmis au Parlement britannique en 2017, pour en appeler au soutien du Royaume-Uni (nous parlerons plus loin de la question du rapport à l'impérialisme, laissons cet aspect pour le moment) :

« Les États-nations, qui ont été créés au Moyen-Orient au début du XX^e siècle, ne correspondent pas à la réalité de la région, en raison de sa grande diversité ethnique et idéologique.

Cela apparaît clairement dans le cas de la Syrie, qui a été victime du projet étatique national depuis le Mandat français jusqu'à aujourd'hui.

Nous estimons que toute solution à la question syrienne doit être fondée sur les principes de la démocratie, de la laïcité et du fédéralisme. Notre proposition consiste à établir en Syrie un État fédéral démocratique, à savoir une fédération territoriale (géographique) et non ethnique ou confessionnelle.

Nous considérons que l'auto-administration démocratique de chaque région constitue la véritable expression de la démocratie. C'est sur cette base que nous avons organisé des élections de communes en septembre 2017.

Nous organiserons également des élections des conseils locaux en décembre 2017, puis les élections de la « Conférence démocratique des peuples de la Fédération de la Syrie du Nord » au début de l'année 2018.

Bien que ces élections se tiennent dans des zones que nous avons libérées et qui sont relativement stables, nous sommes convaincus que ce que nous entreprenons est bénéfique pour l'ensemble de la Syrie.

Nous nous efforcerons de mettre en œuvre notre projet dans d'autres régions une fois la stabilité rétablie et lorsque les autres acteurs seront convaincus de l'efficacité de cette solution. »

Il n'est pas donné dans ce document une définition de la nation kurde. Ceci pour deux raisons : la première est qu'une présentation sérieuse du processus historique de formation de la nation kurde invaliderait en soi le postulat même de cette solution, la seconde est que pour le PYD, la nation kurde existerait de toute manière par évidence.

On note ici que la grande affaire du PYD est de considérer que l'État-nation serait une erreur, du moins dans les territoires hérités des anciens Empires ottomans et persans.

Et que la solution politique serait le « confédéralisme démocratique », au sein de laquelle il n'est vu que des « communautés », diverses par leur « ethnie » ou leur « idéologie », les Kurdes étant l'une d'elles, même si la principale.



Le PYD reproduit ici la même erreur théorique qui a coûté cher au PKK, qu'il n'a jamais pu ni surmonter ni même clarifier : celle de considérer la nation comme une substance et non comme une qualité.

Concevoir la nation comme une substance ainsi que le fait le PYD amène à se préserver d'avoir à la définir précisément.

Non pas alors que l'histoire de la nation ne compte pas, mais celle-ci existant dans ses membres de manière évidente, nul besoin de préciser justement.

On est alors Kurde comme au plus profond de soi, sa personne étant toute entière confondue avec le fait d'être kurde.

On peut alors parler d'identité, de la personne et de la nation, on peut parler d'âme kurde, au sens d'une substance transcendant et définissant l'individu comme singulier (une personne kurde) d'un être englobant (les Kurdes) et on tombera implacablement dans le mysticisme irrationnel, dans le fétichisme.

Pour la gauche révolutionnaire, celle armée fermement du matérialisme dialectique, la nation est une qualité, et on martèlera ici l'excellente définition de Staline en 1949 :

« Les hommes soviétiques considèrent que chaque nation, qu'elle soit grande ou petite, possède ses particularités qualitatives, son caractère spécifique qui n'appartient qu'à elle et que ne possèdent pas les autres nations.

Ces particularités sont l'apport que chaque nation fait au trésor commun de la culture mondiale et qui la complète et l'enrichit. »

Le matérialisme dialectique dit que la nation est une réalité qualitative et accorde une attention particulière à l'histoire et au folklore national.

On parlera alors d'esprit national sans fétichisme de la tradition, car alors on est kurde comme un état, fruit d'un processus de transformation et soumis à de nouveaux processus et donc au bout du compte appelé à se fondre dans un nouvel état.

Cette clarification n'est pas une anecdote, elle est en fait absolument nécessaire pour comprendre ce qu'est la nation au sens scientifique et écraser totalement toute définition, ou toute tendance à définir la nation de manière fétichiste, mystique ou identitaire.



Une fois donnée une définition scientifique de la nation kurde, comment saisir dans les grandes lignes le processus historique par lequel elle est passée jusqu'à notre époque ?

Car c'est bien une approche nécessaire que de comprendre le processus historique, qui nous explique le passé et nous permet d'entrevoir l'avenir.

Tout d'abord, et nous en avions déjà fait l'analyse, le processus de formation de la nation kurde est plus proche de la situation des minorités nationales dans les autres grands Empires issus de féodalismes comparables comme l'Empire russe ou l'Empire chinois par exemple, davantage que de celle des peuples directement colonisés par l'impérialisme bourgeois, comme en Afrique ou en Asie du Sud.

Le processus de formation nationale kurde s'est développé dans le cadre d'un empire féodal, en fait deux pour être précis : l'Empire ottoman et l'Empire persan.

Chacun d'eux étant bouleversé au cours du XIXe et XXe siècle en interne par la modernisation semi-capitaliste sur un mode bureaucratique et en externe par les coups de boutoirs incessants de l'impérialisme des États bourgeois européens et de l'expansionnisme des Empires concurrents, austro-hongrois et surtout russe.



Les Empires féodaux en voie de modernisation dans lesquels vivaient les Kurdes se sont effondrés sur eux-mêmes, incapables en interne de briser par une modernité bourgeoise nationale complète le féodalisme impérial et démantelés par l'extérieur par les assauts de l'impérialisme.

C'est-à-dire que mettre l'accent sur le mandat français de la SDN sur le Levant (Syrie et Liban actuel) entre 1923 et 1946, comme le fait le document du PYD, c'est déjà rater l'essentiel, mais c'est aussi mettre en avant un aspect « décolonial » forcé, propre à la gauche post-moderne, anti-matérialiste, des pays occidentaux.

C'est à la fois une erreur d'analyse théorique, et un appel du pied tactique, conforme au pragmatisme ultra du PYD.

Dans le cas kurde, comme l'a justement noté le grand révolutionnaire Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973), l'impérialisme externe a même pu jouer un rôle relativement favorable par opportunisme, exactement comme pour le nationalisme grec, arménien ou bien arabe du Levant par exemple.

Voici comment il pose le problème, qui fonde la ligne rouge que nous défendons ici pour définir la nation kurde et lui donner une perspective historique :

« Les nations émergent à l'aube du capitalisme, pas quand elles atteignent la limite ultime de leur développement.

Quand le capitalisme entre dans un pays, quand il se déplace dans une région, dans une certaine mesure, et quand il unit les marchés dans ce pays, dans cette région, dans une certaine mesure, les communautés qui possèdent les autres caractéristiques d'être une nation sont alors considérées comme étant devenues une nation.

Si ce n'était pas le cas, il faudrait considérer que toutes les communautés stables dans tous les pays et les régions reculés où le développement capitaliste est limité ne sont pas des nations (...).

Dans cette optique, il faudrait accepter qu'il n'y ait eu absolument aucune nation en Turquie au cours de ces années. Aujourd'hui le féodalisme existe dans des parties du monde reculées et opprimées, en Asie, Afrique, et en Amérique latine à des degrés divers.

Selon cette logique, il faudrait accepter que les nations n'existent pas dans ces régions et pays économiquement arriérés. Il est très clair que la théorie qui prétend que les Kurdes ne constituent pas une nation est un non-sens du début à la fin, contrairement aux faits, et, dans la pratique, nuisible.

Elle est nuisible car une telle théorie est bénéfique seulement pour les classes dirigeantes des nations qui oppriment, exploitent et dominent. Ils pourront ainsi trouver une justification à l'oppression nationale et à la cruauté qu'ils infligent aux nations opprimées, dépendantes et soumises, aux priviléges qu'ils s'octroient et aux inégalités qui en découlent (...).

Le Traité de Lausanne (traité de paix établissant les frontières de la nouvelle République de Turquie en 1923) a divisé les Kurdes entre les différents États.

Les impérialistes et le nouveau gouvernement turc ont fixé les frontières en marchandant, en violant le droit de la nation kurde à l'autodétermination et en ignorant ses aspirations et ses désirs.

De cette façon, la région du Kurdistan a été divisée entre l'Iran, l'Irak et la Turquie.

À ce stade, passons à un autre point : il est sans aucun doute injuste que le droit du Kurdistan à l'autodétermination ait été piétiné et déchiré en morceaux par le Traité de Lausanne.

Et comme l'a dit le camarade Lénine à une autre occasion, c'est le devoir des partis communistes de protester contre cette injustice et de faire prendre constamment honte à toutes les classes dirigeantes sur ce sujet. »



En conséquence, Ibrahim Kaykappaka fixe deux principes à l'action des révolutionnaires dans la lutte concernant cette question, qui sont toujours ici la doctrine que nous arborons et revendiquons : le principe de la double lutte contre l'oppression nationale et contre l'oppression de classe et le principe de l'autodétermination au nom des intérêts de la révolution.

La question nationale, posée comme principale par les courants guévaristes, rebouillis aujourd'hui dans les courants décoloniaux et altermondialistes, est secondaire pour Ibrahim Kaypakkaya, dans la mesure où c'est le maintien d'une forme de féodalisme qui permet la domination impérialiste, et non l'inverse.

Raison pour laquelle nous parlons de situation semi-féodale semi-coloniale, dans cet ordre précis.

Ibrahim Kaypakkaya présente cela de la manière suivante :

« L'oppression nationale utilisée par la bourgeoisie et les propriétaires de la nation dominante pour le “marché” et par la bureaucratie au pouvoir pour des “objectifs de caste” peut aller jusqu'à l'usurpation des droits démocratiques et les tueries en masse (c'est-à-dire le génocide). Il y a de nombreux exemples de génocide en Turquie.

L'oppression des travailleurs des peuples minoritaires de cette manière acquiert une double qualité. Premièrement il y a l'oppression de classe utilisée contre les travailleurs afin d'exploiter et d'éradiquer la lutte de classe ; deuxièmement, il y a l'oppression nationale mise en œuvre pour les objectifs mentionnés plus haut contre toutes les classes des nations et des nationalités minoritaires.

Les communistes ont fait la distinction entre ces deux formes d'oppression, parce que, par exemple, tandis que les bourgeois kurdes et les petits propriétaires s'opposent à la seconde forme d'oppression, ils supportent la première. En ce qui nous concerne, nous sommes opposés aux deux formes d'oppression.

Afin d'éradiquer l'oppression nationale, nous supportons la lutte de la bourgeoisie kurde et des petits propriétaires, mais, d'un autre côté, nous devons nous battre contre eux pour mettre un terme à l'oppression de classe.

(...) Le mouvement communiste en Turquie est seulement tenu de résoudre de la meilleure façon, la plus correcte, la question nationale dans les frontières de la Turquie.

Si les partis communistes en Irak et en Iran trouvent la meilleure solution pour la question nationale du point de vue de leurs propres pays, alors l'injustice historique en question n'aura plus aucune valeur ou plus aucune importance.

Pour nous, inclure l'unification de l'ensemble du Kurdistan serait malsain pour cette raison : ce n'est pas quelque chose que nous devons décider. C'est quelque chose que la nation kurde décidera elle-même.

Nous défendons le droit à l'autodétermination de la nation kurde, qui est, le droit de créer son propre État indépendant. Nous laissons à la nation kurde elle-même le soin de décider si elle exerce ce droit ou dans quelles conditions elle l'exerce. »

Le problème qui se pose sur le fond, et que le PYD a échoué dès le départ à comprendre et assumer correctement : c'est celui de la définition, dans un sens matérialiste dialectique, c'est-à-dire scientifique, de ce qu'est concrètement la nation kurde, en tant que catégorie.

Mais il y a plus grave. Encore plus impardonnable est de ne pas avoir saisi l'importance de la question semi-féodale pour saisir de manière révolutionnaire la question kurde.

Il n'y a pas de libération nationale sans briser le semi-féodalisme.

Le semi-féodalisme, c'est ce qui reste, ou qui resurgit, de l'époque du régime féodal dans une société transformée, mais de manière incomplète et partielle, par l'entrée dans le mode de production capitaliste.

Voici ce que nous disions sur l'importance de cet aspect, en janvier 2025 (Crise 29) :

« Or, en Orient, depuis la désintégration tragique de l'ancien régime ottoman, aucun peuple au sens national du terme n'a émergé de manière vraiment complète.

Ce qui fait que lorsque les Israéliens, les Arméniens, les Turcs, les Palestiniens ou les Kurdes s'affirment comme nations, ils ne le font que sous un rapport en fait encore largement pris par l'ancien régime ottoman, ils restent pris dans une logique anti-impérialiste, mais non anti-féodale.

Ils voient la question de la domination externe, sans affronter les contradictions internes.

Mao Zedong expliquait cela par une analogie : prenons un oeuf et une pierre, chacun pris à part à une composition interne différente.

Jetons-les tous deux dans un bain d'eau chaude. La pierre se chauffera mais restera la pierre. L'oeuf lui se transformera qualitativement.

Cette analogie veut ainsi expliquer que les conditions internes jouent de manière plus importante que les conditions externes dans un processus. Pour les nations semi-féodales semi-coloniales comme le sont les nations proche-orientales, cette question est cruciale.

La Palestine par exemple, est une nation semi-coloniale, mais voir cet aspect sans voir la question semi-féodale, c'est rater l'essentiel.

De même encore, voir la question du féodalisme mais la considérer comme secondaire par rapport à la question coloniale, c'est faire une erreur dramatique, menant forcément à l'impasse historique.

C'est l'immense erreur qu'ont faite les sionistes en imaginant fonder une nation moderne sans voir la question féodale propre aux Juifs.

D'ailleurs Israël est dominé économiquement par quelques monopoles, qui régissent littéralement de manière féodale.

C'est l'immense erreur qu'ont faite les Arméniens également, c'est la même que font les Kurdes alors qu'il existe une excellente analyse de leur situation faite par Ibrahim Kaypakkaya (1949-1973), le fondateur du TKP/ML armé du maoïsme au début des années 1970.

Dans un registre différent, mais fondamentalement analogue, c'est l'erreur que font les Turcs en pensant « décoloniser » l'Orient par la promotion impériale de leur propre féodalisme, ou d'un féodalisme centré sur la Turquie.

C'est la même ligne que suivent l'Iran ou l'Arabie saoudite, avec leur propre féodalisme comme idéologie semi-moderne.

L'Islam, les nationalismes « arabe », « arménien » ou « kurde » ne sont en fait rien d'autre que des idéologies, religieuses ou semi-religieuses, incapables d'assumer une lutte démocratique, et donc d'unifier les masses.

Le Proche-Orient n'a pas besoin d'être décolonisé de l'Occident, il doit d'abord mettre fin définitivement à l'ancien régime ottoman, et ceci vaut aussi pour les Balkans dans un autre registre. »

Le particularisme national des Kurdes, tout comme des autres peuples du Proche-Orient d'ailleurs, est donc très relatif, dans la mesure où l'Ancien Régime ottoman n'a pas été renversé de l'intérieur, et qu'en conséquence sa base féodale n'a pas été affrontée.

C'est là que l'on comprend toute la justesse de l'analyse d'Ibrahim Kaypakkaya, qu'il n'a pas eu le temps de pousser en raison de son assassinat : *lutter contre le féodalisme, c'est en fait et authentiquement lutter en faveur de l'émancipation nationale kurde.*

Ces fautes théoriques sont la base et la cause première de l'échec inévitable du Rojava.

Beaucoup de militants du PYD le savent bien, et le fond du document de Jan Yasin Sunca le reconnaît.



Mais ne pas en prendre la mesure, refuser d'en assumer les dramatiques conséquences, ce n'est pas possible.

Mettre tout sur le dos d'une sorte de pragmatisme « nécessaire » ou « réaliste », c'est essayer de noyer le poisson.

Cela ne marche pas non plus de tenter de nier ou de relativiser les fautes théoriques par les réalisations pratiques.

C'est vouloir dire : en pratique, nous avons réalisé des avancées révolutionnaires, c'est donc que nous n'avions pas tort sur tout et que rien que pour nos œuvres, nous méritons la reconnaissance.

Non. Ou même, justement, la pratique prouve l'échec théorique, puisque le Rojava échoue. Les succès affirmés par le PYD en termes municipaux et administratifs ne prouvent donc rien quant à la justesse de sa ligne.

Au contraire, ils ont masqué une erreur théorique fondamentale : la tentative de construire un pouvoir populaire sans détruire l'impérialisme ni transformer la base productive.

Son caractère finalement réversible confirme que la pratique, lorsqu'elle est séparée d'une ligne idéologique correcte, ne produit que de fausses victoires.



La prétendue réussite pratique du Rojava ne relativise pas les fautes théoriques, elle les confirme.

Le Rojava n'a pas mené une transformation socialiste de la base productive, ni organisé la société selon la lutte de classes.

Il a en fait transformé la superstructure politique tout en laissant intactes les relations fondamentales de production, substituant à la nécessaire centralité du prolétariat une logique communautaire et territoriale.

Cette dissociation entre superstructure révolutionnaire et base non socialiste explique à la fois sa singularité, sa relative tolérance internationale et sa réversibilité historique. Le Rojava est en fait, au mieux, une expérience radicale de surface, mais structurellement contenue.

Le refus de la lutte des classes découle d'une application de l'idéologie du PKK à laquelle le PYD est lié et il découle aussi de l'alliance avec l'impérialisme, mais nous reviendrons sur ce point.

La guerre, puis l'isolement du Rojava ne peuvent être des excuses à ces choix, parce qu'ils découlent clairement et avant tout de ces orientations théoriques et non de contingences conjoncturelles.

Le PYD et ses soutiens défendent son pragmatisme en lui trouvant toutes les excuses du monde, comme s'il n'y avait pas de direction idéologique ou de choix qui ont été faits et qu'il faut maintenant assumer.

Dans la pratique, le PYD n'a pas affronté la base semi-féodale de la société syrienne. Le PYD ne parle pour ainsi dire jamais du semi-féodalisme au sens strict. Il parle de manière particulière, pour ne pas dire positiviste et éducative, de patriarcat quand il met en avant ses militantes, ou bien de jihadisme lorsqu'il est question de la lutte contre les islamistes, surtout de Daesh.

Cependant, il n'y a pas d'analyse claire et nette, pas plus d'ailleurs que le Rojava n'a produit de rapports précis sur ses réalisations ou ses décisions.



Ce qu'il a fait surtout, c'est mettre en avant sa grande réalisation, ce que l'auteur de cet article appelle : « l'espoir réaliste et matérialisé de la gauche ». Ce dont il est question par cette formule, c'est donc concrètement du municipalisme confédéral.

Alors pour être concret, on peut ainsi parler de Qamishli, qui constitue l'exemple le plus abouti de municipalisme au Rojava au sens du PYD : une grande ville gouvernée par un enchevêtrement de communes, de conseils et de mécanismes de co-présidence, capable d'assurer des fonctions urbaines essentielles et de servir de vitrine politique internationale du confédéralisme démocratique, malgré l'absence de transformation socialiste de la base productive.

Les islamistes de l'AKP ou les libéraux américains, voire les libertariens, ne feraient pas autre chose. Et c'est donc cela qui est présenté comme ce que la gauche aurait de mieux à proposer, de manière universelle !

Allons plus loin, de manière générale, le Rojava a agi sur trois niveaux limités.

D'abord, certaines infrastructures abandonnées par l'État syrien ont été placées sous contrôle communal ou bien gérées par des conseils locaux (eau, boulangeries, carburant). Cela correspond au mieux à une gestion de crise, pas à une socialisation des moyens de production.

Ensuite, il a été créé des coopératives agricoles et artisanales, mais sur la base essentiellement du volontariat, de manière marginale et totalement dépendante des marchés extérieurs et de l'aide, notamment occidentale et surtout américaine, sans planification collective ni organisation autonome.

Enfin, l'économie de guerre a imposé des redistributions pour faire face aux pénuries, une régulation des prix, un rationnement, et la distribution de subventions locales, souvent avec l'aide internationale.

Dans tous les cas, on est loin d'une remise en cause de la propriété foncière et des redistributions des terres, loin d'une abolition du salariat et de la libre entreprise, loin d'une rupture avec le marché régional ou mondial, loin de l'établissement d'une justice populaire.

Le Rojava n'a donc pas affronté le semi-féodalisme sur les territoires et les populations sous son contrôle, il a en partie visé à transformer la superstructure politique (formes de pouvoir, discours, organisation sociale), mais a laissé largement intacte la base productive.

Or, pour le matérialisme dialectique, la superstructure ne peut pas se stabiliser durablement si la base reste capitaliste (ou proto-capitaliste).



C'est ce qui a rendu son projet acceptable pour l'impérialisme, et qui permet sa réversibilité, ce que la séquence ouverte par la prise du pouvoir par le nouveau régime syrien confirme brutalement.

L'intégration que le nouveau régime syrien veut imposer au Rojava, avec le soutien de la Turquie et la bénédiction des États-Unis, n'est pas bien différente que celle que le PKK a proposée dans sa dissolution l'an passé en Turquie.

Ses bases, ses réalisations, ses revendications sont solubles dans l'État syrien national-islamiste inspiré du régime turc. Il est finalement exigé du PYD la même capitulation que celle du PKK.

Nous avions annoncé la seconde, comme on peut s'attendre à la première désormais. Cela n'a rien d'une « prédition » au sens moqueur et prétentieux où l'entend Jan Yasin Sunca dans son attaque rhétorique.

Il est question là d'une loi de fer de la dépendance impérialiste selon le matérialisme dialectique : *qui dépend de l'ennemi pour vivre, dépend de lui pour mourir.*

La dissolution du Rojava tel que le PYD l'a formé est l'issue nécessaire d'une contradiction non résolue et intenable. Et il faut ici parler de l'alliance avec les impérialistes, encore qu'alliance n'est pas le mot qu'il faut employer ici.



Le Rojava a été conçu comme une expérience de gouvernement, et non comme une base de la guerre populaire se donnant pour but de conquérir et de détruire l'État syrien pour le remplacer par un État nouveau, démocratique et populaire, allant au Socialisme.

En cherchant à fixer un territoire au sein d'un État syrien en décomposition, le Rojava s'est livré à des forces qui le dépassaient. Ce qui n'était au départ qu'une base d'appui, le PYD a voulu en faire un territoire à gérer selon son idéologie.

Or, dans la perspective de la Révolution, une base n'existe pas pour administrer le peuple, mais pour détruire l'ancien pouvoir et construire le nouveau par la guerre.

Là où le municipalisme du Rojava cherche à durer et donc est poussé à la compromission, la guerre populaire prolongée cherche l'irréversibilité par la confrontation. Cette divergence n'est pas tactique mais idéologique. Le choix du Rojava n'aurait pas dû être de fixer la situation, mais de prolonger la guerre, implacablement et sans retour possible.

Là où nous disons qu'il faut rendre le pouvoir révolutionnaire mobile et clandestin, le PYD a voulu se fixer et se rendre visible.

Là où nous disons qu'une fois une base territoriale acquise, il faut intensifier la guerre, le PYD a voulu administrer sur un mode communautaire et sans confrontation de classe ni réforme agraire.

Là où nous disons qu'il faut compter sur ses forces et militariser les masses, le PYD s'est subordonné à l'impérialisme pour améliorer son armement, en se mettant à la botte de l'impérialisme.

Là où notre objectif est la destruction de l'ordre existant, pour en construire un nouveau (c'est-à-dire, du point de vue nécessaire au Rojava, de l'État syrien et de l'impérialisme), le PYD a cherché à obtenir une reconnaissance de l'un et de l'autre.

Naturellement, comprendre les choses ainsi implique d'avoir confiance en le Peuple, le Peuple en général et pas seulement les masses kurdes.

Si les masses kurdes de Syrie ont besoin de la révolution, c'est tout autant le cas des masses en Syrie en général. Cet aspect n'a pas été abordé par le Rojava, qui s'est présenté comme exemplaire sans doute, mais également comme unique en son genre, bien spécifique et devant être préservé, mis à l'écart du monde.

Or, les masses kurdes ne vivent pas à l'écart du monde et leur drame est justement de trouver le moyen de s'affirmer. Il faut donc, obligatoirement, que la Cause kurde rejoigne la Cause révolutionnaire en général.

Concrètement, à quoi faut-il penser ici ?

Au moyen d'unifier les masses, de les unir au-delà de leurs différences secondaires, car leur intérêt est commun : c'est la révolution.

Nous nous basons très concrètement sur l'expérience de la révolution chinoise, de la Commune de Yan'an qui était une société militarisée dans laquelle tout naissait du fusil, le Parti, l'Armée, l'État, la politique nouvelle, l'économie nouvelle et la nouvelle culture, guidée par le

principe : « Le Parti commande au fusil et nous ne permettrons jamais que le fusil commande au Parti »



Nous nous basons aussi sur les enseignements titaniques et l'expérience formidable sur le plan de la guerre populaire prolongée et de la formation du nouvel État révolutionnaire de la pensée Gonzalo, développée par le Parti Communiste du Pérou.

Voici comment le PCP définit les objectifs de la guerre populaire et la formation d'un nouveau pouvoir, dans son document intitulé "La ligne de construction des trois instruments de la Révolution" (1988) :

« En partant du lien qui existe entre État et Front, le Front Révolutionnaire de Défense du Peuple se concrétise à partir de Comités Populaires dans la campagne, et dans les villes simplement comme Mouvement Révolutionnaire de Défense du Peuple.

Nous construisons l'État nouveau dans la campagne pour, finalement, concrétiser le Pouvoir dans tout le pays.

En tant que système d'État, c'est une dictature unifiée d'ouvriers et de paysans, principalement les pauvres, et de petite bourgeoisie, qui respecte les intérêts de la bourgeoisie moyenne, dictature placée sous la direction du prolétariat représenté par le Parti qui exerce son hégémonie à travers l'alliance ouvrière-paysanne.

En tant que système de gouvernement, il fonctionne à travers les Assemblées Populaires.

L'État nouveau et la fluidité de la guerre.

La construction de l'État nouveau suit la flexibilité de la Guerre Populaire; cet État peut s'étendre, ou se contracter, disparaître en un endroit et apparaître à un autre. Il est fluide.

Comme nous l'enseigne le Président Mao : « Notre République démocratique d'ouvriers et de paysans est un État, mais, actuellement, il ne l'est pas encore dans toute l'extension du terme ; notre territoire est encore restreint et l'ennemi rêve constamment de nous anéantir ».

Il faut toujours tenir compte du système de bases d'appui, des zones de guérillas, des zones d'opérations et des points d'action, car cela constitue le milieu dans lequel se développe l'État nouveau et c'est la clé pour conserver l'orientation stratégique.

C'est dans ce milieu que se meut sa colonne vertébrale, l'Armée Populaire de Guérilla, que dirige le Parti. « Renforcer les Comités populaires, développer les Bases et faire avancer la République Populaire de Démocratie Nouvelle ! », telle est la consigne qui continue à guider sa construction.

Nous luttons pour la conquête du Pouvoir pour le prolétariat et le peuple en général, pas pour un pouvoir particulier. Nous nous opposons à l'errance et à ce qu'on laisse de côté les Bases d'appui.

L'État nouveau se construit au milieu de la guerre populaire en suivant un processus de développement spécifique ; dans notre cas, il se construit d'abord dans les campagnes jusqu'à encercler les villes et le concrétiser dans tout le pays.

Au cours de ce processus, l'ancien État se détruit et la contradiction ancien État – nouvel État s'exprime, faisant échouer tous les plans politiques et militaires de la réaction et en incorporant les masses. »

Nous voulons des Communes Rouges au Kurdistan, nous voulons armer et militariser les masses pour affronter l'ordre ancien et forger ainsi le nouvel ordre démocratique et populaire, en partant de ce principe que la guerre populaire mondiale est la forme principale de lutte que le prolétariat et les peuples opprimés du monde doivent arborer, pour l'opposer à la guerre mondiale impérialiste, et que si ce principe est universel, valable pour tous les types de pays, il doit être spécifié selon les conditions de chaque révolution.

Et cela signifie dépasser les raisonnements étroits, nationalistes ou ethniques, pour aller au général, à l'universel. La Cause de la révolution concerne toutes les masses opprimées et il est impossible de trouver une voie séparée.

L'URSS de Staline s'est justement maintenue de par sa capacité à unir les différents peuples qui componaient la Russie (sauf la Finlande qui a pris son indépendance, conformément au droit à l'autodétermination).



De son côté, pour justifier le choix de sa ligne (noire), celle de son municipalisme confédéral et démocratique allié à l'impérialisme, le PYD a fait de Daesh son ennemi principal.

alors possible avec l'impérialisme, et notamment avec les États-Unis, cela a été une énorme erreur stratégique.

Bien sûr, l'écrasement de Daesh et des jihadistes est une nécessité, mais en s'intégrant à l'impérialisme, le Rojava a joué son sort.

Il s'est retrouvé pieds et poings liés et dépendant des décisions impérialistes, ce qui par définition est une catastrophe.

En substance, le PYD au Rojava paie aujourd’hui son pragmatisme et ses erreurs idéologiques, internes concernant la lutte contre le semi-féodalisme, et externes concernant ses rapports avec l’impérialisme, et notamment avec la superpuissance impérialiste américaine.

Au lieu de mener la guerre populaire prolongée en consolidant des bases clandestines et mobiles, affrontant de manière irréversible l’État syrien, aux mains du régime de Bachar al-Assad comme celui du HTS aujourd’hui, sans se compromettre avec l’impérialisme, il a préféré mener son expérience radicale de surface et en faire la promotion, en pensant (en espérant plutôt) qu’il se passe quelque chose, localement et surtout internationalement, jusqu’à ce que Washington siffle la fin de la partie.

Penser jouer avec le feu d’une alliance, pas simplement tactique, mais stratégique, avec l’impérialisme, notamment américain, était de fait suicidaire.



Cela poussait les cadres du PYD à multiplier les analyses et les contorsions les plus acrobatiques et creuses, pour ne pas voir que l’allié en question avait construit toute sa doctrine militaire sur le principe même de la Réaction.

Les gens comme Jan Yasin Sunca prétendent qu’au Rojava, on savait tout cela. Nous, nous agissons en conséquence. Quand on sait quelque chose, on en tient compte.

Nous étions là avant Jan Yasin Sunca, nous serons là après Jan Yasin Sunca. L’idéologie « post-moderne » de type « post-révolutionnaire » comme celle du Rojava et de l’EZLN au Mexique, n’est qu’une variante de l’altermondialisme des années 1990-2000. C’est un produit de la croissance mondiale du capitalisme et du désenchantement que cela a produit.

Mais les contradictions restent et le chemin de la Guerre Populaire reste inéluctable. Le chemin est sinueux, l’avenir est lumineux, et ce sont les capitulards comme Jan Yasin Sunca qui doivent partir, pour laisser la place aux communistes et à leur affirmation de la toute-puissance de la Guerre Populaire mondiale. ■

L'effondrement du Rojava et l'erreur stratégique monumentale de la Gauche révolutionnaire de Turquie

Les organisations révolutionnaires ont massivement grandi au début des années 1990, au point de former une réelle actualité sur le plan national. Cependant, la grande croissance économique du capitalisme mondial durant la période 1989-2020 a très profondément modifié la Turquie, leur enlevant le sol sous leurs pieds.



La Turquie avait connu un coup d'État en 1980, qui avait laminé les organisations révolutionnaires ; beaucoup de leurs cadres s'étaient alors réfugiés en Europe, oeuvrant à la reconstitution des différentes structures.

Ce travail, empreint de succès, aboutit à des organisations très solides au milieu des années 1990, capables d'agir depuis la clandestinité et de mobiliser d'importants secteurs de masse.

Il y avait alors une certaine division du travail : dans les campagnes on trouvait surtout le TKP(ML) et le TKP/ML, dans les villes le DHKP/C et le MLKP, pour ne citer que les principales organisations aux côtés de très nombreuses autres (comme le TIKB).

Cela ne veut pas dire du tout que la Turquie soit devenue capitaliste. C'est qu'auparavant, le pays était verrouillé, avec un rôle central de l'armée. L'effondrement de l'URSS et la croissance capitaliste mondiale a permis aux grands propriétaires terriens et aux capitalistes compradores (c'est-à-dire vendus à l'étranger) de passer un cap.



Le triomphe de la religion et de Recep Tayyip Erdogan correspondent à cette modification économique profonde. La Turquie a littéralement changé de visage, passant d'un pays très arriéré en certains points, avec un réel chaos intérieur, à une puissance régionale solide avec des ambitions toujours plus grandes.

Autrement dit, la Turquie autrefois sous la coupe de l'armée a cédé la place à un capitalisme bureaucratique bien plus développé qui a accompagné l'incroyable croissance mondiale de 1989 à 2020.

Les organisations révolutionnaires de Turquie n'ont rien compris à cela et se sont fait déborder. Leur signification s'est pratiquement effacée. La situation est désastreuse.

Il y a eu alors une idée pragmatique – le pragmatisme a une grande tradition en Orient, et ce d'autant plus en Turquie dans la tradition de l'Empire ottoman.

Comme en 2016, les Kurdes de Syrie ont réussi à instaurer une autonomie régionale, la quasi-totalité des organisations révolutionnaires de Syrie s'est engagée dans un soutien massif et systématique.

Des militants ont été envoyés là-bas, afin de former des unités militaires épaulant les forces kurdes ; il y a même plusieurs petites structures révolutionnaires pratiquement disparues qui se sont pratiquement reconstituées à travers ce soutien et l'envoi de militants sur place.

La principale organisation à s'engager en ce sens a été le MLKP, qui depuis le départ a reconnu une grande place au PKK et à la question kurde. La seule exception a été le DHKP-C, farouchement républicain et obnubilé par une seule question, celle de l'impérialisme américain.

Or, forcément, en s'alignant sur le Rojava, les organisations révolutionnaires de Turquie ont dû modifier leurs identités. Afin de pouvoir s'insérer dans le processus « révolutionnaire » au Rojava, elles ont adopté de nouveaux thèmes, totalement inconnus pour eux auparavant, et cela du jour au lendemain.

Toutes ont commencé ainsi à se placer en orbite de différentes idéologies postmodernes, principalement l'idéologie LGBT. La défense des « opprimés » a pris le dessus, reléguant la lutte des classes à une sorte de référence toujours plus lointaine. L'idéologie « décoloniale » a également largement conquis les organisations révolutionnaires de Turquie, par l'intermédiaire de la mise en avant des communautés.



Bref, le projet révolutionnaire général s'est effacé, au profit d'une démarche ayant trois aspects essentiels : accompagner ce qui se passe au Rojava, assumer qu'il y a bien une révolution, prôner l'unité à tout prix afin de ne pas avoir l'air sectaire.

En pratique, cela voulait dire se mettre à la remorque du PKK.

Naturellement, les organisations révolutionnaires de Turquie diront que ce n'est pas vrai. Force est pourtant de constater que le PKK a capitulé, sans qu'elles n'aient le moindre impact sur cette décision prise, ni sur le cours des événements. Il n'y a pas non plus d'afflux des masses kurdes « déçues » vers les organisations révolutionnaires.

Ce n'est pas tout, un autre aspect joue beaucoup. En raison de la vigueur de la répression en Turquie, et elle a pu être ultraviolette, l'Europe joue un rôle très important pour les organisations révolutionnaires de ce pays.

Envoyer des cadres se cacher en Europe est un aspect, l'autre aspect étant qu'une activité légale ou semi-légale est possible dans la plupart des pays européens. Il y a donc un poids significatif des activités qui se déroulent en Europe.

Or, de manière régulière, et ce depuis cinquante ans, il y a toujours eu un vaste phénomène de corruption en raison du mode de vie tranquille en Europe. Cela va de la capitulation aux logiques mafieuses, en passant par la rupture politique et idéologique.

Normalement, ces problèmes ont été traités en posant une grande insistance sur le fait que c'est en Turquie que tout doit se décider, les activités en Europe n'étant qu'un soutien, ou éventuellement un apport.



La question du Rojava a cependant tout modifié. Il a fallu pour les structures en Europe participer à toutes les initiatives pour le Rojava, et ce de manière systématique.

Cela voulait dire reconnaître de ne pas avoir l'initiative et de ne pas pouvoir l'avoir.

Comme le PKK est devenu officiellement « libertaire » et que l'ensemble des anarchistes a soutenu le Rojava, de manière effrénée, il a fallu également composer avec eux.

Tout cet état d'esprit, mêlant suivisme et ouverture d'esprit, libéralisme et tentative de construire des fronts, a naturellement déteint sur les organisations révolutionnaires en général.

Impossible pour elles d'assumer une position idéologique ou politique ferme, parce que l'existence du Rojava impliquait une logique de diplomatie permanente.

Sur le papier, les organisations révolutionnaires de Turquie voulaient deux choses : réellement aider les Kurdes et pouvoir développer leurs propres forces armées.

Il était considéré qu'il serait bien temps de voir et que les choses iraient forcément dans le sens de la confrontation accrue, qu'il y aurait une massification et que la relance d'un processus révolutionnaire changerait tout.

En réalité, ce fut une erreur stratégique au nom du pragmatisme. Cela a bouleversé la matrice des organisations révolutionnaires de Turquie, déjà dans une situation difficile.

Et c'est vrai même pour le DHKP-C qui est resté extérieur à la question du Rojava, car ça l'a forcé à adopter un positionnement inverse (« anti-impérialiste » en rejetant tout le reste et ce sans se poser de questions, en se focalisant uniquement sur les Etats-Unis au point de valoriser indirectement l'Iran, la Russie, le Venezuela, etc.).

Mais, de toute manière, le problème n'est pas là. On peut tout à fait considérer que les organisations révolutionnaires de Turquie ont estimé, subjectivement, qu'il y avait avec la naissance du Rojava, au milieu des années 2010, un événement incontournable, capable d'ébranler le Moyen-Orient.



Alors, peu importe ce qu'on peut bien penser, il faut bien y aller, il faut être partie prenante d'un mouvement historique qui, au moins, pousse à la libération des femmes, affirme la laïcité, pose au minimum la question kurde (tout en prétendant la résoudre).

On parle, en plus, de trois millions de personnes qui vivent alors au Rojava, soit une vaste population.

Seulement voilà, encore fallait-il garder les fondamentaux. Et comme expliqué, strictement aucune organisation révolutionnaire en Turquie n'est restée sur les mêmes bases qu'avant la naissance du Rojava.

Toutes se sont adaptées, ou plus exactement ont muté, afin d'être en mesure de suivre le fil du temps, de s'insérer dans un mouvement plus large.

Chaque organisation révolutionnaire, dans les années 1990-2000, avait la même posture que son ancêtre des années 1970 : nous avons l'idéologie correcte, notre approche est juste, notre interprétation de la situation historique est bonne, notre activité est ce qui correspond aux exigences révolutionnaires.

Aujourd'hui, aucune organisation révolutionnaire en Turquie ne posera les choses ainsi, toutes affirmeront être à la pointe d'une tendance, d'un mouvement, d'un parcours, etc. Toutes assumeront un discours ultra-démocratique, présentant leur existence et leur approche comme une contribution qualitative à un combat à la fois vaste et général.

Elles ont été contaminées par le discours « post-révolutionnaire » du Rojava ; elles ont perdu la capacité à raisonner en termes de cadre national et de nécessité de se guider historiquement dans un tel cadre pour ouvrir la voie révolutionnaire.

En courant derrière la quantité, elles ont perdu la qualité, qui pourtant doit primer. ■

DOCUMENT

TKP-ML : Rojava est résistance — il ne peut être soumis !

[Le TKP-ML est l'une des composantes de la tendance droitière du maoïsme en Turquie, de type pragmatique-machiavélique. C'est même celle qui est allée le plus loin dans la logique de l'accompagnement, du suivisme, de la démarche « utilitariste », etc.]

La révolution du Rojava fait face à une nouvelle offensive militaire menée par des forces réactionnaires internationales et régionales.

Dans une région comme le Moyen-Orient, soumise aux guerres, aux occupations et aux massacres perpétrés par les impérialistes et les puissances réactionnaires régionales, l'Administration autonome — un important bastion de résistance qui a adopté une ligne progressiste et axée sur le peuple centré sur la libération des femmes — est visée pour liquidation et pour être rendu « acceptable » pour les forces impérialistes et réactionnaires régionales.

À cette fin, d'une part, les attaques des gangs HTS autoproclamés Administration transitoire syrienne sont facilitées ; d'autre part, des pressions sont exercées sur l'Administration autonome par diverses négociations diplomatiques.

Il est clair que derrière cette attaque contre l'Administration autonome se cachent les impérialistes et les forces réactionnaires régionales, au premier rang desquelles l'État turc.

En effet, ce n'est pas un hasard si ces attaques ont été lancées le jour même des attaques contre les quartiers de Şêxmeqsûd et Eşrefiyê à Alep — où les Kurdes ont vécu depuis des siècles — le 6 janvier, immédiatement après l'accord entre l'Administration transitoire syrienne et Israël,

auquel l'État turc a également pris part, signé à Paris, la capitale de la France.

Avec les gangs salafistes-djihadistes HTS amenés au pouvoir en Syrie, la politique de massacre d'abord dirigée contre les Alaouites et les Druzes a désormais été tournée contre le peuple kurde et la révolution du Rojava.

Des quartiers d'Alep où vivent des centaines de milliers de personnes ont été assiégés et des attaques ont été lancées avec la provocation de la Turquie et l'approbation des États-Unis et d'Israël. Un concert international visant le statut et les acquis obtenus par les peuples de la région, en premier lieu la nation kurde, par la révolution du Rojava, a été mis en œuvre.

Face aux attaques des gangs HTS — coordonnées et soutenus par l'État turc — sur les quartiers de Şêxmeqsûd, Eşrefiyê et Benî Zêd à Alep, où vivent principalement des Kurdes, les Forces de sécurité intérieure de Şêxmeqsûd ont annoncé qu'elles défendraient leurs communautés et résisteraient pour empêcher le massacre de civils.

Malgré leur faible nombre et leur armement inadéquat, ces forces de résistance ont fait la démonstration d'une résistance significative pendant cinq jours.

Après l'attaque d'Alep, les gangs HTS ont réorienté leurs assauts vers les territoires sous le contrôle de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie.

Le fait que ces attaques soient menées par les gangs HTS montre clairement que l'agression est menée avec l'approbation des impérialistes occidentaux — principalement les États-Unis — et par la coordination et la direction directes des forces réactionnaires régionales, particulièrement le fascisme turc.

En effet, pendant que des attaques militaires sont lancées d'un côté, la guerre psychologique se poursuit de l'autre, et les peuples vivant dans les zones sous le contrôle de l'Administration autonome sont montés les uns contre les autres.

Des spéculations et des méthodes de guerre spéciales menées par l'État fasciste turc et les États arabes réactionnaires du Golfe ont été mises en œuvre contre la population vivant dans les zones sous le contrôle de l'Administration autonome.

Pour l'État turc, qui coordonne personnellement ces attaques, l'objectif principal est l'élimination

complète de la révolution du Rojava et de l'Administration autonome.

Là où cela ne peut pas être réussi, le but est d'empêcher les peuples de la région, au premier desquels les Kurdes, d'obtenir jusqu'au moindre gain.

Face aux objectifs régionaux des impérialistes et aux attaques réactionnaires et anti-populaires menées par le fascisme turc, l'Israël sioniste et les cheikhats arabes, la défense de la révolution du Rojava et de ses acquis est d'une importance historique.

Descendre dans les rues et sur les places pour défendre la révolution du Rojava est un devoir internationaliste.

Défendons la révolution du Rojava !

À bas l'impérialisme, le fascisme, le sionisme et toutes les formes de réaction !

Janvier 2026

Comité central du TKP-ML

DOCUMENT

TKP/ML : L'impérialisme américain, son larbin fasciste qu'est la république turque, et le HTS, tout le Kurdistan sera votre tombeau !

[Le TKP/ML fait également partie de la mouvance droitière du maoïsme, de type pragmatique-machiavélique.]

Le Kurdistan syrien et ses acquis nationaux sont sous le joug de l'impérialisme américano-britannico-franco-allemand, sous l'attaque du régime fasciste turc et du régime djihadiste syrien.

Après le transfert du régime d'Assad, le 8 décembre 2024, sur un plateau d'argent par l'impérialisme américain et britannique, au

HTS dirigé par Jolani, les efforts visant à remodeler la Syrie fragmentée se sont intensifiés.

L'impérialisme américain, en développant des relations plus étroites avec la Syrie, devenue sa semi-colonie, et son serviteur le HTS, s'est engagé dans un effort de repositionnement conforme au rôle qu'il attribue à la structure politique et à la région.

La Turquie, Israël et, dans une moindre mesure, d'autres États de la région serviteurs des États-Unis, sous la direction de Tom Barrack, ont travaillé d'arrache-pied à la refonte de la Syrie.

La contradiction la plus importante dans ce processus a été le Kurdistan syrien et son statut.

Parallèlement au changement de régime en Syrie, les classes dirigeantes turques ont annoncé en octobre 2024 avoir entamé des négociations avec le PKK et son leader Abdullah Öcalan, en vue d'une « paix et d'un accord ».

Les parties ont défini l'objectif et le but de ces négociations non pas comme la résolution de la « question nationale kurde », mais comme l'abandon de la « lutte armée illégale » et l'« ouverture à la démocratie ».

Devlet Bahçeli et Tayyip Erdogan ont qualifié ce processus de « Turquie sans terrorisme, région sans terrorisme » et d'« alliance turque, kurde et arabe », tandis qu'Abdullah Öcalan l'a défini comme une « république démocratique, une intégration démocratique » et un « passage à la lutte non armée ».

Plus important encore, ces « pourparlers de paix » sont directement liés à la Syrie et au Kurdistan syrien.

La Turquie fasciste a insisté pour que des mesures telles que le dépôt des armes et l'élimination du PKK s'appliquent également en Syrie, traitant le problème comme une question globale.

Elle a évalué l'ensemble du processus sur la base de l'élimination, si possible, ou sinon de la limitation, des acquis nationaux kurdes en Syrie.

Dans sa planification régionale, l'impérialisme américain a pour objectif d'atténuer les problèmes internes des pays sous son hégémonie, de consolider leurs « fronts intérieurs » et de renforcer les alliances régionales.

Il tente de construire cette orientation dans la région par le biais de colonies fondamentales telles qu'Israël, la Turquie, l'Arabie saoudite et l'Égypte. La portée géographique qu'il a définie s'étend du Caucase à l'Afrique du Nord.

Les politiques d'alliance de Trump et ses orientations en matière de paix et de conflit sont source de tensions sérieuses, tant au sein des États-Unis qu'entre les puissances impérialistes.

Mais en fin de compte, la clique Trump s'efforce de construire cette orientation en l'imposant et en la forçant.

Cette situation alimente des contradictions qui ne cessent de s'aggraver et des terrains propices à des conflits plus importants.

L'impérialisme américain dirigé par Trump cherche à bouleverser tous les équilibres et à les rétablir.

Renforcer le nouveau régime syrien dans la région est considéré par les États-Unis comme un moyen plus efficace d'intervenir dans des pays avec lesquels ils ont des conflits profonds, tels que le Liban, l'Irak, la Palestine et l'Iran.

En Syrie, sous la direction de Jolani et du HTS, la voie a été ouverte à la création d'un « État sunnite » servile et les bases ont été jetées pour le rendre fonctionnel.

En effet, Tom Barrack a clairement souligné dans sa déclaration du 20 janvier que l'État syrien devait être fort.

Dans le conflit entre les FDS et le HTS, avec lesquels il a développé des relations et des alliances tactiques depuis 2014, les États-Unis ont indiqué qu'ils préféraient le HTS, qui contrôle l'État syrien.

Cette position est conforme à celle de l'impérialisme, qui divise le monde en « nations opprimées et opprimes », en faveur des nations opprimes.

Les États-nations dominants, qu'il a réduits à l'état de serviteurs, sont ses alliés stratégiques et prioritaires.

Son hostilité envers les nations opprimées correspond à son caractère historique.

Le problème réside précisément dans le fait de savoir si les nations opprimées ont une conscience claire de la nature, du positionnement et des intérêts de l'impérialisme.

Les impérialistes préfèrent essentiellement les dirigeants qui leur ont prêté serment d'allégeance et qui servent leurs intérêts.

Cela est conforme à l'esprit du système qu'ils ont établi. C'est exactement ce qui se passe en Syrie depuis le 8 décembre 2024.

L'État a été pris d'assaut, revêtu d'une nouvelle apparence, et la domination arabe a été maintenue grâce à ce changement.

Les États-Unis ont accéléré ce processus de transition à plusieurs égards. L'accord conclu le 10 mars entre le FDS et le HTS a créé une tendance à « résoudre » la question kurde en renforçant l'État centré sur Damas.

Dans le même temps, les massacres des Alévis ont été blanchis et le chauvinisme sunnite-arabe a été renforcé.

Les problèmes avec Israël ont quant à eux été réglés dans une certaine mesure par l'accord de Paris du 5 janvier 2026.

Le processus de transition en Syrie a produit deux résultats fondamentaux en l'espace d'environ 13 mois.

Le premier est l'expansion du territoire et de l'hégémonie d'Israël.

Le second est l'accélération de la construction d'un régime en parfaite harmonie avec les classes dominantes turques, alimentée par l'hostilité djihadiste envers les différentes confessions et nations.

À partir du 6 janvier 2026, le processus de transition a pris un nouvel élan, réduisant à néant certaines alliances tactiques.

L'État djihadiste dirigé par Jolani a lancé des attaques contre les quartiers kurdes d'Alep.

Alors que les négociations sur l'accord du 10 mars se poursuivaient, la première vague d'attaques contre les Kurdes, soutenue par les États-Unis, a été mise en œuvre.

Par la suite, Tabqah, Raqqa et de nombreuses régions ont vu plusieurs tribus, organisations et partis arabes alliés aux FDS annoncer qu'ils agiraient de concert avec HTS ; ces régions sont passées sous le contrôle du gouvernement de Damas sans combat.

Les États-Unis ont contraint le Mouvement national kurde à accepter tout ce qui serait favorable au gouvernement central dans l'accord du 10 mars, tandis que les clauses favorables aux Kurdes ont été réduites à de simples promesses verbales, sans aucune valeur pratique.

L'accord a été appliqué de manière unilatérale, avec la mobilisation des forces militaires organisées du HTS, en ignorant les acquis et les droits des Kurdes.

Ce sont les États-Unis qui ont pris l'initiative de cette démarche impérialiste.

Ainsi, les États-Unis ont préféré les classes dominantes turques, Jolani et HTS, qui sont leurs serviteurs, aux Kurdes, avec lesquels ils ont mené une alliance tactique militaire pendant plus de dix ans.

Le Mouvement national kurde s'est opposé à l'accord du 17 janvier, qui ne signifiait rien d'autre qu'une capitulation et impliquait la cession des organisations et des droits kurdes, et a décidé de faire la guerre.

À la suite de cette décision, l'impérialisme américain a imposé à Jolani de ne pas entrer dans les villes et villages kurdes, accordant ainsi quatre jours au FDS.

Jolani a quant à lui fait des promesses vagues et ambiguës, affirmant que les droits nationaux et politiques des Kurdes seraient garantis par la Constitution et que les villes et villages kurdes seraient autonomes.

L'opération HT\$, soutenue par l'impérialisme américain et lancée le 6 janvier, a abouti au changement de mains d'une vaste région contrôlée depuis longtemps par les FDS.

Cette opération a aggravé les tensions entre Kurdes et Arabes et a renforcé le caractère djihadiste de la République arabe syrienne dirigée par HT\$. Tous ces développements se sont déroulés dans l'ombre des plans d'attaque d'Israël et des États-Unis contre l'Iran.

Les États-Unis et tous les impérialistes occidentaux ont clairement déclaré leur soutien à Jolani en opposant les Kurdes au nationalisme arabe djihadiste.

Les Kurdes, quant à eux, ont mobilisé leurs puissantes organisations militaires et politiques dans la région et ont concentré leurs forces à Hassaké et Kobané.

À ce stade, il apparaît que les États-Unis, la Turquie et le HTS ont adopté une position commune contre les droits et les organisations kurdes.

Le mouvement kurde, qui a longtemps été allié à l'impérialisme américain, même si ce n'était qu'au niveau tactique, est profondément déçu par la position adoptée par l'impérialisme.

L'orientation vers la paix et la réconciliation kurde centrée sur la Turquie, qui repose sur l'alignement avec les plans régionaux de l'impérialisme, a désormais acquis un caractère plus unifié avec l'axe syrien.

Les développements récents ont clairement montré que l'objectif de la Turquie n'est pas la démocratisation et la promotion des droits nationaux des Kurdes.

L'hostilité envers les acquis du Kurdistan syrien laisse présager une intensification des efforts visant à disperser les forces organisées et armées des Kurdes.

Dans ce contexte, il faut noter que, malgré ses contradictions internes, l'impérialisme américain, s'appuyant sur le crédit ouvert par Trump, imposera son hostilité envers les Kurdes, d'une part par des politiques de « paix » et d'autre part par des politiques d'élimination.

L'hostilité de l'impérialisme envers le peuple kurde opprimé et envers tous les peuples et toutes les religions opprimés de la région, en particulier les Palestiniens, est devenue plus évidente.

L'attitude adoptée envers les Kurdes en Syrie a clairement montré qu'il n'est pas possible de construire un avenir par l'appui de l'impérialisme pour les peuples et les religions opprimés.

Les Kurdes, en luttant aux côtés d'autres peuples opprimés dans quatre régions et à l'échelle mondiale, ont freiné dans une certaine mesure les attaques de l'impérialisme.

Mais plus important encore : pour les nations et les religions opprimées, l'impérialisme ne signifie rien d'autre que le sang, les larmes, les droits bafoués, l'exploitation effrénée et l'imposition de l'esclavage.

En Syrie, cette réalité s'est révélée de manière extrêmement brutale et impitoyable.

L'impérialisme est l'ennemi de tout ce qui a une connotation démocratique et le plus puissant allié du rétrograde pur et simple.

L'impérialisme et la réaction régionale s'efforcent de manière coordonnée de réorganiser et d'asservir toute la région.

Les principaux objectifs de cette stratégie sont le désarmement de la résistance en Palestine, l'élimination de l'opposition anti-USA au Liban et en Irak, le renversement du régime en Iran et la réduction du peuple kurde opprimé en Syrie et en Turquie à l'état d'esclaves des dirigeants arabes et turcs.

Les alliances et les équilibres de pouvoir sont façonnés dans ce sens, et un ordre correspondant est en train d'être mis en place.

La libération des nations et des religions opprimées, des peuples opprimés de la région, passe par l'organisation, la lutte, le recours à ses propres forces et la construction d'une ligne de guerre populaire sous la direction communiste.

Il n'y a pas d'autre voie vers la libération.

L'avenir sera gagné grâce à la lutte commune des peuples et des nations opprimés, à leur union contre l'impérialisme, à l'organisation de la révolution démocratique populaire contre le fascisme et le féodalisme.

Les attaques contre les Kurdes en Syrie ont montré une fois de plus que si les Kurdes n'avaient pas eu une force organisée et leur propre armée, ils auraient été massacrés par le couteau aveugle de la réaction.

Cette réalité a été prouvée une fois de plus : si un peuple n'a pas d'armée, il n'a rien.

Face aux attaques contre le Kurdistan syrien, il est temps de dénoncer et de prendre pour cible partout dans le monde les serviteurs de l'impérialisme, à savoir la Turquie fasciste, l'Israël sioniste et l'alliance HTS, d'intensifier la lutte et de protéger les acquis nationaux kurdes.

– À bas l'impérialisme, le féodalisme et toutes les formes de réaction !

– La liberté du peuple kurde viendra avec la guerre populaire !

– Le droit du peuple kurde à déterminer son propre destin ne peut être entravé !

– Le peuple kurde ne gagnera pas grâce à la bienveillance de l'impérialisme et de ses serviteurs, mais en résistant !

Janvier 2026

TKP/ML, Bureau Politique, Comité Central

DOCUMENT

TIKB : Unissons-nous autour du Rojava !

[Il s'agit d'une (petite) organisation clandestine marxiste-léniniste, de type « pro-albanaise ». Son symbole est composé du marteau, de la faucille et d'un fusil.]

Les acquis de la révolution du Rojava, devenue une oasis pour l'humanité opprimée dans un monde que la barbarie capitaliste impérialiste cherche à façonner à son image, sont la cible d'une répression féroce !

Un front contre-révolutionnaire historique, où convergent les intérêts matériels et idéologiques des impérialistes et des régimes réactionnaires régionaux, s'est mobilisé contre l'administration populaire mise en place dans le nord et l'est de la Syrie (Rojava).

Il ne s'agit ni d'un « conflit interne », ni d'un affrontement incontrôlé entre forces locales.

C'est une opération de liquidation délibérée et multipartite visant à étouffer la lutte pour l'égalité, la démocratie populaire, l'émancipation des femmes et la socialité écologique que représente la révolution du Rojava.

La révolution du Rojava a émergé dans le contexte politique aride du Moyen-Orient comme une expérience de pouvoir populaire, fruit d'une collaboration entre le peuple kurde, les Arabes, les Syriaques, les Arméniens et tous les opprimés.

À cet égard, elle a remis en question de front les dogmes fondamentaux de l'ordre mondial impérialiste et capitaliste.

C'est précisément pour cette raison que le Rojava est ciblé non seulement comme une menace militaire, mais aussi comme une menace idéologique et de classe.

L'opération, coordonnée par les États-Unis, vise à paralyser la capacité d'autodéfense de la population, à étouffer l'idée d'autonomie démocratique et à encercler le peuple kurde organisé autour des YPG/YPJ en le confinant dans un territoire restreint.

Pour le capitalisme impérialiste et toutes ses composantes, la destruction et le démantèlement de toute dynamique perçue comme un obstacle, presque partout dans le monde, constituent une stratégie collective.

C'est ce qui s'est passé hier à Gaza.

C'est ce qui s'est passé au Venezuela.

En Inde, en Afrique, presque partout dans le monde, toute épine dans le pied de ce système, toute dynamique de résistance qui menace sa progression, est cherchée à être détruite et démantelée.

La révolution du Rojava, fondée sur une philosophie démocratique et populiste contre la décadence actuelle, est donc l'ennemi commun de tous. Aujourd'hui, il est temps de mettre de côté les discussions sur « pourquoi et comment nous en sommes arrivés là » !

Car l'histoire, en de tels moments, impose non pas la neutralité, mais un alignement clair.

L'unité inconditionnelle autour du Rojava n'est pas un appel romantique à la solidarité, mais une nécessité régionale et sociale !

Si cet appel est ignoré, non seulement le nord et l'est de la Syrie, mais toute la région sera entraînée dans une spirale de réaction, de guerres sectaires et de restaurations encore plus réactionnaires.

La défaite du Rojava sera une victoire commune pour l'impérialisme et le despotisme régional, et une défaite commune pour les peuples.

Par conséquent, défendre le Rojava, ce n'est pas seulement défendre un territoire, c'est défendre l'idée qu'un autre monde est possible !

Défendre la révolution du Rojava, valeur collective de l'humanité opprimée, sera plus facile lorsqu'elle cessera d'être perçue comme un simple problème du peuple kurde et deviendra un problème collectif des travailleurs et des forces progressistes de Turquie et du monde.

Hier, le Rojava était protégé comme la prunelle des yeux de la solidarité internationale ;

Aujourd'hui, unie par la force de cette même solidarité, elle se transformera en un nouveau Stalingrad.

L'heure est venue pour toute l'humanité progressiste et travailleuse de se soulever collectivement contre l'impérialisme et le fascisme, en proclamant : « Le Rojava est à nous, nous ne vous le laisserons pas prendre ! »

19 janvier 2026, TIKB, Comité central

DOCUMENT

MLKP : Notre appel à tous les peuples opprimés : Unissez-vous autour de la révolution du Rojava !

[Le MLKP est une organisation marxiste-léniniste « pro-albanaise ». Dès sa fondation en 1994, elle a été très proche du PKK et s'est impliquée dès le départ au Rojava.]

Le Rojava, c'est le Kurdistan. Aujourd'hui, tout le Kurdistan est devenu le Rojava.

En réponse à l'appel de la révolution au Rojava, les jeunes femmes et les jeunes hommes, mais aussi tout notre peuple, se sont relevés dans l'esprit du Serhildan de Kobanê.

Il y a onze ans, lorsque le dirigeant fasciste Erdogan a déclaré : « Kobanê est sur le point de tomber », tout le Kurdistan s'est soulevé contre lui et ses imitateurs, contre les bandes de Daech qui occupaient, pillait et violaient, qu'elles soient en uniforme ou en costume.

Nos travailleurs en Turquie et dans toute la diaspora sont solidaires du Rojava.

Nous saluons nos combattants des QSD, des YPG et des YPJ, les communistes révolutionnaires et les combattants internationalistes qui tiennent bon et empêchent l'ennemi de progresser.

Nous saluons notre peuple qui, de 7 à 70 ans, a rejoint la résistance et pris les armes.

L'État colonial turc fasciste et les bandes complices de Daech, dont l'hostilité envers les Kurdes et le Kurdistan est sans bornes, ne trouveront aucune issue.

On nous impose la capitulation, mais nous ne l'accepterons jamais.

Ils cherchent à nous mettre à genoux, mais nous restons debout.

La dignité du peuple kurde et notre lien avec nos martyrs ne seront jamais ternis. Nous avons confiance dans les peuples.

Nous avons confiance en notre propre force et en tous les peuples travailleurs et amis qui partagent nos convictions.

Nous le répétons : un peuple qui se transforme en armée et s'organise est invincible et ne capitulera pas.

Toutes les puissances de la coalition, au premier rang desquelles les États-Unis impérialistes, ont consenti à la liquidation de la révolution du Rojava.

Il est évident qu'elles continuent d'adhérer à la logique et aux plans de Lausanne.

Leurs masques sont tombés.

Mais le peuple kurde et le Kurdistan ne sont plus ce qu'ils étaient.

Ils ont acquis suffisamment d'expérience pour ne plus se laisser berner.

Personne n'attend rien des impérialistes, du bandit en chef Trump, et de son complice Tom Barrack, et personne ne devrait rien attendre.

L'unique objectif de l'impérialisme est la domination, l'hégémonie et l'ordre impérial régional qui en découle.

Assad est tombé, l'Iran a été affaibli et encerclé, et la sécurité d'Israël est assurée.

La deuxième armée de l'OTAN et l'État colonial turc, géostratégiquement utile, sont leurs partenaires privilégiés. Les peuples ne peuvent rien espérer d'eux.

Une fois de plus, l'armée d'occupation coloniale turque et les bandes de Daech constateront que le Rojava est infranchissable.

La révolution du Rojava ne capitulera pas.

La résistance se mènera ville par ville, rue par rue.

Nous appelons toutes les femmes à s'unir contre les attaques patriarcales, fascistes et colonialistes et à se rallier à la révolution des femmes.

Le peuple rassemblé autour de la révolution du Rojava doit poursuivre sa résistance dans un esprit de mobilisation.

L'attaque est stratégique.

La résistance doit aussi être stratégique, continue et inébranlable.

Vive la résistance armée populaire de Kobanê et Cizirê !

Vive la révolution du Rojava !

Vive le Kurdistan libre !

Organisation MLKP du Kurdistan

Lénine, 1916

Bilan d'une discussion sur le droit des nations à disposer d'elles-mêmes

« En régime capitaliste, il est *impossible* de briser le joug national (et le joug politique, en général). Pour cela, il est *nécessaire* de supprimer les classes, c'est-à-dire d'instaurer le socialisme. Mais, tout en reposant sur l'économie, le socialisme ne se réduit nullement à ce seul facteur.

La suppression du joug national exige un fondement, la production socialiste, mais sur ce fondement il est *encore* indispensable d'édifier une organisation démocratique de l'État, une armée démocratique, etc.

En transformant le capitalisme en socialisme, le prolétariat rend *possible* l'abolition complète de l'oppression nationale ; mais cette possibilité se transformera *en réalité* "seulement" - "seulement" ! - avec l'instauration intégrale de la démocratie dans tous les domaines, jusques et y compris la délimitation des frontières de l'Etat selon les "sympathies" de la population jusques et y compris la pleine liberté de séparation.

A partir de là se réalisera à son tour pratiquement la suppression absolue des moindres frictions nationales et s'opéreront le rapprochement accéléré et la fusion des nations, qui aboutiront à l'extinction de l'État. »

Discours de Donald Trump

Forum économique mondial de Davos

21 janvier 2026

Eh bien, merci beaucoup, Larry. C'est un plaisir d'être de retour dans la magnifique ville de Davos, en Suisse, et de m'adresser à tant de chefs d'entreprise respectés, tant d'amis, et quelques adversaires. Bienvenue à ce Forum économique mondial, qui nous apporte des nouvelles absolument exceptionnelles d'Amérique.

Hier marquait le premier anniversaire de mon investiture, et aujourd'hui, douze mois après mon retour à la Maison-Blanche, notre économie est florissante, la croissance explose, la productivité est en plein essor, les investissements montent en flèche, les revenus augmentent, l'inflation est vaincue, notre frontière, autrefois ouverte et dangereuse, est fermée et pratiquement impénétrable, et les États-Unis connaissent le redressement économique le plus rapide et le plus spectaculaire de leur histoire.

Sous l'administration Biden, l'Amérique a été en proie au cauchemar de la stagflation, synonyme de faible croissance et d'inflation galopante, un cocktail explosif de misère, d'échec et de déclin.

Mais aujourd'hui, après seulement un an de mise en

œuvre de ma politique, nous constatons exactement le contraire : une inflation quasi nulle et une croissance économique exceptionnellement forte, une croissance que le pays, vous le verrez très prochainement, n'a jamais connue, peut-être même jamais connue dans aucun pays.

Au cours des trois derniers mois, l'inflation sous-jacente n'a été que de 1,6%. Parallèlement, la croissance du quatrième trimestre est estimée à 5,4%, un chiffre bien supérieur aux prévisions de la quasi-totalité des observateurs, à l'exception de moi-même et de quelques autres.

Depuis l'élection, la bourse a établi 52 records historiques. En une seule année, cela représente 52 records, ajoutant 9 000 milliards de dollars à la valeur des comptes de retraite, des plans 401k et de l'épargne des particuliers. Les gens se portent très bien et sont très satisfaits de mon mandat.

Depuis mon investiture, plus de 1,2 million de personnes ont cessé de dépendre de l'aide alimentaire. Et après quatre années durant lesquelles Biden a obtenu moins de 1 000 milliards de dollars d'investissements nouveaux dans notre pays - imaginez, 1 000 milliards, bien

moins que cela ! -, nous avons obtenu en quatre ans des engagements pour un montant record de 18 000 milliards de dollars. Et nous pensons que lorsque les chiffres définitifs seront publiés, ils avoisineront les 20 000 milliards de dollars d'investissements. Aucun pays n'a jamais réalisé une telle performance, de loin.

Il y a un peu plus d'un an, sous le gouvernement des Démocrates d'extrême gauche, nous étions un pays moribond. Aujourd'hui, nous sommes le pays le plus dynamique du monde. En réalité, l'économie américaine est en voie de croître deux fois plus vite que ne le prévoyait le FMI en avril dernier. Et grâce à mes politiques de croissance et de droits de douane, ce taux devrait être bien plus élevé. Je suis convaincu que nous pouvons faire beaucoup mieux.

Et ce sont d'excellentes nouvelles, pour toutes les nations. Les États-Unis sont le moteur économique de la planète. Quand l'Amérique prospère, le monde entier prospère. L'histoire l'a toujours démontré. Quand ça va mal, ça va mal. Et j'espère que nous tous - que vous nous suivez dans les bons comme dans les mauvais moments.

Nous sommes à un stade jamais atteint - je crois même que c'est du jamais vu.
Je n'aurais jamais cru que nous puissions y arriver aussi vite.

Ma plus grande surprise, c'est que je pensais que cela prendrait plus d'un an, peut-être un an et un mois. Mais tout s'est passé très rapidement.

Cet après-midi, je voudrais vous parler de la façon dont nous avons réalisé ce miracle économique, de la façon dont nous comptons éléver le niveau de vie de nos citoyens à des niveaux jamais vus auparavant, et peut-être aussi de la façon dont vous et vos régions d'origine pourriez faire beaucoup mieux en suivant notre exemple, car certains endroits en Europe sont méconnaissables, franchement.

Ils sont méconnaissables. On peut en discuter, mais il n'y a pas de débat. Des amis reviennent de différents endroits - je ne veux offenser personne - et me disent : « Je ne reconnaiss pas cet endroit. » Et ce n'est pas un compliment. C'est même très négatif. J'aime l'Europe et je souhaite la voir prospérer. Mais elle ne va pas dans la bonne direction.

Ces dernières décennies, il est devenu communément admis à Washington et dans les capitales européennes que la croissance d'une économie occidentale moderne reposait exclusivement sur l'augmentation constante des

dépenses publiques, l'immigration massive et incontrôlée et des importations étrangères sans fin. Le consensus était que les emplois dits « polluants » et les industries lourdes devaient être délocalisés, que l'énergie abordable devait être remplacée par une arnaque de « Nouvelle Énergie Verte », et que les pays pouvaient être soutenus financièrement en important des populations nouvelles et totalement différentes venues de contrées lointaines.

C'est la voie que l'administration de Joe Biden, jugée trop passive, et de nombreux autres gouvernements occidentaux ont imprudemment empruntée, tournant le dos à tout ce qui fait la richesse, la puissance et la force des nations.

Et le potentiel est immense dans tant de pays. Il en a résulté des déficits budgétaires et commerciaux records et un déficit souverain croissant, alimentés par la plus grande vague de migration de masse de l'histoire de l'humanité. Nous n'avons jamais rien vu de tel.

Franchement, de nombreuses régions de notre monde sont détruites sous nos yeux, et nos dirigeants n'en ont même pas conscience. Quant à ceux qui en ont conscience, ils ne font rien. Pratiquement tous les soi-disant experts prédisaient que mes projets de mettre fin à ce modèle défaillant déclenchaient une récession mondiale et une

inflation galopante. Mais nous leur avons prouvé le contraire. En un an, notre programme a engendré une transformation sans précédent aux États-Unis depuis plus d'un siècle.

Au lieu de fermer des centrales énergétiques, nous en ouvrons de nouvelles. Au lieu de construire des éoliennes inefficaces et déficitaires, nous les démantelons et n'en approuvons aucune. Au lieu de renforcer le pouvoir des bureaucrates, nous les licencions. Et ils trouvent du travail dans le secteur privé pour des salaires deux à trois fois supérieurs à ce qu'ils gagnaient dans la fonction publique. Alors, au début, ils me détestaient quand nous les avons licenciés, et maintenant, ils m'adorent.

Au lieu d'augmenter les impôts des producteurs nationaux, nous les baissions et augmentons les droits de douane sur les importations pour compenser les dégâts qu'ils ont causés. En douze mois, nous avons supprimé plus de 270 000 postes de fonctionnaires fédéraux, soit la plus forte réduction d'effectifs publics en une seule année depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Nous nous y attendions, mais nous n'avions pas le choix. Pour qu'un pays soit grand, il ne peut pas se contenter de tous les emplois fédéraux. Nous avons réduit les dépenses fédérales de 100 milliards de dollars et diminué le déficit budgétaire fédéral de 27 % en une seule année.

Il va encore baisser considérablement, ce qui permettra de faire chuter l'inflation par rapport aux niveaux records atteints sous l'administration Biden. Chaque mois, elle ne cessait d'augmenter. J'avais promis de supprimer 10 anciennes réglementations pour chaque nouvelle. Or, jusqu'à présent, j'en ai supprimé 129 pour chaque nouvelle réglementation approuvée. Donc, à chaque nouvelle réglementation, nous en supprimons au moins 10. Mais jusqu'à présent, la moyenne est de 129, aussi incroyable que cela puisse paraître.

En juillet, nous avons adopté les plus importantes réductions d'impôts de l'histoire américaine, notamment la suppression de l'impôt sur les pourboires, les heures supplémentaires et les cotisations de sécurité sociale pour nos retraités. Nous avons également instauré la déduction intégrale des dépenses. C'est ce qu'ils préfèrent. De plus, une prime est accordée pour tous les nouveaux équipements et investissements afin d'aider les entreprises à se développer et à relocaliser leur production aux États-Unis. Ils en sont ravis. Ils construisent une usine. Nous pouvons déduire immédiatement la totalité des dépenses, au lieu d'attendre 38 à 41 ans comme auparavant. C'est un véritable miracle.

Personne n'aurait cru qu'un pays puisse un jour le faire, et pourtant, nous l'avons fait. C'est

ce qui a fait de mon premier mandat le plus fructueux de notre histoire sur le plan financier. Et maintenant, nous avons franchi une nouvelle étape.

Il s'agit d'un programme sur 10 ans, et non plus sur un an, mais vous pouvez tout déduire en une seule année. Auparavant, il fallait attendre entre 38 et 41 ans. Grâce aux droits de douane, nous avons considérablement réduit notre déficit commercial, qui était le plus important de l'histoire mondiale. Nous perdions plus de 1 000 milliards de dollars chaque année, un véritable gaspillage. En une seule année, j'ai réduit notre déficit commercial mensuel de 77 %, un résultat stupéfiant. Et tout cela sans inflation, chose que tout le monde disait impossible. Quelques personnes brillantes pensaient encore que j'étais sur la bonne voie. J'en étais convaincu moi aussi. Aujourd'hui, ils partagent tous cet avis, tant les chiffres sont impressionnants.

Les exportations américaines ont augmenté de plus de 150 milliards de dollars. La production nationale d'acier progresse de 300 000 tonnes par mois et va doubler au cours des quatre prochains mois. Elle double et triple, et des aciéries sont en construction partout dans le pays. Personne n'aurait imaginé un tel scénario. La construction d'usines a augmenté de 41 %, et ce chiffre va vraiment exploser très

prochainement car cela se produit pendant un processus d'obtention des autorisations, et nous avons accordé des autorisations très, très rapides.

Au cours de ce processus, nous avons conclu des accords commerciaux historiques avec des partenaires représentant 40 % du commerce total des États-Unis, parmi lesquels figurent certaines des plus grandes entreprises et des plus grands pays du monde. Nous avons également des pays comme partenaires. Les nations européennes, le Japon, la Corée du Sud, sont nos partenaires. Ils ont conclu des accords majeurs avec nous, notamment dans le secteur pétrolier et gazier. Ces accords stimulent la croissance et font exploser les marchés boursiers, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans pratiquement tous les pays signataires, car, comme vous l'avez constaté, lorsque les États-Unis progressent, les autres pays suivent. C'est devenu un principe fondamental.

Aux États-Unis, j'ai mis fin aux politiques énergétiques désastreuses qui ruinaient le pays, faisaient flamber les prix et délocalisaient emplois et usines vers les pays les plus pollueurs au monde. Et ce sont bel et bien des pollueurs. Sous la présidence de Joe Biden, les nouveaux baux pétroliers et gaziers nationaux ont chuté de 95 %. Imaginez un peu ! Et on s'étonne ensuite de la flambée des prix de l'essence ?

Le prix a même dépassé les 5 dollars le gallon, atteignant même 7 dollars dans certaines régions, et plus de 100 centrales électriques importantes ont été brutalement mises à l'arrêt par des incompétents qui n'y connaissaient absolument rien.

Sous ma direction, la production américaine de gaz naturel a atteint un niveau record, et de loin. La production pétrolière américaine a augmenté de 730 000 barils par jour. Et la semaine dernière, nous avons importé 50 millions de barils du Venezuela seulement.

Le Venezuela a été un pays formidable pendant de nombreuses années, mais sa politique s'est ensuite dégradée. Il y a dix ans, c'était un grand pays, et maintenant il rencontre des difficultés. Mais nous les aidons.

Ces 50 millions de barils, nous allons les partager avec eux, et ils gagneront plus d'argent qu'ils n'en ont gagné depuis longtemps. Le Venezuela va connaître un succès retentissant. Nous apprécions toute la coopération que nous avons apportée. Notre coopération a été excellente. Une fois l'attaque terminée, ils ont dit : « Concluons un accord. » Davantage de pays devraient suivre cet exemple.

Mais le Venezuela va gagner plus d'argent dans les six prochains mois qu'au cours des 20 dernières années. Toutes les

grandes compagnies pétrolières s'associent à nous. C'est incroyable. C'est magnifique à voir. Les dirigeants du pays ont été excellents. Ils ont fait preuve d'une grande intelligence.

Le prix de l'essence est désormais inférieur à 2,50 \$ le gallon dans de nombreux États, à 2,30 \$ le gallon dans la plupart, et nous devrions bientôt atteindre en moyenne moins de 2 \$ le gallon. Dans de nombreux endroits, il a déjà baissé, voire même atteint 1,95 \$ le gallon. Plusieurs États affichent un prix de 1,99 \$, des chiffres que personne n'avait entendus depuis des années - en fait, depuis ma précédente administration, nous l'avons ramené à ces niveaux.

J'ai signé un décret autorisant la construction de nombreux nouveaux réacteurs nucléaires. Nous misons massivement sur le nucléaire. Je n'étais pas un grand partisan de cette énergie en raison des risques et des dangers qu'elle comporte, mais les progrès réalisés dans ce domaine sont incroyables, et les avancées en matière de sécurité sont exceptionnelles. Nous sommes pleinement engagés dans l'énergie nucléaire, et nous pouvons désormais y avoir accès à des prix compétitifs et en toute sécurité.

Et nous sommes largement en tête du monde en matière d'IA. Nous devançons largement la Chine. Je pense que le président Xi respecte ce que nous avons

accompli, notamment parce que j'ai permis à ces grandes entreprises, qui construisent ces immenses bâtiments, de développer leurs propres capacités de production d'électricité. Elles construisent leurs propres centrales électriques, ce qui, au final, représente plus que n'importe quel autre pays au monde.

J'ai lu récemment un article dans le Wall Street Journal qui soulignait la production énergétique considérable de la Chine, et c'est vrai. Chapeau ! Mais nous en produisons autant, voire plus, et nous les laissons faire. J'en suis très fier. C'était mon idée. J'ai dit : « Vous ne pouvez pas produire autant d'énergie. » Il nous fallait plus du double de l'énergie actuellement disponible dans le pays rien que pour l'IA. Et j'ai dit : « Nous ne pouvons pas faire ça. Notre réseau électrique est vétuste. »

Alors j'ai eu cette idée : « Vous êtes brillants, vous avez beaucoup d'argent. Voyons ce que vous pouvez faire. Vous pouvez construire votre propre centrale électrique. » Et ils m'ont regardé. Ils ne m'ont pas cru. Tous ceux dont les noms figurent dans la salle, je crois, si vous voulez savoir la vérité, ils n'y ont pas cru non plus.

Et j'ai insisté : « Non, non, vous pouvez. » Ils sont revenus deux semaines plus tard, sans la centrale. Ils ont dit : « On pensait que vous plaisantiez. »

J'ai répondu : « Non, non seulement je ne plaisante pas, mais vous aurez vos autorisations d'ici deux semaines. »

Je dis toujours que le nucléaire prend trois semaines. Mais la plupart optent pour le pétrole et le gaz, et même, dans certains cas, pour le charbon.

Grâce à ma victoire écrasante aux élections, les États-Unis ont évité l'effondrement énergétique catastrophique qui a frappé toutes les nations européennes ayant succombé à l'arnaque du « Green New Scam », peut-être la plus grande supercherie de l'histoire.

Le « Green New Scam », des éoliennes à profusion, la destruction des terres, la destruction des terres... À chaque fois, on perd des milliers de dollars. L'énergie est censée être source de profits, pas de pertes.

Ici, en Europe, nous avons constaté le sort que la gauche radicale a tenté d'infliger à l'Amérique. Ils ont tout fait pour y parvenir. L'Allemagne produit aujourd'hui 22 % d'électricité en moins qu'en 2017. Et ce n'est pas la faute du chancelier actuel. Il s'attelle à résoudre le problème. Il va faire un excellent travail. Mais ce qu'ils ont fait avant son arrivée au pouvoir explique sans doute sa situation actuelle. Et les prix de l'électricité ont augmenté de 64 %.

Le Royaume-Uni ne produit plus qu'un tiers de l'énergie totale

qu'il produisait en 1999, toutes sources confondues. Imaginez, un tiers ! Et pourtant, il possède la mer du Nord, l'une des plus grandes réserves au monde. Mais il ne l'exploite pas. C'est l'une des raisons pour lesquelles sa consommation d'énergie a atteint des niveaux catastrophiques, avec des prix tout aussi exorbitants. Des prix élevés, des niveaux très bas. Imaginez, un tiers seulement, alors qu'il possède la mer du Nord !

Et ils aiment dire : « Vous savez, ces réserves sont épuisées. » Elles ne le sont pas. Il y a encore 500 ans de réserves. On n'a même pas encore découvert le pétrole. La mer du Nord est incroyable. Ils interdisent tout forage. Pour des raisons environnementales, ils rendent le forage impossible pour les compagnies pétrolières. Ils prélevent 92 % des revenus. Alors les compagnies pétrolières disent : « C'est impossible. »

Ils sont venus me voir. « Y a-t-il quelque chose que vous puissiez faire ? » Je souhaite que l'Europe prospère. Je souhaite que le Royaume-Uni prospère. Ils possèdent l'une des plus grandes ressources énergétiques au monde, et pourtant ils ne l'exploitent pas. En fait, leurs prix de l'électricité ont grimpé de 139 %. On trouve des éoliennes partout en Europe.

Il y a des éoliennes partout. Et elles sont déficitaires. J'ai remarqué que plus un pays possède d'éoliennes, plus il perd

d'argent et plus sa situation économique se dégrade.

La Chine fabrique la quasi-totalité des éoliennes, et pourtant je n'ai trouvé aucun parc éolien en Chine. Y avez-vous déjà pensé ? C'est une bonne façon d'aborder la question. Vous savez, ils sont malins. La Chine est très intelligente. Ils les fabriquent. Ils les vendent à prix d'or. Ils les vendent à des gens naïfs qui les achètent, mais ils ne les utilisent pas eux-mêmes.

Ils ont construit quelques grands parcs éoliens, mais ils ne les utilisent pas. Ils les ont juste construits pour montrer aux gens à quoi ils pourraient ressembler. Ils ne tournent pas. Ils ne font rien. Ils utilisent principalement le charbon. La Chine mise tout sur le charbon. Ils utilisent aussi le pétrole et le gaz.

Ils commencent à s'intéresser un peu au nucléaire, et ça fonctionne très bien pour eux. Par contre, ils font fortune avec la vente d'éoliennes, et je pense qu'ils ne seraient pas surpris si cette activité s'arrêtait. Ils sont d'ailleurs étonnés qu'elle continue.

Ils ont été très aimables avec moi. Ils sont choqués que les gens continuent d'acheter ces fichues choses. Elles tuent les oiseaux. Elles gâchent les jardins. À part ça, je les trouve formidables, soit dit en passant. Les gens stupides les achètent.

Les conséquences de telles politiques destructrices ont été désastreuses : ralentissement de la croissance économique, baisse du niveau de vie, diminution du taux de natalité, migrations plus perturbatrices pour la société, vulnérabilité accrue face aux adversaires étrangers hostiles et armées considérablement réduites.

Les États-Unis se soucient profondément des peuples d'Europe. Vraiment. Voyez-vous, je suis moi-même d'origine européenne. Écossaise à 100% par ma mère, allemande à 100% par mon père.

Et nous croyons profondément aux liens qui nous unissent à l'Europe en tant que civilisation. Je souhaite la voir prospérer. C'est pourquoi des questions comme l'énergie, le commerce, l'immigration et la croissance économique doivent être au cœur des préoccupations de quiconque aspire à un Occident fort et uni, car l'Europe et ces pays doivent prendre leurs responsabilités.

Ils doivent se défaire de la culture qu'ils ont créée ces dix dernières années. C'est terrible ce qu'ils s'infligent. Ils s'autodétruisent. Ce sont des endroits magnifiques. Nous voulons des alliés solides, pas des alliés affaiblis. Nous voulons une Europe forte.

En fin de compte, il s'agit de questions de sécurité nationale, et aucun problème

actuel n'illustre peut-être mieux la situation que ce qui se passe actuellement au Groenland.

Souhaitez-vous que je dise quelques mots sur le Groenland ?

J'avais envisagé de ne pas l'évoquer dans mon discours, mais j'ai pensé que cela aurait été très mal perçu. J'ai un immense respect pour les peuples du Groenland et du Danemark. Un respect immense. Mais chaque allié de l'OTAN a l'obligation de pouvoir défendre son propre territoire. Or, le fait est qu'aucune nation ni aucun groupe de nations n'est en mesure de garantir la sécurité du Groenland, hormis les États-Unis.

Nous sommes une grande puissance, bien plus grande que ce que l'on imagine. Je pense qu'ils l'ont compris il y a deux semaines au Venezuela.

Nous l'avons constaté pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque le Danemark est tombé aux mains de l'Allemagne après seulement six heures de combats et s'est trouvé totalement incapable de défendre son propre territoire ou le Groenland.

Les États-Unis ont alors été contraints - et nous l'avons fait, nous nous sentions obligés de le faire - de

défendre nos forces et de conserver le territoire groenlandais. Et nous l'avons conservé, au prix de lourds sacrifices. Ils n'avaient aucune chance d'y parvenir, et ils ont essayé. Le Danemark le sait.

Nous avons littéralement établi des bases au Groenland pour le Danemark. Nous avons combattu pour le Danemark. Nous ne combattions pour personne d'autre. Nous nous battions pour le sauver.

Pour le Danemark, ce grand et magnifique morceau de glace - difficile de l'appeler terre, c'est un immense morceau de glace - nous avons sauvé le Groenland et empêché nos ennemis de s'implanter dans notre hémisphère. Nous l'avons donc fait aussi pour nous-mêmes.

Et puis, après la guerre, que nous avons gagnée - une victoire éclatante.

Sans nous, aujourd'hui, vous parleriez tous allemand et peut-être un peu japonais. Après la guerre, nous avons rendu le Groenland au Danemark. Quelle folie ! Mais nous l'avons fait. Nous l'avons rendu. Et maintenant, quelle ingratITUDE de leur part !

Aujourd'hui, notre pays et le monde entier font face à des risques bien plus importants qu'auparavant, à cause des missiles, du nucléaire et d'armes de guerre dont je ne peux même pas parler.

Il y a deux semaines, ils ont aperçu des armes dont personne n'avait jamais entendu parler. Ils n'ont pas pu tirer un seul coup de feu. Ils se sont demandés ce qui s'était passé. Tout était sens dessus dessous.

Ils ont dit : « On les a dans le viseur. Appuyez sur la gâchette. » Et rien ne s'est passé. Aucun missile antiaérien n'a été tiré. L'un d'eux est monté à une dizaine de mètres et s'est écrasé juste à côté de ceux qui l'avaient lancé. Ils se sont demandés ce qui se passait. Ces systèmes de défense étaient de fabrication russe et chinoise. Ils vont donc devoir revoir leur copie, j'imagine.

Le Groenland est un vaste territoire, presque entièrement inhabité et sous-développé. Situé à un emplacement stratégique clé entre les États-Unis, la Russie et la Chine, en plein cœur de cette zone, il n'avait pratiquement aucune importance lorsque nous l'avons rétrocédé.

Vous savez, à l'époque, il était bien différent. Il n'a d'importance pour aucune autre raison. On parle souvent des minéraux. Il y en a tellement. Il n'y a pas de terres rares.

L'expression « terres rares » n'a pas vraiment de sens. Il existe des procédés de

traitement des terres rares. Mais il y a tellement de terres rares. Et pour accéder à ces terres rares, il fallait traverser des centaines de mètres de glace. Ce n'est pas pour cela que nous en avons besoin. Nous en avons besoin pour des raisons de sécurité nationale et internationale.

Cette immense île non sécurisée fait partie intégrante de l'Amérique du Nord, à la frontière nord de l'hémisphère occidental.

C'est notre territoire.

Il constitue donc un intérêt fondamental de sécurité nationale pour les États-Unis d'Amérique. En réalité, notre politique depuis des siècles consiste à empêcher les menaces extérieures de pénétrer dans notre hémisphère. Et nous y sommes parvenus avec brio. Nous n'avons jamais été aussi forts qu'aujourd'hui.

C'est pourquoi les présidents américains cherchent à acquérir le Groenland depuis près de deux siècles.

Vous savez, cela fait deux siècles qu'ils essaient d'y parvenir.

Ils auraient dû le conserver après la Seconde Guerre mondiale, mais il y avait un autre président. C'est normal. Les mentalités évoluent. C'est

toutefois bien plus nécessaire aujourd'hui qu'à l'époque.

En 2019, le Danemark a annoncé un investissement de plus de 200 millions de dollars pour renforcer les défenses du Groenland. Or, comme vous le savez, il n'a dépensé que moins de 1% de cette somme. Un pour cent, c'est insignifiant pour le Danemark.

Et je le dis avec tout le respect que je dois au Danemark, dont j'aime le peuple et dont les dirigeants sont excellents. Seuls les États-Unis peuvent protéger cette immense étendue de terre, cet immense bloc de glace, la développer, l'améliorer et en faire un atout pour l'Europe, un lieu sûr pour l'Europe et un atout pour nous tous.

C'est pourquoi je souhaite l'ouverture immédiate de négociations afin de rouvrir la discussion sur l'acquisition du Groenland par les États-Unis, à l'instar de nombreuses autres acquisitions territoriales réalisées au cours de notre histoire, comme l'ont fait de nombreuses nations européennes.

Elles ont acquis des territoires. Il n'y a rien de mal à cela.

Beaucoup d'entre elles - certaines ont même régressé, si l'on y regarde de plus près.

Certaines possédaient d'immenses richesses et de vastes territoires à travers le monde.

Elles ont reculé. Elles sont revenues à leur point de départ. Cela arrive aussi.

Mais certaines nations s'étendent.

Cependant, cela ne constituerait pas une menace pour l'OTAN.

Cela renforcerait considérablement la sécurité de l'ensemble de l'Alliance, l'OTAN.

Les États-Unis sont traités très injustement par l'OTAN, je tiens à le dire. Quand on y réfléchit, personne ne peut le nier. Nous donnons tellement et nous recevons si peu en retour.

Et pourtant, je critique l'OTAN depuis de nombreuses années, et j'ai fait bien plus pour l'aider que n'importe quel autre président, que n'importe qui d'autre. L'OTAN n'existerait pas si je ne m'étais pas impliqué dès mon premier mandat.

La guerre en Ukraine en est un exemple. Nous sommes à des milliers de kilomètres, séparés par un océan immense. C'est une guerre qui n'aurait jamais dû éclater, et elle n'aurait pas éclaté si l'élection présidentielle américaine de 2020 n'avait pas été truquée. C'était une élection truquée. Tout le monde le sait

maintenant. La vérité a éclaté. Les responsables seront bientôt poursuivis en justice. C'est probablement une information capitale, et ça devrait l'être. C'était une élection truquée. On ne peut pas tolérer des élections truquées.

Il faut des frontières fortes, des élections transparentes et, idéalement, une presse impartiale. Je le répète sans cesse : des frontières fortes, des élections transparentes, des élections libres et équitables, et des médias impartiaux. Les médias sont déplorables. Ils sont corrompus, partiaux, tout simplement lamentables. Mais un jour, ils se redresseront, car ils perdent toute crédibilité.

Réfléchissez-y. Quand j'ai remporté une victoire écrasante, une victoire retentissante, que j'ai gagné les sept États clés, le vote populaire, tout, ils n'ont droit qu'à des articles négatifs. Cela signifie qu'elle n'a aucune crédibilité. Et pour gagner en crédibilité, il faut être impartial. Il faut donc une presse impartiale. Mais il faut aussi d'autres éléments.

J'ai hérité d'une situation catastrophique. La frontière était ouverte. L'inflation était galopante. Tout allait mal aux États-Unis quand je suis arrivé au pouvoir. Mais j'ai aussi hérité d'un véritable chaos avec l'Ukraine et la Russie, chose qui ne se serait jamais produite autrement. Je connais très bien Poutine. Nous discutions souvent

de l'Ukraine. C'était sa priorité absolue. Mais il n'allait rien faire. Je lui ai dit : « Vladimir, tu ne feras rien. » Il ne l'aurait jamais fait. Ce qui s'est passé était terrible. Je l'avais vu se reproduire. Même après mon départ, je l'ai vu se reproduire.

Biden avait accordé à l'Ukraine et à l'OTAN la somme faramineuse de 350 milliards de dollars. À mon arrivée, tout comme pour la frontière sud, l'inflation et notre économie, je me suis dit : « Ce pays est en difficulté. » Tout était hors de contrôle. Mais la frontière était particulièrement problématique. Nous avons résolu le problème en construisant la frontière la plus sécurisée au monde.

Voilà maintenant un an que je travaille sur ce conflit, et pendant ce temps, j'ai réglé huit autres guerres : l'Inde, le Pakistan... J'ai réglé d'autres conflits pour lesquels Vladimir Poutine m'a appelé. L'Arménie, l'Azerbaïdjan... Il m'a dit : « Je n'arrive pas à croire que vous ayez réglé celle-là. »

Elles duraient depuis 35 ans. Je l'ai réglée en une journée. Et le président Poutine m'a rappelé. Il m'a dit : « Vous savez, je n'arrive pas à croire que j'aie travaillé sur cette guerre pendant 10 ans pour essayer de la régler. Je n'y suis pas arrivé. » J'ai répondu : « Faites-moi une faveur. Concentrez-vous sur votre guerre. Ne vous en préoccuez pas. »

Qu'est-ce que les États-Unis retirent de tout ce travail ? Tout cet argent, à part la mort, la destruction et des sommes colossales qui vont à des gens qui ne comprennent pas ce que nous faisons ?

Ils ne comprennent pas ce que nous faisons. Je parle de l'OTAN. Je parle de l'Europe. Ils doivent s'occuper de l'Ukraine. Pas nous. Les États-Unis sont très loin. Un grand et magnifique océan nous sépare. Cela ne nous concerne pas.

Avant mon arrivée, l'OTAN était censée verser seulement 2% du PIB, mais elle ne le faisait pas. La plupart des pays ne payaient rien du tout. Les États-Unis finançaient la quasi-totalité de l'OTAN. J'ai mis fin à cela. J'ai dit : « Ce n'est pas juste. » Mais surtout, j'ai obtenu de l'OTAN une contribution de 5%, et elle a commencé à payer, et elle continue de le faire. C'est quelque chose que personne ne croyait possible. On disait qu'on ne dépasserait jamais les 2%. Mais ils sont passés à 5%, et maintenant ils paient ces 5%. Ils ne payaient pas les 2%, et maintenant ils paient les 5%. Et ils en sont ressortis plus forts.

Et ils ont un excellent secrétaire général, soit dit en passant, qui est peut-être parmi nous. Mark [Rutte], êtes-vous là ? Oui, il est là. Bonjour Mark. Nous n'avons jamais rien demandé et nous n'avons jamais rien obtenu.

Nous n'obtiendrons probablement rien à moins que je ne décide d'utiliser une force excessive, au point de nous rendre, franchement, invincibles. Mais c'est ce que je veux faire.

Bon, maintenant tout le monde dit : « Ah, super ! » C'est sans doute la déclaration la plus importante que j'aie faite, car on pensait que j'allais recourir à la force. Je n'ai pas besoin d'utiliser la force. Je ne veux pas utiliser la force. Je n'utilisera pas la force.

Tout ce que les États-Unis demandent, c'est un territoire appelé Groenland, que nous avions déjà sous tutelle, mais que nous avons respectueusement restitué au Danemark il y a peu, après notre victoire sur les Allemands, les Japonais, les Italiens et les autres puissances lors de la Seconde Guerre mondiale.

Nous le leur avons rendu. Nous étions une grande puissance à l'époque, mais nous le sommes bien davantage aujourd'hui.

Après avoir reconstruit l'armée durant mon premier mandat, et poursuivant ce travail aujourd'hui, nous disposons d'un budget de 1,5 billion de dollars. Nous remettons en service des cuirassés. Ces cuirassés sont cent fois plus puissants que les grands cuirassés que vous avez vus pendant la Seconde Guerre mondiale.

Ces magnifiques navires, le Missouri, l'Iowa, l'Alabama. J'avais pensé que nous pourrions peut-être les ressortir du grenier. J'ai dit : « Non, monsieur. » Ces navires sont cent fois plus puissants. Imaginez ! Cent fois plus puissants que ces chefs-d'œuvre que vous avez tant vus autrefois et que vous voyez encore à la télévision. Vous vous dites : « Quelle puissance ! » Cent fois plus puissants pour chaque navire. Cent fois plus puissants que les grands cuirassés d'antan. C'en était donc fini de la mise en réserve.

Donc, ce que nous avons retiré de l'OTAN, c'est rien, si ce n'est la protection de l'Europe contre l'Union soviétique et maintenant la Russie.

Je veux dire, nous les avons aidés pendant des années.

Nous n'avons jamais rien obtenu en retour, si ce n'est de payer pour l'OTAN, et nous avons payé pendant des années, jusqu'à mon arrivée. À mon avis, nous avons financé l'OTAN à 100% car ils ne payaient pas leurs factures.

Et tout ce que nous demandons, c'est de récupérer le Groenland, avec les titres de propriété et le droit de propriété, car il faut être propriétaire pour le défendre. On ne peut pas le défendre avec un bail. Premièrement, juridiquement, ce n'est pas défendable. Absolument pas.

Et deuxièmement, psychologiquement, qui voudrait défendre un accord de licence ou un bail pour un immense morceau de glace au milieu de l'océan où, en cas de guerre, une grande partie des combats se déroulerait ?

Imaginez. Ces missiles voleraient en plein milieu de ce morceau de glace.

Tout ce que nous demandons au Danemark, pour notre sécurité nationale et internationale et pour tenir à distance nos ennemis potentiels, aussi énergiques que dangereux, c'est ce terrain sur lequel nous allons construire le plus grand Dôme d'Or jamais bâti. Ce Dôme d'Or, de par sa nature même, défendra le Canada.

Le Canada bénéficie de nombreux avantages de notre part, soit dit en passant. Il devrait nous en être reconnaissant. Mais il ne l'est pas. J'ai observé votre premier ministre hier. Il n'était pas très reconnaissant. C'est lui qui devrait nous être reconnaissant. Le Canada vit grâce aux États-Unis. Souvenez-vous-en, Mark, la prochaine fois que vous ferez vos déclarations.

Ce que nous avons fait pour Israël était incroyable, mais ce n'est rien comparé à ce que nous avons prévu pour les États-Unis, le Canada et le reste du monde. Nous allons construire un dôme unique en son genre. Nous

l'avons fait. Nous l'avons fait pour Israël. Et au fait, j'ai dit à Bibi, arrête de t'attribuer le mérite du dôme. C'est notre technologie. C'est notre création.

Mais ils ont fait preuve d'un grand courage, c'étaient de bons combattants et ils ont accompli un travail remarquable. Nous avons anéanti la menace nucléaire iranienne d'une manière inimaginable. Personne n'a jamais rien vu de tel. Le Venezuela qui a éliminé Soleimani. L'élimination d'al-Baghdadi lorsqu'il a tenté de réinstaurer Daech. Nous avons accompli beaucoup de choses. J'en ai accompli beaucoup.

Beaucoup de grandes choses. Tout a été parfaitement exécuté. Chacun a parfaitement exécuté son travail. On m'a rapporté qu'un expert militaire m'avait dit : « Monsieur, tout ce que vous avez fait a été parfaitement exécuté. » J'ai répondu : « Je sais. »

D'autres présidents ont dépensé, à tort ou à raison, des milliards de dollars pour l'OTAN sans rien obtenir en retour. Nous, on n'a jamais rien demandé. C'est toujours à sens unique. Maintenant, ils veulent qu'on les aide pour l'Ukraine. Et je peux vous dire qu'on va les aider. Je les aide vraiment. Même pas eux.

Je veux voir les chiffres de la semaine dernière. Si vous avez regardé, on a vu 10 000 soldats morts. Mais le mois dernier, ce sont 31 000 soldats qui sont

morts. 31 000 ! C'est le nombre de personnes dans cette salle multiplié par 30. Imaginez : 30 000 soldats morts en un mois. Le mois précédent, il y en avait 27 000. Le mois d'avant, 28 000. Et encore avant, 25 000. C'est un véritable carnage. Et c'est ce que je veux arrêter.

Ça ne sont pas les affaires des États-Unis. Mais ce sont des vies humaines. Ce sont des jeunes. Des jeunes qui vous ressemblent, qui ressemblent à certains d'entre vous, au premier rang. Ils partent à la guerre. Leurs parents sont si fiers. « Le voilà parti. » Il revient deux semaines plus tard. Ils reçoivent un appel : « Votre fils a été tué. » Je veux que ça cesse. C'est une guerre horrible.

Nous en sommes donc à la Seconde Guerre mondiale. Et ça continue, ça va même dépasser le nombre de morts de la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de victimes est effarant. Ils refusent d'en parler. L'Ukraine et la Russie ont subi des pertes considérables.

Je suis en discussion avec le président Poutine, et il souhaite conclure un accord. Je crois que je suis également en discussion avec le président Zelensky, et je pense qu'il souhaite lui aussi conclure un accord. Je le rencontre aujourd'hui. Il est peut-être parmi nous en ce moment même. Mais il faut absolument mettre fin à cette guerre. Parce que trop de gens meurent, meurent inutilement.

Trop de vies sont perdues. C'est la seule raison pour laquelle je m'y intéresse. Et en agissant ainsi, j'aide l'Europe. J'aide l'OTAN.

Jusqu'à ces derniers jours, où je leur ai parlé de l'Islande, ils m'adoraient. Ils m'appelaient « Papa ». La dernière fois, un homme très intelligent a dit : « C'est notre papa. C'est lui qui dirige. » J'étais comme si je dirigeais. Je suis passé de dirigeant à être un être humain exécrable.

Mais maintenant, ce que je demande, c'est un morceau de glace, froid et mal situé, qui puisse jouer un rôle vital dans la paix et la protection du monde.

C'est une demande bien modeste comparée à ce que nous leur avons donné pendant des décennies.

Le problème avec l'OTAN, c'est que nous serons toujours là pour eux à 100 %. Mais je ne suis pas sûr qu'ils seraient là pour nous si nous les appelions : « Messieurs, nous sommes attaqués, nous sommes sous le feu de telle ou telle nation. »

Je les connais tous très bien. Je ne suis pas sûr qu'ils répondraient présents.

Je sais que nous serions là pour eux. Je ne sais pas s'ils répondraient présents pour nous.

Avec tout l'argent qu'on dépense, avec tout le sang, la sueur et les larmes qu'on verse, je ne sais pas s'ils seraient là pour nous. Ils ne sont pas là pour nous en Islande, je peux vous le dire.

Je veux dire, notre marché boursier a connu une première baisse hier à cause de l'Islande. L'Islande nous a déjà coûté très cher. Mais cette baisse est insignifiante comparée à la hausse enregistrée. Et ce titre a un avenir incroyable. Le marché boursier va doubler. Nous allons atteindre les 50 000 points, et il va doubler en un laps de temps relativement court compte tenu de la conjoncture actuelle.

Voici un bon exemple. Après avoir versé des milliards de dollars à l'OTAN et aux pays européens pour leur défense, ils achètent nos armes. Nous fabriquons les meilleures armes au monde, et maintenant, nous allons les fabriquer plus vite, beaucoup plus vite. J'ai plafonné les salaires et j'ai interdit les rachats d'actions, ainsi que toutes les autres pratiques qu'ils adoptaient.

Ils gagnaient 50 millions de dollars, mais il leur fallait trois ans pour produire un missile Patriot. J'ai dit : ce n'est pas acceptable. Mon chauffeur ferait mieux que ça, et il gagne à peine moins de 50 000 dollars. Eux, ils touchent des salaires exorbitants. S'ils veulent garder ces salaires, ils vont devoir produire beaucoup plus vite.

La bonne nouvelle, c'est que nous avons le meilleur équipement au monde. Maintenant, nous allons accélérer considérablement la production. Ils vont construire de nouvelles usines.

Et tout l'argent consacré aux rachats d'actions servira à la construction d'usines. Nous n'autorisons plus les rachats d'actions par les entreprises de défense. Ils vont construire de nouvelles usines pour fabriquer des Tomahawks, des Patriots. Nous avons le meilleur équipement : F-35, F-47, et le tout nouveau qui vient de sortir. On dit que c'est l'avion de chasse le plus dévastateur jamais conçu.

Qui sait ? Ils l'ont appelé F-47. Si ça ne me plaît pas, j'enlèverai le « 47 ». Je me demande bien pourquoi ils l'ont appelé F-47. Il faudra qu'on y réfléchisse. Mais si ça ne me convient pas, je vais retirer ce 47. C'est censé être le sixième appareil. Le premier avion de ce type, indétectable, comme nos bombardiers B-2. Ils ont survolé l'Iran. Ils étaient indétectables. Ils ont accompli leur mission et ils ont filé.

Nous voulons donc un morceau de glace pour protéger le monde. Et ils refusent de nous le donner. Nous n'avons jamais rien demandé d'autre. Nous aurions pu garder ce morceau de terre, et nous ne l'avons pas fait. Ils ont donc le choix. Vous pouvez dire oui, et nous vous en serons très reconnaissants.

Ou vous pouvez dire non, et nous nous en souviendrons.

Une Amérique forte et sûre repose sur une OTAN forte, et c'est pourquoi je travaille sans relâche pour garantir la puissance de nos forces armées et la sécurité de nos frontières. Surtout, notre économie est forte car la sécurité nationale exige sécurité et prospérité économiques, et nous n'avons jamais connu une telle prospérité.

Biden et ses alliés ont ruiné notre économie et nous ont infligé ce qui est peut-être la pire inflation de l'histoire américaine.

Quand ils parlent de 48 ans [depuis une telle inflation], je dis « pour toujours », mais je crois que 48 ans, c'est comme une éternité. Que ce soit 48 ans ou pour toujours, c'est terrible, cela coûte 33 000 dollars à une famille moyenne. Ce qu'ils ont fait à ce pays ne doit jamais être oublié.

Il est encore tôt, mais il faut le considérer comme le pire président que nous ayons jamais eu, et de loin. La signature automatique n'a pas été la seule cause des dégâts. Il était le président de la signature automatique, car je ne crois pas qu'un président sain d'esprit aurait signé ce genre de documents.

Biden et ses alliés ont ruiné notre économie et nous ont infligé de tels dégâts. Mais aujourd'hui, les

prix des produits alimentaires, de l'énergie, des billets d'avion, des taux d'intérêt hypothécaires, des loyers et des mensualités de voiture baissent tous, et rapidement. Nous avons hérité d'une situation catastrophique, mais nous avons accompli un travail remarquable en 12 mois.

L'une de mes mesures phares concernant le traitement préférentiel des médicaments, à savoir la politique de la nation la plus favorisée, est la réduction du coût des médicaments sur ordonnance, qui peut atteindre 90 %, selon la méthode de calcul. On pourrait aussi parler de 500 %, 600 %, 700 %, voire 800 %. Il y a deux façons de calculer cela. Mais nous avons mis en place cette politique de la nation la plus favorisée, une politique que tous les présidents américains souhaitaient, mais qu'aucun n'avait pu obtenir. Je l'ai obtenue, et d'autres nations l'ont approuvée. J'ai dû recourir aux droits de douane pour y parvenir, car elles refusaient catégoriquement.

Autrement dit, un comprimé qui coûte 10 dollars à Londres coûte 130 dollars. Imaginez : 10 dollars à Londres, 130 dollars à New York ou à Los Angeles. Je me disais : « C'est scandaleux ! » Mes amis me disaient : « On va à Londres, on trouve ces médicaments gratuitement. »

On voyage partout dans le monde, on les trouve gratuitement. Parce qu'en réalité, les États-Unis subventionnent

tous les pays du monde, car les présidents ont laissé faire. La situation est devenue très difficile.

Alors, quand j'ai appelé Emmanuel Macron, je l'ai vu hier avec ses magnifiques lunettes de soleil. Que s'est-il passé ?

Je l'ai vu se montrer plutôt ferme. Il était à 10 dollars la pilule. Et j'ai dit : « Emmanuel, et je sais que toutes les grandes firmes pharmaceutiques sont d'accord. Ce n'était pas facile, d'ailleurs. Elles sont coriaces et intelligentes. Elles ont profité de cette arnaque pendant longtemps. Mais elles ont fini par abandonner. Elles disaient : « Vous n'obtiendrez jamais l'approbation des pays. » J'ai demandé : « Pourquoi ? » Parce qu'elles ne le feront pas. Elles ont toujours dit : « On ne paie plus. Gardez le reste pour les États-Unis. »

Alors, au fil des ans, elles sont restées les mêmes. Nous, on payait toujours plus cher. On payait 13, 14, 15 fois plus que certains pays. » Alors j'ai dit : « Non, elles l'approuveront, c'est certain à 100 %. Vous n'obtiendrez jamais leur approbation. Je vous le garantis. »

Mais j'ai commencé par Emmanuel, qui est probablement là aussi. Et je l'apprécie. Vraiment. Difficile à croire, n'est-ce pas ?

Je lui ai dit : « Emmanuel, il va falloir augmenter le prix de ce comprimé à 20 dollars, peut-être 30. Imagine un peu. Cela signifie doubler le prix des médicaments sur ordonnance. Voire tripler, voire quadrupler. Ce n'est pas facile. »

« Non, non, non, Donald, je ne le ferai pas. » J'ai insisté : « Si, tu le feras, c'est certain. » Il a rétorqué : « Non, non, non. Tu me demandes de doubler ! » J'ai répliqué : « Emmanuel, tu profites des États-Unis depuis 30 ans avec les médicaments sur ordonnance.

Tu devrais vraiment le faire. Et tu le feras. » J'ai ajouté : « Emmanuel, je n'en ai aucun doute. En fait, j'en suis absolument certain. » « Non, non, non. Je ne le ferai pas. »

Parce que, oui, pour être juste envers lui, il doit doubler, voire tripler.

Le monde étant plus vaste que les États-Unis, il est impossible de trouver un compromis. Il faut forcément augmenter ses prix. Et nous, nous baissions considérablement. Eux, ils augmentent un peu. Nous, nous baissions beaucoup. Donc, nous sommes à 130 \$. Eux, à 10 \$. Ils devront peut-être descendre à 20 ou 30 \$. Pas plus.

J'ai demandé : « Emmanuel, allez-vous doubler ou tripler vos prix ? » « Non, non, non. » J'ai répondu : « Voilà, Emmanuel.

La réponse est simple : vous allez le faire. Vous allez le faire vite. Sinon, j'imposerai un droit de douane de 25 % sur tout ce que vous vendez aux États-Unis et de 100 % sur vos vins et champagnes. C'est environ dix fois plus que ce que je demande. Et vous allez le faire. »

Je ne veux pas le rendre public, mais vous pouvez m'y contraindre. Non, non, Donald, je le ferai. Je le ferai.

Il me fallait en moyenne trois minutes par pays pour entendre la même chose : « Vous allez le faire. » Ils répondaient tous : « Non, non, non. Je ne le ferai pas. Vous me demandez de doubler le prix des médicaments sur ordonnance. »

Je leur disais : « C'est exact, car vous nous exploitez depuis 30 ans. » Et ils rétorquaient : « Nous ne le ferons pas. »

Je leur disais : « Très bien. Lundi matin, nous allons appliquer un taux de 25, 30, 50 %. » J'ai donné des chiffres différents à chaque pays. Il s'agit aussi de sécurité nationale. Ce n'est pas juste. Nous n'allons pas subventionner le monde entier. Et chacun de ces pays a accepté.

L'une des plus grandes réussites que j'ai obtenues est l'instauration du principe de la nation la plus favorisée. Nous paierons le prix le plus bas au monde.

Nos prix de médicaments vont donc baisser de façon spectaculaire de 90 %. Encore une fois, on pourrait parler de 1 000 %, 2 000 %, tout dépend du calcul. Mais nous allons opter pour la méthode que préfèrent les médias qui diffusent de fausses informations, car elle sonne tout aussi bien. Vous avez mentionné qu'une réduction de 90 % paraît bien pire.

Cependant, le prix des médicaments va considérablement baisser dans tous les pays, et je les en remercie. Mais ils l'ont fait en toute honnêteté.

Sans les droits de douane, je n'aurais pas pu y parvenir. Après une baisse de 3 000 \$ sous Biden, le revenu réel a augmenté aux États-Unis de 2 000 \$, 3 000 \$, voire 5 000 \$ et plus.

L'accès à la propriété a toujours été un symbole de vitalité et de dynamisme pour la société américaine. Mais cet objectif est devenu inaccessible pour des millions de personnes sous l'administration Biden, en raison de la flambée des taux d'intérêt. Aujourd'hui, j'agis pour restaurer ce pilier du rêve américain.

Ces dernières années, les géants de Wall Street et les sociétés d'investissement institutionnelles - dont beaucoup sont ici, dont beaucoup sont de bons amis et des soutiens - ont fait exploser les prix de l'immobilier en achetant des centaines de milliers de maisons individuelles.

Ce fut un investissement extrêmement rentable pour eux, représentant souvent jusqu'à 10 % des maisons sur le marché.

Le plus absurde, c'est qu'un particulier ne peut pas amortir la valeur de sa maison. Mais lorsqu'une entreprise l'achète, elle le peut.

Voici un autre point important à considérer, souvent négligé : une entreprise achète 500 maisons, des centaines de milliers. Ils achètent 500 maisons. Ils peuvent amortir le coût. Une personne travaille dur et s'offre une maison. Eux, non.

Mais les maisons sont construites pour les gens, pas pour les entreprises. Et l'Amérique ne deviendra pas un pays de locataires. Nous n'allons pas faire ça. C'est pourquoi j'ai signé un décret interdisant aux grands investisseurs institutionnels d'acheter des maisons individuelles.

C'est tout simplement injuste pour le public. Il ne peut pas acheter de maison. Et j'appelle le Congrès à adopter cette interdiction de manière permanente, et je pense qu'il le fera.

L'un des principaux obstacles à l'épargne pour un apport initial est l'explosion de la dette liée aux cartes de crédit. La marge bénéficiaire des sociétés de cartes de crédit dépasse désormais les 50 %, un taux parmi les plus élevés. Et elles imposent aux Américains des

taux d'intérêt de 28 %, 30 %, 31 %, voire 32 %. Qu'est-il advenu de l'usure ?

Afin d'aider nos concitoyens à se remettre du désastre de l'élection de Biden, entièrement causé par ce précédent désastreux, je demande au Congrès de plafonner les taux d'intérêt des cartes de crédit à 10 % pendant un an.

Cela permettra à des millions d'Américains d'épargner pour devenir propriétaires. Ils ignorent qu'ils paient 28 %. Un simple retard de paiement et ils finissent par perdre leur maison. C'est terrible.

Pour libérer l'innovation, l'épargne et le financement, je m'efforce également de garantir que l'Amérique reste la capitale mondiale des cryptomonnaies. C'est pourquoi, l'année dernière, j'ai promulgué la loi historique Genius Act.

Le Congrès travaille actuellement d'arrache-pied sur une législation encadrant le marché des cryptomonnaies, notamment le Bitcoin, que j'espère signer très prochainement, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives aux Américains pour atteindre l'indépendance financière.

J'ai pris cette décision pour deux raisons. Premièrement, je pensais que c'était politiquement judicieux, et ça l'était. J'ai bénéficié d'un soutien politique considérable. Mais surtout, la Chine convoitait également ce

marché. Tout comme elle convoite l'intelligence artificielle. Et je pense que nous contrôlons ce marché de manière quasi certaine.

Si je ne l'avais pas fait, Biden s'y était totalement opposé jusqu'à la veille de l'élection, lorsqu'ils ont réalisé que des millions d'Américains votaient contre lui à cause des cryptomonnaies.

Et soudain, ils se sont enthousiasmés pour cette cause. Mais c'était trop tard. Ils ont commis une erreur. Mais c'est un sujet politiquement populaire. Mais surtout, nous devons empêcher la Chine de s'en emparer. Et une fois qu'elle laura conquis, nous ne pourrons plus le récupérer. C'est donc un honneur pour moi d'y avoir contribué.

Enfin, j'ai demandé aux institutions publiques d'acheter jusqu'à 200 milliards de dollars d'obligations hypothécaires afin de faire baisser les taux d'intérêt. Et j'annoncerai prochainement la nomination d'un nouveau président de la Réserve fédérale.

Je suis convaincu que vous ferez un excellent travail. J'ai donc cédé une partie de mes ressources. Il en a cédé une aussi. Nous avons donc obtenu quelque chose. Mais quelqu'un de très respecté. Ils sont tous respectés. Ils sont tous formidables.

Tous les candidats que j'ai rencontrés sont formidables.

Je pense que chacun d'eux serait capable de faire un travail fantastique. Le problème, c'est qu'ils changent une fois en poste. Vous savez, ils disent tout ce que je veux entendre. Et puis ils obtiennent le poste. Ils sont engagés pour six ans. Ils obtiennent le poste. Et tout à coup, on augmente un peu les taux. Je les appelle et je leur dis : « Monsieur, nous préférerions ne pas aborder ce sujet. »

C'est incroyable comme les gens changent une fois en poste. C'est dommage. Une sorte de déloyauté, mais ils doivent faire ce qu'ils estiment bon.

Nous avons un président catastrophique en ce moment. Jerome « Trop Tard » Powell. Il est toujours en retard. Et c'est particulièrement vrai pour les taux d'intérêt, sauf avant les élections. Il convenait parfaitement à l'opposition. Nous allons donc avoir quelqu'un d'excellent et nous espérons qu'il fera le bon travail.

La semaine dernière, le taux d'intérêt moyen des prêts hypothécaires à 30 ans est passé sous la barre des 6% pour la première fois depuis de nombreuses années. Un autre facteur majeur de la hausse des prix de l'immobilier a été l'afflux massif d'immigrants sur notre territoire. Et je tiens à aborder un point important concernant le logement, car personne n'en parle jamais : je suis très attaché aux propriétaires. Ils sont des

millions et des millions. Grâce à cette période de forte croissance, la valeur des maisons a considérablement augmenté. Ces personnes sont devenues riches. Elles ne l'étaient pas auparavant. Elles le sont devenues grâce à leur maison.

Et chaque fois que l'on rend l'achat d'une maison toujours plus abordable, on nuit en réalité à la valeur de ces maisons, c'est évident, car les deux sont intimement liés.

Je ne veux rien faire qui puisse nuire à la valeur des maisons de ceux qui, pour la première fois de leur vie, se promènent fièrement dans les rues de leur ville, leur maison valant 500 000, 600 000, voire 700 000 dollars.

Maintenant, si je voulais vraiment faire s'effondrer le marché immobilier, je pourrais le faire si vite que les gens pourraient acheter des maisons. Mais cela ruinerait beaucoup de gens qui sont déjà propriétaires.

Dans certains cas, ils ont contracté un prêt hypothécaire à faible taux. Et tout d'un coup, sans aucune modification, le taux grimpe en flèche et ils finissent par perdre leur maison. Je ne vais pas les blesser. Je parle avec Scott, qui fait un travail formidable, avec Howard, qui fait lui aussi un travail formidable, et avec toute mon équipe. Et je leur dis toujours : « Écoutez, je peux vraiment faire s'effondrer le marché. »

Nous pouvons baisser les taux d'intérêt jusqu'à un certain niveau. Et c'est une chose que nous voulons faire. C'est naturel. C'est bon pour tout le monde. Vous savez, avec la baisse des taux d'intérêt, nous devrions payer un taux d'intérêt bien inférieur à celui que nous payons actuellement. Nous devrions payer le taux d'intérêt le plus bas au monde, car sans les États-Unis, il n'y a pas de pays.

Je veux dire, j'ai eu un cas avec la Suisse. Nous étions justement en Suisse. Je vais peut-être vous raconter une petite anecdote. Ils ne payaient rien.

Ils fabriquent de magnifiques montres, de superbes montres, des Rolex, toutes. Ils ne payaient rien aux États-Unis lorsqu'ils exportaient leurs produits. Et nous avions un déficit de quarante et un milliards de dollars, 41 milliards, alors que ce magnifique pays l'a survolé, n'est-ce pas formidable ?

Alors j'ai dit : imposons-leur un droit de douane de 30% pour récupérer une partie de nos pertes, pas la totalité. On a toujours un déficit, un gros déficit, de 40 ou 41 millions.

C'est un déficit colossal. Et j'ai dit : imposons un droit de douane. Différents droits de douane, différents pays, vous êtes tous concernés dans certains cas, victimes dans d'autres. Mais au final, c'est une mesure équitable. Et la plupart d'entre vous le comprennent.

Mais on a imposé un droit de douane de 30% sur la Suisse et là, c'était la catastrophe. Ils appelaient sans arrêt. Vous n'imaginez même pas. Et je connais tellement de Suisses. Un pays incroyable. Un pays formidable.

Mais je n'avais pas réalisé qu'ils ne doivent leur succès qu'à nous. Et il y a tellement d'autres exemples. Je veux dire, nous, et probablement d'autres pays aussi, mais la majeure partie de leurs revenus, ils le doivent à nous, parce qu'on ne leur a jamais rien facturé. Alors ils arrivent, ils vendent leurs montres, pas de droits de douane, rien du tout. Ils repartent. Ils engrangent 41 milliards de dollars rien que sur nous. Alors j'ai dit non, on ne peut pas faire ça. J'ai donc revu ma position. Le déficit serait toujours présent, assez conséquent, mais je l'ai porté à 30%.

La Première ministre, je ne crois pas que c'était le président, je pense que c'était une femme, qui a appelé, et elle insistait lourdement. Elle répétait : « Non, non, non, vous ne pouvez pas faire ça. 30%. C'est impossible. Nous sommes un tout petit pays. » J'ai répondu : « Oui, mais votre déficit est énorme. Vous êtes peut-être petit, mais votre déficit est plus important que celui des grands pays. » Elle a insisté : « Non, non, non, je vous en prie. Vous ne pouvez pas faire ça. » Elle répétait sans cesse la même chose : « Nous sommes un

petit pays. » J'ai rétorqué : « Mais vous êtes un grand pays en termes de... » Franchement, elle m'a vraiment agacé. Et j'ai dit : « Très bien, merci, madame. J'apprécie. Ne faites pas ça. Merci beaucoup, madame. » Et j'ai fixé le taux à 39 %.

Et là, ce fut le chaos. J'ai reçu la visite de tout le monde. Rolex est venu me voir. Ils sont tous venus me voir. Mais j'ai compris, et j'ai baissé le taux.

Parce que je ne veux blesser personne. Je ne veux pas leur faire de mal. Et nous l'avons ramené à un niveau inférieur. Cela ne veut pas dire qu'il n'augmentera pas, mais nous l'avons réduit. Mais maintenant, ce sont eux qui paient, les droits de douane.

Mais je me rends compte qu'il existe de nombreux pays comme celui-ci qui font fortune grâce aux États-Unis.

Sans les États-Unis, ils ne gagneraient rien. Pensez-y : la Suisse a engrangé 41 milliards de dollars grâce à nous. Et comme elle l'a dit, c'est un petit pays. Et je me suis rendu compte, je ne sais pas, j'étais tellement... parce qu'elle était si directe. Et j'ai compris, au cours de cette conversation, que les États-Unis font tourner le monde entier.

De nombreux pays, je pourrais vous en citer six ou sept rien que dans cette petite région. Je les connais tous. Ils ont l'air de me regarder de haut. Ils ne veulent

pas me voir, ils ne veulent pas me regarder dans les yeux.

Mais ils profitent des États-Unis, tout le monde en a profité. Mais j'ai été très juste : je leur ai imposé des droits de douane et cela n'a posé aucun problème. Mais je me suis rendu compte que sans nous, ce n'est plus la Suisse. Sans nous, ce ne sont aucun des pays représentés ici.

Et nous voulons travailler avec ces pays. Nous voulons collaborer avec eux. Nous ne cherchons pas à les détruire. J'aurais pu proposer 39%, 40%, voire un tarif douanier de 70%, ce qui nous permettrait de faire des bénéfices avec la Suisse. Mais la Suisse aurait probablement été ruinée. Je ne veux pas en arriver là.

Mais nous devrions payer le taux d'intérêt le plus bas de tous. J'espère que Scott m'entend, car nous devrions vraiment payer le taux d'intérêt le plus bas.

Sans nous, sans nous, la plupart des pays ne fonctionneraient même pas. Et puis, il y a la question de la protection. Sans nos forces armées, qui sont de loin les plus importantes au monde, sans nos forces armées, nous serions confrontés à des menaces inimaginables. Incroyables. Nous ne sommes pas menacés grâce à nous. Et c'est grâce à l'OTAN.

Une autre chose, et je tiens à le dire, c'est très important. Avant, je disais être le plus jeune.

Maintenant, je fais partie des plus âgés. Ça me fait mal de le dire. Je ne me sens pas vieux, mais je fais partie des plus âgés. Je me souviens, il n'y a pas si longtemps, il y a 20 ou 25 ans, de bonnes nouvelles concernant, disons, les États-Unis. Les États-Unis ont réalisé un excellent trimestre.

Les États-Unis ont réalisé un excellent mois. Toutes les actions ont grimpé. Et c'est normal. Maintenant, quand on annonce un trimestre record pour les États-Unis, on a du mal à croire à quel point ils se portent bien. Toutes les actions s'effondrent parce qu'on entend : « Oh non, l'inflation ! L'inflation ! » Ils vont augmenter les taux d'intérêt, et ils le font. Certains de ces imbéciles, comme Powell, augmentent les taux d'intérêt. Et ce qu'ils font, c'est vous empêcher de réussir.

Avant, quand on avait un excellent trimestre, un excellent mois, d'excellents résultats, bref, n'importe quelle bonne nouvelle, la bourse montait.

C'est comme ça que ça doit être. Il faut qu'on recommence. Parce que c'est comme ça que ça devrait être. Maintenant, dès qu'on a un bon mois, ils veulent tout gâcher. Comme quand on a dépassé les 5 %. Les gens étaient surpris. On devrait faire 20 %. On pourrait faire 25 %.

Eh bien, on a annoncé de bons chiffres, et la raison, c'est qu'ils ont une peur bleue de l'inflation.

Et la croissance ne signifie pas l'inflation. On a connu une croissance formidable avec une inflation très faible.

En réalité, la croissance, une croissance saine, peut lutter contre l'inflation. Nous voulons donc renouer avec l'époque où nous annoncions d'excellents résultats, car nous allons annoncer des résultats exceptionnels.

Vous savez, toutes ces usines qui se construisent à un rythme record, des milliers d'entreprises qui voient le jour en ce moment même. N'oubliez pas, 18 000 milliards de dollars ont été investis. Je crois que le deuxième chiffre est trois, et c'était la Chine il y a de nombreuses années. Des investissements étrangers dans le pays. 18 000 milliards de dollars, personne n'a jamais vu ça. C'est de l'argent qui entre et qui sert à construire des usines. Des milliers d'entreprises se créent, des milliers.

Des centaines de grandes usines, des usines automobiles, reviennent aux États-Unis. Elles viennent du Canada. Elles viennent du Mexique, du Japon. Le Japon construit des usines ici pour éviter les droits de douane. Elles viennent de Chine. Elles viennent du monde entier.

On construit aujourd'hui plus d'usines automobiles qu'on n'en a jamais eu, même à l'apogée des années 1940 et 1950. Et elles sont plus grandes. On ne fait plus de rénovations : on ne démolit plus une vieille usine pour en

construire une toute nouvelle, ultramoderne. Mais cela se produit à des niveaux jamais vus auparavant.

En 2024, les États-Unis ont construit moins de 2 millions de nouveaux logements, mais Biden a accueilli plus de 8 millions de nouveaux migrants. Cette époque est révolue. En 2025, pour la première fois en 50 ans, les États-Unis ont connu une migration inverse. Quel soulagement !

Il s'agissait de criminels expulsés de notre pays parce qu'ils avaient permis à des personnes de sortir de prisons, de gangs, de trafiquants de drogue, de meurtriers - 11 888 meurtriers. La plupart sont sortis. Et voilà que l'ICE se fait critiquer par des imbéciles au sein de l'administration du Minnesota. Nous aidons énormément le Minnesota, mais ils ne s'en rendent pas compte. La plupart des endroits, si.

Vous savez, Washington, D.C., est actuellement l'endroit le plus sûr des États-Unis. C'était un endroit très dangereux pour se promener, et maintenant, vous pouvez vous promener avec votre femme et vos enfants en plein centre-ville. Washington, D.C., est actuellement aussi sûre qu'on puisse l'être. C'était l'une des villes les plus dangereuses.

Je dois avouer que nous avons déployé l'armée, la Garde nationale. En deux mois, la situation s'est nettement améliorée.

En trois mois, c'est devenu un endroit vraiment agréable, sûr et magnifique. Tout a été nettoyé. Les graffitis ont disparu. Les barrières ont été enlevées. Nous n'avons plus à nous soucier des barrières. Partout, l'herbe a été coupée et, dans de nombreux cas, remplacée par du gazon neuf. Tout cela sera finalisé au printemps.

Mais Washington, D.C., est redevenue belle et sûre. De nouveaux restaurants ouvrent. Ils refusent du monde. Impossible de trouver une place dans un restaurant. Les restaurants de Washington, D.C., rouvrent tous. Memphis aussi. Memphis, Tennessee. La Nouvelle-Orléans, Louisiane. Nous y sommes depuis trois semaines. Nous avons réduit la criminalité de 64 % en un mois. Pratiquement aucun crime là-bas. Nous pouvons faire ça partout. Nous allons aider les Californiens.

Nous voulons un pays sans criminalité. Je sais que Gavin était là. Je m'entendais très bien avec lui quand j'étais président. C'est quelqu'un de bien, et s'il avait besoin d'aide, je le ferais sans hésiter. J'adorerais voir ça. Nous les avons beaucoup aidés à Los Angeles, surtout au début de mon mandat, quand ils avaient des problèmes. Mais nous aimerions vraiment le refaire.

Je tiens à le dire. Si j'étais gouverneur démocrate ou autre, j'appellerais Trump. Je lui dirais : « Viens donc. Fais-nous honneur.

Parce que nous sommes en train d'éradiquer la criminalité. Nous arrêtons les criminels endurcis, ceux qui ne font que du mal, et nous les renvoyons dans leur pays. Là où nous l'avons fait, les résultats sont exceptionnels. » Et nous avons la capacité de le faire à des niveaux bien plus importants.

Nous supprimons les aides sociales et autres prestations gouvernementales aux immigrés clandestins, et j'ai ordonné la suspension immédiate de tout versement aux villes sanctuaires, car ce ne sont en réalité que des refuges pour les criminels. Elles protègent les criminels, et ce sont ceux-là que nous devons expulser du pays : meurtriers, trafiquants de drogue, malades mentaux. Ces villes ont vidé leurs hôpitaux psychiatriques aux États-Unis.

Et malgré cela, nous enregistrons les taux de criminalité les plus bas de toute l'histoire du pays. Les chiffres viennent d'être publiés.

Mais tout aussi important, nous réprimons une fraude de plus de 19 milliards de dollars commise par des bandits somaliens. Vous vous rendez compte ? Ces Somaliens ont un QI bien supérieur à ce que l'on pensait. Et dire qu'on les prenait pour des imbéciles ! Comment ont-ils pu entrer dans le Minnesota et voler tout cet argent ?

Et puis, vous savez, ce sont des pirates. De bons pirates, certes,

mais on les élimine comme on élimine les bateaux de narcotrafiquants. Ils ne piratent plus beaucoup de bateaux ces derniers temps, vous avez remarqué ? Quand ils prennent la mer, ils veulent s'emparer d'un pétrolier d'un milliard et demi de dollars chargé de pétrole, et ils menacent de faire sauter votre bateau.

Ils ont des armes surpuissantes. Un seul coup sur le côté et c'est la catastrophe. Les compagnies d'assurance sont pétrifiées et proposent de leur donner le bateau. On leur donnera de l'argent à la place. Mais moi, je refuse. On les élimine sans ménagement. On les voit partir, on les coule. On n'a plus tellement de pirates. Si, on en a. Ils ne resteront pas longtemps.

Nous avons réduit considérablement le trafic de drogue en détruisant des bateaux, y compris des sous-marins. Vous imaginez qu'ils achètent des petits bateaux ? On les appelle des mini-sous-marins, très rapides. Ils sont conçus pour le trafic de drogue. Nous en avons coulé deux. Les Démocrates prétendent qu'ils pêchaient. Vous avez gâché le week-end de pêche de quelqu'un, à mon avis. Un sous-marin n'est pas un bateau de pêche. On ne pêche pas avec un sous-marin.

Mais nous avons réduit le trafic de drogue par voie maritime, dans les océans, en mer, de 97,2 %. Imaginez un peu !

Et je me demande bien qui sont ces 3% restants ?

Parce que je ne voudrais pas être aux commandes d'un de ces bateaux. Nous les avons neutralisés, et maintenant nous allons nous attaquer à la terre ferme. Nous allons tout éradiquer. La terre ferme, c'est la partie facile. Ce que nous avons accompli en mer est incroyable. Et c'est grâce à notre formidable armée.

La situation au Minnesota nous rappelle que l'Occident ne peut pas importer en masse des cultures étrangères qui n'ont jamais réussi à bâtir une société viable. On accueille des Somaliens, par exemple, alors que la Somalie est un pays en faillite, ce n'est pas une nation. Pas de gouvernement, pas de police, pas d'armée, rien.

Et puis, on a cette fausse députée, Ilhan Omar, dont on vient d'annoncer la fortune à 30 millions de dollars, qui nous parle de la Constitution et nous fait la morale. Elle vient d'un pays qui n'en est pas un et elle prétend nous dire comment gouverner l'Amérique. Ça ne va pas durer. Sachez-le, l'essor économique et le progrès qui ont bâti l'Occident ne sont pas dus à notre système fiscal.

Ils proviennent avant tout de notre culture si particulière. C'est le précieux héritage que l'Amérique et l'Europe partagent. Nous le partageons, mais nous

devons le préserver. Nous devons devenir plus forts, plus prospères et plus performants que jamais.

Nous devons défendre cette culture et retrouver l'esprit qui a hissé l'Occident des profondeurs du Moyen Âge au sommet de la civilisation humaine.

Nous vivons une période de changements incroyables. C'est une époque extraordinaire, mais nous devons en tirer parti. Nous avons entre nos mains des technologies que nos ancêtres auraient à peine pu imaginer - ils n'auraient même pas pu rêver de certaines choses que nous voyons aujourd'hui. Et elles se développent à une vitesse fulgurante. L'intelligence artificielle, par exemple, était un concept inconnu il y a deux ans, et maintenant tout le monde en parle. Elle peut avoir des applications très positives. Elle peut aussi avoir des applications dangereuses, et nous devons rester vigilants. Mais des choses extraordinaires se produisent grâce à elle, et nous sommes largement en avance. Nous progressons remarquablement bien.

Mais des opportunités plus grandes et plus exceptionnelles que jamais dans l'histoire de l'humanité s'offrent à nous. Ce sont les pionniers présents dans cette salle - nombre d'entre vous êtes de véritables pionniers. Vous êtes des personnes brillantes, vraiment exceptionnelles. Le simple fait d'avoir réussi à

obtenir une place est remarquable, car il y a environ 50 personnes pour chaque siège. Je ne sais pas comment c'est possible, Larry. Tout ce que Larry touche se transforme en or. Il a fait de cet événement un véritable succès.

Mais vous êtes ici, et certains d'entre vous comptent parmi les plus grands leaders et les plus brillants esprits du monde. L'avenir est sans limites, et c'est en grande partie grâce à vous. Nous devons vous protéger et vous chérir. Je dis toujours que nous devons chérir nos esprits brillants, car ils sont rares.

Alors, ensemble, avec confiance, audace et persévérance, élevons notre peuple, développons nos économies, défendons notre destin commun et bâtonnons pour nos citoyens un avenir plus ambitieux, plus stimulant, plus inspirant et plus grand que tout ce que le monde a jamais connu.

Nous sommes en mesure de réaliser des choses que personne d'autre n'a jamais imaginées, et nombre d'entre vous ici présents y contribuent. Je tiens à vous féliciter et à vous assurer de mon soutien indéfectible. Vous êtes capables de réaliser l'impossible.

Je vous félicite donc pour votre formidable succès. Les États-Unis sont de retour : plus forts, plus unis et meilleurs que jamais. À bientôt ! Merci infiniment à tous. Merci beaucoup. Merci.

Les ambitions américaines au Groenland illustrent la reconfiguration libertarienne menée par les géants de la Tech

Si l'on regarde bien les choses, on s'aperçoit que les visées sur le Groenland de la superpuissance impérialiste américaine représentent *un élément de restructuration de son capitalisme* sur fond de rivalité avec la superpuissance challenger qu'est la Chine.

Dit autrement, l'aspect principal, c'est la restructuration, l'aspect secondaire, c'est la guerre.

Pour comprendre cela, il faut avoir en tête la nature même de ce que sont les États-Unis historiquement. Comme on le sait, ce n'est pas une nation capitaliste née sur le terrain d'un processus d'accumulation prolongée, primitive, sur le fondement de la décomposition du mode de production féodal.

La capture du Groenland comme « nouveau front pionnier »

La nation américaine, ce sont directement des communautés de « pionniers », venues s'installer précisément pour mettre en pratique l'idéal de l'entrepreneur investi au travail.

Un idéal qui a été consacré par le protestantisme, se développant dans un territoire sans accumulation agricole préalable, mais faisant face aux communautés primitives indiennes.

Par conséquent, l'accumulation « primitive » aux États-Unis ne suit pas le même chemin que celle en Europe, ou du moins elle en est son prolongement, sur une base toutefois nouvelle, avec comme but son propre élargissement de manière indépendante.

C'est une qualité qui se transforme en quantité.

Le symbole de tout cela est l'extension constante du territoire des États-Unis d'Amérique, au départ limité aux 13 colonies, d'abord au sud, puis ensuite à l'ouest.

Cela passe par la guerre, comme avec l'acquisition du Texas contre le Mexique en 1845-1848, mais également par des transactions financières comme la vente par l'empire français de la Louisiane en 1803 ou de l'Alaska par l'empire tsariste en 1867.



Il y a par conséquent, dans l'ADN même de l'accumulation du capital par la nation des États-Unis, un expansionnisme qui doit toujours être renouvelé.

Ce n'est pas une caractéristique universelle du capitalisme, comme a pu le penser malencontreusement Rosa Luxemburg dans son analyse de l'impérialisme, mais une configuration spécifique à la trajectoire de la nation américaine.

D'ailleurs, la doctrine Monroe établie en 1803, puis les corollaires Roosevelt du « *Speak softly and carry a big stick* » et de « *Trump* » à propos des concurrents non-occidentaux dans « l'hémisphère occidental », sont la retranscription stratégique de cette caractéristique de la nation capitaliste américaine.

Pour les libertariens, cette caractéristique justifie les conquêtes des États-Unis dans le but d'ouvrir sans cesse de nouveaux « fronts pionniers », en renouvelant l'« esprit conquérant » des débuts de la nation américaine au XIXe siècle.

Ils peuvent ici compter sur un élément du roman national qui est distillé jusque dans les manuels d'histoire scolaire avec la « thèse de la frontière ».

On retrouve ici une thèse élaborée en 1893 par Fréderick Jackson Turner, un historien pour qui la conquête de l'Ouest a façonné l'état d'esprit américain, se retrouvant comme « bloqué » à la fin du XIXe siècle avec la « fin » de nouvelles frontières pour les États-Unis.

Il faut citer ici la figure d'Eric Teetsel et de son club de pensée, « The Heritage Foundation », qui promeut une vision conservatrice qui alimente Donald Trump.

Dans les années 2010, à travers ce club de pensée, Eric Teetsel lance un programme de recherche baptisé « Renewing America » (Renouveler l'Amérique).

Au début de l'année 2025, Eric Teetsel a publié une tribune sur le sujet du Groenland identifiant clairement sa capture au retour à l'idéal américain des origines, c'est-à-dire des

« Explorateurs défiant l'adversité pour concrétiser leur rêve d'une vie meilleure, des pèlerins du Mayflower [bateau anglais ayant transporté un des premiers groupes de protestants de l'Angleterre en Amérique en 1620] à l'expédition de Lewis et Clark [première traversée d'est en ouest des États-Unis en 1804-1806], des Sooners [colons de l'Oklahoma] aux aventuriers de la ruée vers l'or en Californie. »

Dans la même idée, Joe Lonsdale, un entrepreneur co-fondateur avec Peter Thiel et Alex Karp de Palantir Technologies tournée vers le « big data », disait dans une interview à la BBC début janvier 2025 la chose suivante :

« Je pense qu'avoir une frontière est très sain (...). C'est un état d'esprit de frontière — c'est prendre de nouvelles possibilités, c'est créer de nouvelles choses. »

Le 4 février 2025, c'est Ronald Lauder qui publie une tribune dans le *New York Post*, intitulée :

« Je suis un expert du Groenland – ces 3 chemins peuvent en faire la prochaine frontière de l'Amérique ».

Ronald Lauder est un riche homme d'affaires, président depuis 2007 du Congrès juif mondial, et connu pour sa possession de l'une des plus importantes collections d'art privées au monde, notamment spécialisée dans l'art médiéval, de la Renaissance et de l'Autriche. Il fut notamment ambassadeur des États-Unis en Autriche de 1986 à 1987 sous la présidence de Ronald Reagan.

Sa tribune résume à elle seule tous les enjeux pour la superpuissance américaine de la capture du Groenland. On y comprend clairement l'enjeu secondaire de la rivalité avec la puissance russe et surtout la superpuissance impérialiste chinoise, devant faire triompher l'aspect principal de conquérir cette « nouvelle frontière » pour réaliser des investissements capitalistes modernisateurs.

« À mesure que la glace recule, de nouvelles routes maritimes émergent, remodelant le commerce et la sécurité mondiaux.

D'ailleurs, le Groenland, épicentre de la concurrence des grandes puissances et du potentiel humain et naturel, offre un partenariat stratégique qui attend d'être forgé.

Depuis la loi de 2009 sur l'autonomie gouvernementale, le Groenland exerce une autonomie croissante par rapport à la souveraineté centenaire du Danemark, notamment la possibilité de louer des terres sans l'approbation danoise.

Un référendum sur l'indépendance totale pourrait avoir lieu à tout moment, de sorte que les États-Unis disposent d'une fenêtre étroite pour renforcer leurs liens avant que d'autres puissances n'interviennent.

Grâce à toutes les preuves disponibles, l'administration Trump peut négocier avec succès un accord avec le gouvernement groenlandais pour renforcer à la fois notre sécurité économique et nationale et la leur.

De multiples voies viables peuvent faire avancer cette vision — en sécurisant chacune les intérêts de l'Amérique tout en honorant les aspirations du peuple inuit groenlandais. (...)

Une présence américaine plus forte au Groenland contrecarrerait la militarisation contradictoire de l'Arctique, bloquerait l'empiétement économique des concurrents et assurerait le contrôle des ressources vitales en terres rares —, réduisant ainsi désormais la dépendance américaine à l'égard des chaînes d'approvisionnement vulnérables dominée par la Chine.

Militairement, le Groenland est un jumeau parfait de l'Alaska. Leurs emplacements de chaque côté du continent se rejoignent en un pilier stratégique, offrant des bases avancées essentielles à la sécurité de l'Arctique, de l'Atlantique Nord et du Pacifique Nord.

Lorsque le président Harry Truman proposa d'acheter le Groenland en 1946, l'idée fut rejetée comme irréaliste. Aujourd'hui, les enjeux sont encore plus élevés et les opportunités encore plus grandes.

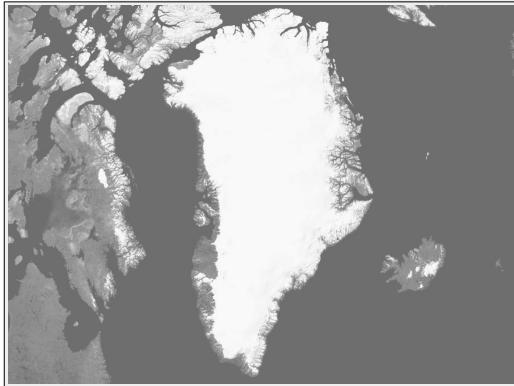
Connaître le Groenland, c'est comprendre qu'il n'est pas qu'un atout stratégique de plus : c'est la prochaine frontière de l'Amérique.

En agissant maintenant avec vision et détermination, Trump peut assurer le leadership de l'Amérique dans l'Arctique pour les générations à venir — tout en aidant le Groenland à réaliser ses aspirations en tant que partenaire, allié et peut-être, un jour, membre de la famille américaine. »

Il faut dire que le Groenland regorge de minéraux essentiels, avec même une quarantaine identifiée pour les États-Unis comme étant « critiques » pour ses intérêts, notamment pour les batteries, le « cloud », l'intelligence artificielle, les énergies renouvelables, etc.

On peut citer ici le cobalt, le graphite, le lithium, le nickel, le zinc, le cuivre, l'ilménite, le molybdène, l'or, le fer, le plomb, l'uranium...

Il y a également la forte présence des fameuses terres rares essentielles aux « superalliages » comme le titane, le tungstène et le vanadium.



L'offensive du capitalisme de la superpuissance américaine peut déjà compter sur l'implantation de la société « Kobold Metals », avec des investisseurs tels que Bill Gates, patron de Microsoft, Jeff Bezos, patron d'Amazon, ou Michael Bloomberg, riche homme d'affaires dans le secteur de la finance, avec notamment « Bloomberg Terminal », un outil numérique d'analyse en temps réel des transferts sur les marchés financiers.

« Kobold Metals » fait actuellement de la prospection par intelligence artificielle autour des minéraux liés aux terres rares pour la fabrication des appareils électroniques.

Il y a également des investissements dans l'entreprise minière groenlandaise « Critical Metals Corp. », avec notamment les investissements réalisés par Howard Lutnick, l'actuel secrétaire au Commerce de l'administration Trump et PDG de la banque d'investissements « Cantor Fitzgerald ».

À quoi s'ajoute l'or noir : le Groenland détiendrait environ 13 % des gisements de pétrole non découverts et 30 % du gaz mondial.

Cela fait écho aux propos tenus par Donald Trump devant le congrès du parti libertarien en mai 2024, et renouvelés lors de son discours d'investiture comme 47^e président des États-Unis à la fin janvier 2025 : « *drill, baby, drill!* » (forer, bébé, forer!).

Toutes ces richesses sont amenées à se découvrir avec le réchauffement climatique.

Alors qu'elle perdait en moyenne 70 tonnes de glace par an, l'île du Groenland en a perdu 280 milliards de tonnes dans la décennie 2010.

Sans compter que l'espace régional autour du Groenland va s'avérer être un nouveau Panama pour le trafic maritime international entre l'Europe l'Asie, avec jusqu'à 25 % du trafic qui pourrait y transiter à l'avenir.

On remarquera que ces prises de positions se situent toutes au début de l'année 2025, soit dans la foulée de l'investiture de Donald Trump à la présidence des États-Unis.

L'ouverture a été clairement identifiée, et il s'est agi à ce moment de frapper les esprits pour mieux légitimer le projet de capture du Groenland.

Au-delà du Groenland ou du Venezuela, Donald Trump a promis la création de 10 villes libérées sur le territoire fédéral des États-Unis.

Une ouverture d'autant plus palpable que Donald Trump nommait, à la fin décembre 2024, Ken Howery comme ambassadeur au Danemark.



Ken Howery est un représentant des monopoles de la Tech', connu comme le co-fondateur de PayPal avec Peter Thiel mais aussi de fonds d'investissement avec ce même associé tels que « Clarium Capital Management » fondé en 2004 ou « Founders Fund » lancé en 2005.

Cette nomination était accompagnée de ces mots de Donald Trump :

« Pour des raisons de sécurité nationale et de liberté dans le monde entier, les États-Unis d'Amérique estiment que la propriété et le contrôle du Groenland sont une nécessité absolue. »

Enfin, il y a eu la nomination du gouverneur de Louisiane, Jeff Landry, comme envoyé spécial américain pour le Groenland en décembre 2025.

L'exemple du projet « Praxis nation »

Au cœur de la démarche libertarienne en direction du Groenland, on retrouve un projet spécifique baptisé de la « Praxis nation », lancée en 2021 par Dryden Brown, alors âgé d'une vingtaine d'années, et Charlie Callinan.

Au départ le projet « Praxis » ne semble pas particulièrement original. On retrouve, en effet, la même démarche que pour les autres projets « utopistes » libertariens, qui visent à établir des sortes de colonies modèles.

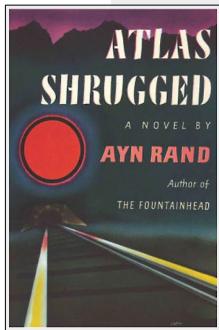
Il suffit de penser ici aux « seasteading » (colonies maritimes), à l'Île de Prospera au Honduras, au « Free State Project » dans le New Hampshire aux États-Unis, ou bien encore le Liberland, une micro-nation libertarienne située entre la Croatie et la Serbie.

Il s'agissait alors pour Dryden Brown de construire une « ville-État » sur l'eau dédiée à l'élite de la Tech installée à San Francisco.

C'est l'application de l'utopie libertarienne anti-collective développée dans le roman « *Atlas Shrugged* » (traduit en français par « *La Grève* »), publié en 1957 par Ayn Rand.

Rappelons que dans ce roman, il est question d'un retrait des entrepreneurs capitalistes de la société dans une vallée reculée, car ils sont « opprimés » par des normes bureaucratiques, avec une perte de leur « élan vital créatif ». La morale du livre est de démontrer que sans cet « élan entrepreneurial » sans limites, la société s'effondre sur elle-même.

Comme cela avait été souligné dans le numéro 31 de *Crise* publié en février 2025, il est fondamental de comprendre que ce roman est à la base du courant libertarien aux États-Unis, mais également, de manière plus générale, de tout un état d'esprit typiquement américain.



C'est un prétexte à la formation de personnages totalement mégalomanes, ayant « réussi » dans le business et devant porter le monde capitaliste. On reconnaît bien ici le personnage de Donald Trump, Elon Musk, Mark Zuckerberg, Peter Thiel, etc.

Le fondateur de « *Praxis nation* », Dryden Brown, est un pur décalque de cette « morale » libertarienne. Né au milieu des années 1990, Dryden Brown a grandi dans une famille de la bourgeoisie de l'Upper East Side, dans le quartier de Manhattan à New York.

Dans sa scolarité, il s'intéresse très vite aux questions de géopolitique, les liant à une utopie libertarienne après la lecture du livre « *The Sovereign Individual: How to survive and thrive during the collapse of the welfare state* », publié en 1997 par William Rees-Mogg et James Dale Davidson, que l'on peut traduire par « *L'individu souverain : comment survivre et prospérer pendant l'effondrement de l'État providence* ».

C'est un livre qui développe l'idéal libertarien : il s'agit d'utiliser Internet et les nouvelles technologies qui lui sont liées, comme la cryptomonnaie, pour développer l'autonomie des individus face à l'État.

On y retrouve bien entendu les thèmes d'Ayn Rand développés dans « *La Grève* ».

« *Le génie sera libéré, affranchi de l'oppression gouvernementale et des entraves des préjugés raciaux et ethniques.* »

Dans la société de l'information, nul ne sera plus prisonnier des opinions erronées d'autrui s'il est véritablement capable de s'épanouir.

Peu importera ce que la plupart des gens pensent de votre race, de votre apparence, de votre âge, de vos préférences sexuelles ou de votre coiffure.

Dans la cyber-économie, vous serez invisible. Les personnes considérées comme laides, grosses, âgées ou handicapées rivaliseront d'égal à égal avec les jeunes et les beaux, dans un anonymat total et sans distinction de couleur, aux frontières du cyberespace. »

C'est le rêve libertarien d'une société qui s'efface face à des individus sans personnalité, liés seulement par la valorisation marchande « immatérielle » d'Internet.

Derrière les valeurs post-modernes d'inclusivité diffusées dans l'ouvrage, on comprend surtout la dimension darwiniste sociale, où ce qui doit réellement compter, ce sont les « génies entrepreneuriaux » soi-disant favorisés par les outils numériques disponibles pour tous.

On est là dans la fiction des années 1990-2000 quand Internet se voulait incarner l'utopie libertaire, alors qu'il n'a été qu'un support au déploiement de la valorisation marchande, extension approfondie du 24/24 du capitalisme.

Dryden Brown évolue donc dans un paysage social et idéologique marqué au fer rouge par le rejet du collectivisme de l'idéologie libertarienne. Il a ensuite évolué dans le monde de la finance et co-fondé plusieurs « start-up » tournées vers l'économie numérique, voyageant à travers le monde avec l'idée que les États-nations et leurs dirigeants étaient en faillite.



Ce parcours aboutit logiquement en 2021 à la constitution du projet « Praxis nation », avec pour projet initial la création d'une ville flottante dans la baie de San Francisco pour faire face à « l'effondrement de la civilisation occidentale ».

Dans une enquête du *New York Magazine*, d'anciens proches de Dryden Brown affirment qu'il aurait lancé ce projet juste après les manifestations « Black Lives Matter » liées au meurtre par la police de George Floyd le 25 mai 2020 à Minneapolis dans le Minnesota.

Dans le contexte de la pandémie de Covid-19, ces manifestations auraient été selon lui l'illustration même de l'effondrement civilisationnel, une civilisation devant être sauvée par une élite rassemblée autour d'une Cité-État autonome.

Pour concrétiser ce projet, Dryden Brown a lancé la « phase 1 » en ouvrant en 2022 un club dans un appartement situé dans le quartier de Soho à New York.

Ce club apparaît comme le mauvais calque des salons du XVIII^e siècle et fonctionne en cercle fermé, avec entrée payante (150€ par mois), pour qui veut faire partie du noyau dirigeant de la future Cité-État.

L'appartement était décrit comme minimaliste, avec des tableaux blancs représentant des sortes de diagrammes, comme des plans de « cités idéales », avec une bibliothèque composée de livres sur la philosophie.

Des anciens proches du club auraient ainsi révélé l'attraction de Dryden Brown pour des auteurs fascistes en mode « aristocratique » : l'Italien Julius Evola, l'Allemand Albert Speer, ou bien encore l'idéologue russe eurasiste Alexandre Douguine.

On apprend également qu'un diaporama de présentation de « Praxis » faisait la promotion de la vision de Julius Evola des « quatre classes fonctionnelles », selon laquelle « le pouvoir et la civilisation ont progressé de l'une à l'autre des quatre castes – chefs sacrés, noblesse guerrière, bourgeoisie (économie, "marchands") et esclaves ».

Le recrutement de la « Praxis nation » devait suivre ce schéma et composer la future Cité-État : les « guerriers » doivent protéger la population, les « prêtres » définir les croyances communes, tous étant rassemblés autour des « marchands » entrepreneurs, experts en cryptomonnaies.

Il y a toute une dimension messianique et aristocratique du projet, avec une volonté de défendre la « civilisation ouest-occidentale ». Les références aux empires grecs et romains sont ainsi légion dans la communication numérique de « Praxis nation ».

À la fin de l'année 2023, le projet de Dryden Brown est tombé à l'eau suite aux révélations du *Financial Times* sur son train de vie décadent sans que le projet n'ait avancé d'un iota, malgré une importante levée de fonds, estimée autour de 525 millions de dollars, auprès des figures de la Silicon Valley.

On y retrouverait Peter Thiel (Paypal), Marc Andreessen (Mosaic, Meta), Balaji Srinivasan (Coinbase), Sam Altman (OpenAI), Samuel Bankman-Fried (Alameda Research), Patri Friedman (petit-fils de l'économiste libertarien Milton Friedman et fondateur du « Seasteading Institute), etc.

Après un retrait suite aux révélations du *Financial Times*, Dryden Brown et la « Praxis » sont revenus sur le devant de la scène au cours du printemps 2024. En

2024, Praxis revendiquait 2 034 citoyens, 124 entreprises membres avec une valeur de 452 milliards de dollars.

En novembre 2024, Dryden Brown s'est rendu au Groenland avec pour projet d'acheter le territoire pour y réaliser son utopie de « Cité-État libérée », à quoi s'est ajoutée l'idée d'y installer un laboratoire pour l'expérimentation de la vie en conditions extrêmes dans le but d'une future colonisation de Mars, attirant ainsi l'attention appuyée d'Elon Musk.



Lors de ce voyage, Dryden Brown a affirmé :

« Soutenir l'indépendance du Groenland par la création d'un État à charte privée serait dans l'intérêt des États-Unis »

L'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis en novembre 2024, puis son investiture officielle en janvier 2025, a acté l'offensive libertarienne des monopoles de la Tech pour la relance du capitalisme américain en acquérant le Groenland pour en faire une base libérée pour « l'élan entrepreneurial ».

L'espoir de relancer le capitalisme en revenant à ses origines du XVI^e siècle

Si l'on résume le projet des monopoles de la Tech, on a l'addition de l'idéal libertarien d'Ayn Rand combiné à l'espoir d'un possible retour au début du capitalisme, avec ses villes marchandes (Florence, Venise, Gênes, Anvers, Amsterdam...).

Il s'agit ici de faire une poche autonome et séparée de la société défaillante pour des entrepreneurs aristocrates dans le but de relancer la machine à profits, en profitant de l'élan des forces productives de la période 1989-2020, particulièrement dans l'économie numérique.

L'idéal libertarien est dorénavant « possible » par l'approfondissement sans commune mesure de la trajectoire initiée par le taylorisme, à savoir la division entre intellectuels et manuels.

C'est l'idée de « l'État-réseau » développée par Balaji Srinivasan, fondateur de la plateforme de cryptomonnaies « Coinbase ».

Les dirigeants des monopoles de la dernière période d'accumulation capitaliste s'imaginent pouvoir gérer leurs capitaux en sécession complète de leur valorisation réelle.

Il est recherché un élan nouveau en revenant aux sources historiques de l'accumulation capitaliste, un élan qui se veut pouvoir embarquer toutes les forces capitalistes occidentales dans cette perspective.

C'est un idéal qui est évidemment réactionnaire. Mais il faut remarquer que cette démarche, couplée à sa base matérielle que sont les nouvelles technologies, permet de faire impression auprès des classes dominantes du capitalisme occidental.

On se retrouve ici en réalité dans une sorte de néo-futurisme, avec le même maniement d'une projection futuriste sur la base des technologies de vitesse (ici le numérique qui facilite les transactions et les échanges rapidement), tout en légitimant la chose par la réactivation du passé.

Rappelons ici les points principaux du manifeste du futurisme italien, écrit par Filippo Tommaso Marinetti et publié notamment en 1909 par le quotidien français *Le Figaro*.

- « 1. Nous voulons chanter l'amour du danger, l'habitude de l'énergie et de la témérité.
- 2. Les éléments essentiels de notre poésie seront le courage, l'audace et la révolte.
- 3. La littérature ayant jusqu'ici magnifié l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing.
- 4. Nous déclarons que la splendeur du monde s'est enrichie d'une beauté nouvelle: la beauté de la vitesse. Une automobile de course avec son coffre orné de gros tuyaux, tels des serpents à l'haleine explosive... une automobile rugissante, qui a l'air de courir sur de la mitraille, est plus belle que la Victoire de Samothrace.
- 5. Nous voulons chanter l'homme qui tient le volant, dont la tige idéale traverse la Terre, lancée elle-même sur le circuit de son orbite.

6. Il faut que le poète se dépense avec chaleur, éclat et prodigalité, pour augmenter la ferveur enthousiaste des éléments primordiaux.

7. Il n'y a plus de beauté que dans la lutte. Pas de chef-d'œuvre sans un caractère agressif. La poésie doit être un assaut violent contre les forces inconnues, pour les sommer de se coucher devant l'homme.

8. Nous sommes sur le promontoire extrême des siècles !... À quoi bon regarder derrière nous, du moment qu'il nous faut défoncer les vantaux mystérieux de l'Impossible? Le Temps et l'Espace sont morts hier. Nous vivons déjà dans l'absolu, puisque nous avons déjà créé l'éternelle vitesse omniprésente.

9. Nous voulons glorifier la guerre – seule hygiène du monde –, le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles idées qui tuent, et le mépris de la femme.

10. Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les lâchetés opportunistes et utilitaires.

11. Nous chanterons les grandes foules agitées par le travail, le plaisir ou la révolte; les ressacs multicolores et polyphoniques des révolutions dans les capitales modernes; la vibration nocturne des arsenaux et des chantiers sous leurs violentes lunes, électriques; les gares gloutonnes avaleuses de serpents qui fument; les usines suspendues aux nuages par les ficelles de leurs fumées; les ponts aux bonds de gymnastes lancés, sur la coutellerie diabolique des fleuves ensoleillés; les paquebots aventureux flairant l'horizon; les locomotives au grand poitrail qui piaffent sur les rails, tels d'énormes chevaux d'acier bridés de longs tuyaux et le vol glissant des aéroplanes, dont l'hélice a des claquements de drapeaux et des applaudissements de foule enthousiaste. »

Notons ici ce point essentiel, propre à la situation italienne.

Derrière le futurisme, compagnon de route culturel du fascisme, il y avait la conjugaison d'une fascination entre la vitesse du train, de la voiture, avec, dans les faits, le triomphe de l'urbanité sur la campagne maintenue dans l'arriération complète.

Et c'est bien là que l'on voit que cet idéal libertarien est né directement de la vaste poussée capitaliste de la période 1989-2020.

En effet, si le fascisme du XXe siècle a cherché à combiner nouvelles forces productives avec la réactivation romantique du passé féodal, les libertariens n'en reviennent pas au fantasme du « pays réel » et de ses « paysans enracinés ».

Ce dont ils rêvent, c'est de l'entrepreneur marchand et de la ville-État capitaliste des débuts.

Finalement, et cela se lit dans les comportements de Donald Trump, Elon Musk et tous les autres, ces capitalistes agressifs se verrait bien en *patriciens*.

Ils aimeraient flotter au-delà de la réalité en étant des notables richissimes, qui apporteraient par leurs initiatives des élans géniaux au capitalisme. C'est un fantasme d'entrepreneur s'imaginant comme relevant d'une nouvelle aristocratie.

C'est là le signe au fond que la roue de l'Histoire ne peut pas revenir en arrière dans les grands pays capitalistes, qui sont devenus impérialistes.

Il n'est même plus possible de puiser dans le passé féodal pour espérer bloquer la roue de l'Histoire. Cela n'est plus valable que pour les pays du tiers-monde, qui restent bloqués dans une situation semi-féodale semi-coloniale.

Pour la bourgeoisie des pays capitalistes, il faut en revenir au capitalisme lui-même, car il n'y a plus que lui, tous les anciens modes de production ayant été assimilés.

Seuls les éléments à la marge veulent réactiver des formes passées, comme les narcos qui veulent faire réémerger des formes du mode de production esclavagiste.

Cela ne concerne pas cependant la réalité des forces productives au sens strict.

L'émergence des libertariens est ainsi à la fois un signe de décadence du capitalisme, mais de maturité pour l'avènement général du socialisme.

Le renouvellement du capitalisme sur la base de fantasmes est impossible.

C'est l'heure historique de la socialisation. ■

À l'extrême-gauche du gaullisme : les positions déviationnistes de l'extrême gauche française sur les situations iranienne et vénézuélienne

L'année 2025 et cette année 2026 qui débute ont été marquées par un événement capital dans la compréhension de la seconde crise générale : l'action de Donald Trump à la tête des États-Unis d'Amérique.

Son arrivée au pouvoir a été un bond dans la situation issue de la crise née sur le terrain du covid-19. La revue *Crise* l'a analysé en long et en large dans le numéro qui lui a été consacré.

Tous les événements qui se sont enchaînés par la suite ont confirmé que le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche marquait l'entrée franche de la superpuissance impérialiste américaine dans la bataille pour le repartage mondial, principalement face à son *challenger* chinois.

Avec l'administration Trump, il n'est plus question de se défendre, mais d'assumer entièrement de refaçonner le monde, et surtout de l'« hémisphère occidental », dans le but de maintenir la superpuissance américaine hégémonique dans cette région du monde et ainsi de contrecarrer les avancées chinoises.

C'est tout le sens de la « revue nationale stratégique » des États-Unis publiée à la fin de l'année 2025.

Ce cadre historique met fin à la période 1989-2020, durant laquelle plusieurs régimes se sont développés dans le sillage de la décomposition du social-impérialisme soviétique, tout en s'appuyant sur la montée du capitalisme chinois comme allié majeur.

Ces régimes ont ainsi pu renforcer leurs positions dans le pôle concurrent des États-Unis et conserver un pouvoir d'attraction sur une partie de la petite bourgeoisie contestataire des métropoles des pays capitalistes avancés.

On parle bien évidemment des régimes boliviens d'Amérique latine, avec notamment la figure d'Hugo Chavez qui prétendait développer un « socialisme du XXI^e siècle ».

Il y a toutefois aussi le régime iranien qui, depuis la révolution islamique de 1978-1979, alors soutenu par toute une frange de gauche aisément qualifiée d'« islamomarxiste », est apparu comme soi-disant un « pôle anti-impérialiste ».



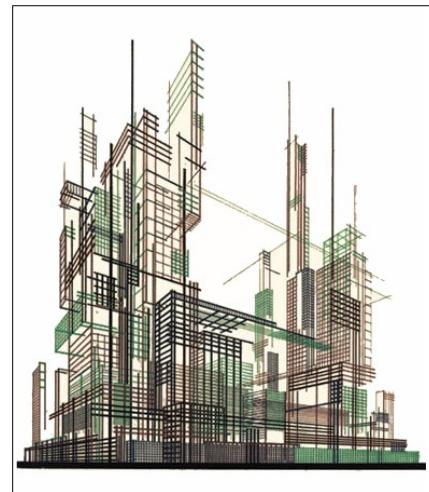
Évidemment, les régimes boliviens ont surtout pu faire impression sur toute la scène révisionniste issue du « marxisme-léninisme », du « hoxhaïsme », etc., quand le régime iranien a été une source d'inspiration pour la frange post-marxiste issue de la « seconde gauche », dont la nature historique fut de chercher précisément à « enrichir » le marxisme avec d'autres idéologies, voire surtout des *spiritualités dites alternatives*.

Il faut ici noter que ce qu'on nomme la « seconde gauche » est née en France sur le terrain des luttes « décoloniales », notamment dans le soutien dans les années 1960 au Front de libération nationale (FLN) algérien, dont on sait qu'il n'a en aucun cas servi l'émancipation réelle des masses algériennes.

Or, l'ébranlement de ces régimes vient briser les illusions et ramène à la réalité concrète toute une frange de l'extrême-gauche française ancrée dans la petite bourgeoisie contestataire et son allié, l'aristocratie ouvrière.

Par ébranlement, on entend la capture du président du Venezuela, Nicolás Maduro, ainsi que celle de sa femme le 3 janvier 2026 par les États-Unis, et le vaste mouvement de contestation populaire du régime des Mollahs en Iran entre la fin décembre 2025 et le début de l'année 2026.

Dans les deux cas de figure, ces situations sont nées sur le terrain de l'accentuation des rivalités inter-impérialistes dans le cadre de la seconde crise générale, opérant une pression énorme sur ces régimes les faisant vaciller.



Dans le cas de l'Iran, mis sous pression depuis l'été 2025 et le raid aérien des États-Unis baptisé « Marteau de minuit », il y a le fait que le peuple intervient, enfin, comme un troisième acteur protagoniste.

Toujours est-il que c'est l'« analyse concrète d'une situation concrète » de Lénine, qui a toujours manqué aux couches sociales qui nourrissent depuis toujours une multitude d'organisations « à la gauche de la gauche ».

À la place, cela donne lieu à des analyses théoriques alambiquées finissant par caricaturer la réalité. Ces organisations se placent de fait en courroie de transmission du capitalisme à l'intérieur des métropoles du capitalisme avancé et en soutien à une des fractions de la bourgeoisie bureaucratique dans les pays du tiers-monde. La prétention révolutionnaire n'était qu'un masque qui cachait leur vraie nature.

Lorsque dans le tiers-monde certaines fractions de la bourgeoisie bureaucratique pouvaient maintenir encore l'illusion de prétentions « socialistes » ou « anticapitalistes », « anti-impérialistes », les choses pouvaient encore faire impression. Le masque fonctionnait, il suffisait de reprendre leur propagande.

L'irruption de la seconde crise générale — qui a brutalement interrompu le cycle d'accumulation pacifique du capitalisme mondial entre 1989 et 2020, cycle ayant lui-même détruit les acquis révolutionnaires du XX^e siècle — a fait tomber le voile qui dissimulait les véritables intérêts des fractions « de gauche » des bourgeoisies bureaucratiques, ainsi que ceux de leurs relais « de gauche » dans les métropoles occidentales.

La dynamique actuelle, marquée par le déploiement d'une tendance à la guerre de repartage mondial et par l'épuisement du patrimoine révolutionnaire — qui obligeait autrefois ces régimes à adopter le langage du marxisme pour se poser en pseudo-opposants au libéralisme occidental — montre leur vrai visage.

Au milieu des années 2020, ils apparaissent pour ce qu'ils ont toujours été : des régimes capitalistes bureaucratiques, ayant pu accumuler des forces à l'ombre du développement massif du capitalisme chinois.

À partir du moment où la superpuissance américaine engage ouvertement l'affrontement avec ce dernier, ces régimes intermédiaires et secondaires ne peuvent plus maintenir l'illusion et se trouvent contraints de s'ajuster aux exigences de la conjoncture historique.

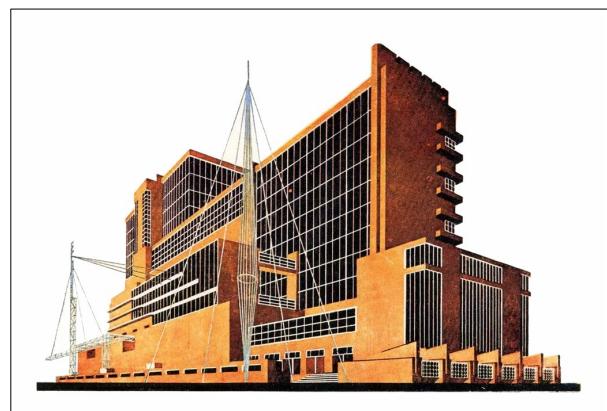
Les organisations qui n'ont pas adopté une véritable démarche matérialiste dialectique — qu'elles soient restées bloquées à l'entrée du XXI^e siècle ou qu'elles aient été influencées par la « seconde gauche » devenue une gauche postmoderne — en subissent aujourd'hui lourdement les conséquences.

Elles tentent alors désespérément de sauver les apparences, bricolant des positions incohérentes pour préserver leur image.

Voici par exemple la position du « Pôle de renaissance communiste en France » sur l'Iran :

« soutien à toute forme d'opposition démocratique et ouvrière affrontant A LA FOIS le régime clérical ET l'impérialisme, donc refusant haut et fort toute intervention US contre l'Iran et réaffirmant l'alliance stratégique de l'Iran avec les BRICS ainsi qu'avec le peuple palestinien.

Et refus concomitant de cautionner toute forme d'exploitation par l'impérialisme américain et par ses vassaux français et européens des contradictions internes à l'Iran pour remettre Téhéran sous la tutelle de cet ENNEMI PRINCIPAL des peuples, des travailleurs, des femmes et de la paix mondiale, donc de l'humanité tout entière, qu'est l'hégémonisme euro-atlantique »



On a la même position frileuse du côté d'une scission récente du PRCF, l'OCF (Organisation communiste en France) :

« Le sort de l'Iran est entre les mains de son peuple qui, nous l'espérons, saura conjurer le spectre d'une guerre civile qui ne pourrait déboucher que sur une partition du pays et sur le pillage de son industrie, de ses intellectuels et de ses ressources naturelles au profit de l'impérialisme. »

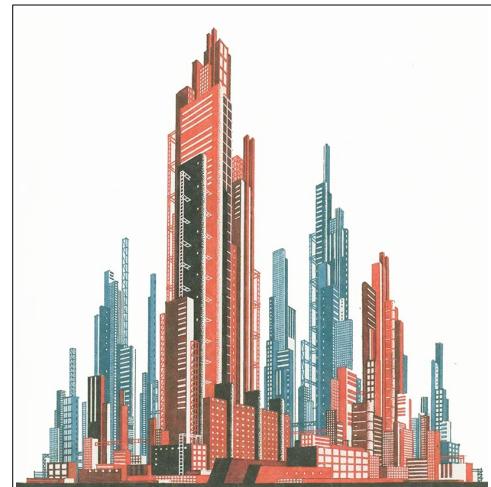
Dans les deux cas, il ne s'agit pas de lever haut et fort le drapeau rouge chez ces gens, qui convergent avec la superpuissance impérialiste chinoise. On doit même dire qu'on trouve ici la crainte contre-révolutionnaire que la lutte des classes en Iran mette finalement à bas le régime des mollahs et ainsi nuise à la Chine.

Pour le PRCF, et sa scission récente, l'OCF, la Chine est considérée comme un pôle alternatif à l'hégémonie américaine. Il faut donc à tout prix éviter que ce camp ne s'affaiblisse. Au-delà, compte tenu du fait qu'à leurs yeux seul le camp des États-Unis d'Amérique serait impérialiste, il ne peut pas y avoir de lecture dialectique des événements en cours, tout comme de la période en général.

Tout ne serait que de la faute des États-Unis, de leur volonté hégémonique, etc., il n'y aurait pas de chocs et de rivalités entre deux superpuissances pour le repartage mondial.

Du côté de l'« Union pour la reconstruction communiste » (URC), qui évolue dans les mêmes sphères que le PRCF et sa scission l'OCF, rien n'est dit sur la situation en Iran... jusqu'au 24 janvier 2026, afin de dénoncer toute ingérence.

C'est en soi très révélateur sur l'inconfort que suscite cette situation, et donc l'impréparation complète face aux enjeux révolutionnaires.



Voici le communiqué en entier de l'URC, qui vaut le coup tellement il est dénonciateur des luttes populaires, tellement il protège le régime iranien en relativisant ou niant sa répression sanglante, tellement il cherche à dépolitiser la contestation afin de protéger le régime des mollahs en lui-même.

Il est difficile de faire pire.

« Non à toute ingérence impérialiste en Iran !

L'inflation galopante des derniers mois en Iran, conséquence surtout des sanctions économiques renforcées qui lui sont imposées, a provoqué des mouvements sociaux, lesquels n'avaient aucune connexion, au départ, avec l'impérialisme.

Le mouvement social fut évidemment une aubaine pour Israël et l'impérialisme UE-US, qui, depuis la cinglante défaite de leurs bombardements de 2025 sur Téhéran (la “guerre des 12 jours”), cherche toujours et par tous les moyens à remodeler la région au profit de

l’entité sioniste, dans le prolongement du génocide perpétré à Gaza, et à affaiblir un État qui résiste à l’hégémonie impériale états-unienne et allié de la Russie et de la Chine : soutien à l’égorgeur Joulani en Syrie (qui massacre aujourd’hui les kurdes syriens) pour couper la route logistique de la résistance irano-libanaise, pilonnage du Sud-Liban et assassinat de Hassan Nasrallah, soutien au Somaliland contre le Yémen.

Dès lors, nous ne pouvons passer sous silence cet interventionnisme israélo-occidental, non seulement sur le plan politique (le boucher Netanyahu et le gangster Trump se sont mués en chantre de la « démocratie »), mais aussi bien sûr plus discrètement avec le rôle des services comme le Mossad et la CIA visant à jeter de l’huile sur le feu.

En France, des rassemblements “de soutien au peuple iranien” se sont tenus depuis une semaine.

Mais au cœur de ces manifestations, autour des anciens drapeaux de l’Iran frappés du “lion” royal, s’expriment le soutien à Reza Pahlavi, fils du dernier Chah d’Iran chassé en 1979, remis en selle par Israël et les Etats-Unis pour déstabiliser Téhéran.

Des drapeaux israéliens étaient même présents, et parfois même des appels à l’invasion militaire du pays. Ces rassemblements ont été soutenus par Nemesis, collectif “féministe” zemmouriste, ou par des réseaux pro-israéliens (comme le collectif Femmes Azadi), relayés par la macronie et le PS. Par contre, dans ces rassemblements, pas un mot sur les sanctions économiques dont le peuple iranien est la principale victime. Ce qui est tout de même problématique.

L’accélération des agressions militaires états-unies dans le monde, dont l’objectif est de retrouver tant bien que mal une hégémonie géostratégique sur tous les continents contre la Chine et d’autres puissances contre-hégémoniques, accompagne celle d’une propagande que nous devons déjouer, par-delà les pièges traditionnels de nos médias bourgeois.

Du faux charnier de Timisoara (1989) aux armes de destruction massive (2003), jusqu’au média-mensonge des “bébés décapités” après le 7 octobre 2023, chaque fois l’impérialisme se doit de mentir pour obtenir notre consentement avant toute offensive, avant toute opération militaire. L’Iran n’échappe pas à la règle. Restons vigilants.

Nous communistes réaffirmons le principe d’autodétermination des peuples, qui seuls doivent décider de leur destin, et de la non-ingérence des puissances impérialistes.

Là où nous sommes, en France, être utile au peuple iranien, c’est exiger d’abord de nos gouvernements la levée des sanctions économiques contre l’Iran !

Il en va naturellement de même sur la lecture de la situation au Venezuela, avec l'impérialisme américain qui aurait simplement des visées sur le pétrole.

Cela n'est pas faux, mais on l'aura compris, c'est simpliste et cela nie la dimension des rivalités inter-impérialistes.

Voici un extrait parlant de la position de l'Union pour la reconstruction communiste :

« La lutte du Venezuela pour son indépendance, sa souveraineté et son système de transformation sociale est enracinée dans des décennies de résistance contre l'impérialisme.

Le peuple vénézuélien, l'Armée nationale bolivarienne et le gouvernement légitime de Nicolás Maduro ont tout notre soutien et admiration pour leur détermination à défendre leur sol face à l'agresseur. »

Ce soutien assumé au régime issu du « chavisme » au Venezuela est en fait un marqueur de toutes les positions de cette sphère « marxiste-léniniste ».

L'Internationale « ICOR », dont fait partie en France Unité Communiste, a envoyé des représentants à l'ambassade du Venezuela en Allemagne, à Berlin, afin d'exprimer sa solidarité « anti-impérialiste ».

C'est une attitude absolument typique, c'est l'esprit du servilisme qui se précipite à la remorque des uns ou des autres. Incapables de disposer soi-même d'une réelle densité, il faut toujours que ces gens aillent se précipiter vers une force « porteuse ».

Et, de manière générale, la démarche a toujours le même fondement.

En filiation directe avec le révisionnisme du social-impérialisme soviétique des années 1960-1970, ces organisations n'ont bien évidemment aucune critique du féodalisme, sans même parler d'analyse de cette réalité dans les pays du Tiers-monde.

Pour elles, il s'agit de mettre en avant tel quel des régimes bureaucratiques pour s'imaginer être un soutien à une « lutte de libération nationale ».

Voici ce que dit PRCF :

« Solidarité avec les forces bolivariennes de ce pays, solidarité politique entière avec la République de Cuba gravement menacée, et plus globalement, solidarité avec tous les peuples agressés, strangulés ou menacés par l'hégémonisme débridé des États-Unis assis sur ce qui subsiste de l'ONU et du droit international ! »

Du côté de l'Organisation communiste en France, on a :

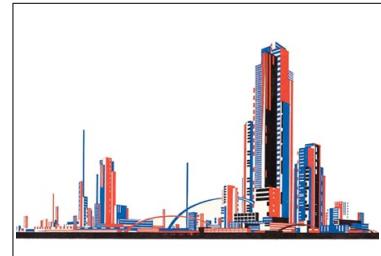


« une violation flagrante du droit international et s'inscrivent dans la stratégie impérialiste globale de l'atlantisme visant à renverser les gouvernements progressistes, antifascistes, patriotiques et anti-impérialistes. »

De tels gouvernements existent-ils ? Dans les rêves de ceux qui ont la nostalgie de la grande époque de l'URSS, de l'URSS social-impérialiste plus précisément, et en considérant qu'il suffisait alors de s'aligner sur elle pour se prétendre « communiste », « révolutionnaire », etc.

C'est de la construction intellectuelle et voilà pourquoi ces organisations révisionnistes sont ainsi bien loquaces sur le Venezuela, faisant de Maduro une figure anti-impérialiste.

Son régime négocie pourtant actuellement avec les US, comme toute nation semi-coloniale, semi-féodale qui cherche à quel impérialisme se vendre pour s'en sortir le mieux.



C'est là un reflet de l'affrontement entre couches dominantes d'un pays dominé, afin de perpétuer son train de vie sur le dos des masses, grâce aux miettes de l'impérialisme. Certains misent sur le challenger chinois, d'autres sur les États-Unis, dans le cadre du repartage global du monde.

Le régime du Venezuela n'a donc strictement rien d'anti-impérialiste, il est simplement contre un impérialisme... parce qu'il est lié à un autre.

C'est tellement flagrant que certains essaient de biaiser, comme « Reconstruction communiste ». Là aussi rien sur la situation en Iran. Mais, comme prévu, une longue analyse sur les événements au Venezuela. Voici un extrait qui, là aussi, illustre la position d'un groupe qui ne sait sur quel pied danser :

« Que l'expérience bolivarienne n'ait rien de communiste et qu'elle s'inscrive dans la tradition des régimes bourgeois développementalistes ne change rien à notre soutien inconditionnel au peuple vénézuélien.

Notre solidarité est avec tous les peuples victimes des puissances impérialistes et de la guerre à travers le monde.

En cas d'intensification du conflit armé, c'est bel et bien la défaite américaine qui apparaît comme la plus souhaitable et aucune équivalence ne peut être faite entre les deux belligérants.

La nature du régime bolivarien n'est au fond que très secondaire face à l'arbitraire impérialiste et sa volonté de contrôle de ses chaînes d'approvisionnement. Est considérée comme ennemie toute force s'opposant même partiellement à la captation de la rente impérialiste. »

La nature du régime bolivarien n'est au fond que très secondaire ? Les masses opprimées du Venezuela seront ravies de l'apprendre.

Et comment peut-on dire cela alors que la numéro 2 du régime, Delcy Rodríguez, aligne tranquillement désormais le Venezuela sur les intérêts américains, sans que rien ne soit changé en termes de structures étatiques ?

De manière bien plus caricaturale encore, on a les prétendus maoïstes de la « Cause du peuple » qui développent une analyse en réalité similaire aux révisionnistes du « marxisme-léninisme » tout en s'opposant aux trotskystes :

« [Les trotskystes] ne comprennent pas les bonds qui se produisent dans le développement des phénomènes et que la situation le 3 janvier n'est plus la même que le 2.

Ils ne comprennent pas que Maduro est le président légitime de la République et le chef des forces armées bolivariennes, qu'il est aujourd'hui prisonnier de guerre des USA et qu'il est, pour l'instant (tant qu'il ne trahit pas), du bon côté de l'histoire. »

Le président légitime, la principale figure d'une dictature militaire à idéologie populiste ? Un tel sinistre personnage, à la tête d'un régime criminel pour les masses, pourrait se retrouver du bon côté de l'histoire ? Autant dire alors la même chose de Saddam Hussein ou de Slobodan Milošević !

Résumons ainsi le problème. Ces organisations ont pris au mot des régimes anti-populaires relevant du capitalisme bureaucratique et ont évacué les contradictions de classe internes à ces régimes.

En réalité, ces régimes anti-populaires mobilisent leurs peuples sur des bases nationalistes et corporatistes, et maintenant qu'ils sont pris en sandwich dans la guerre de repartage mondial, ils s'effraient de l'affaiblissement « national » qui les ferait passer d'une domination impérialiste à une autre.

D'où leurs prétentions, leurs discours démagogiques à n'en plus finir, leur recherche d'idiots utiles dans les différents pays du monde.

Et s'ils trouvent des alliés « révolutionnaires », c'est que ces prétendus révolutionnaires, en réalité, ont une peur bleue que les masses populaires deviennent un protagoniste antagoniste avec *l'ensemble des puissances impérialistes*.

C'est là où tous ces gens se démasquent comme des gaullistes d'extrême-gauche.

Ce n'est pas une nouveauté : le Parti Communiste Français s'est en pratique soumis au gaullisme, il y a eu dans les années 1960 des marxistes-léninistes valorisant le gaullisme (le CMLF) ou bien basculant dans le soutien au gaullisme contre les grandes puissances (le PCMLF qui fit un meeting avec des activistes de droite).

Mais c'est toujours aussi dangereux et inacceptable. C'est soit du nationalisme révolutionnaire, soit du gaullisme social poussé à l'extrême. Cela n'a rien à voir avec la bataille pour le renversement de l'État français, pour la destruction de l'appareil d'État, pour la révolution socialiste. ■

Aucune compromission en France avec le gaullisme ou les souverainistes

- un état des lieux des restructurations de l'appareil politique et du développement de l'économie de guerre en France au début de l'année 2026

L'annonce par le président Emmanuel Macron, le 15 janvier 2026, d'un effort supplémentaire d'environ 35 milliards d'euros en faveur des armées françaises, lors d'une allocution depuis la base aérienne d'Istres, dans le sud de la France, s'inscrit dans un contexte marqué, depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine, que nous avions été les premiers à annoncer, par l'entrée dans la guerre pour le repartage du monde.

Voici comment Emmanuel Macron présente les choses et donne les directions du capitalisme français pour les années à venir :

« Nous devons continuer à le décliner aussi sur le plan capacitaire avec cette préférence européenne pour l'industrie de défense.

Je le disais, la France l'a constamment plaidé, nous l'avons inscrit dans les textes européens et des programmes dits EDIP à SAFE, et pardon de ces acronymes, nous avons réussi à

inscrire, ce qui était là aussi impensable, il y a quelques années, le fait que ces programmes de financement européens devaient imposer de l'achat européen. Ceci suppose aussi que nous soyons en capacité, nous, Européens, de fournir une offre crédible.

Et donc, c'est une exigence pour nous tous d'être en capacité de réponse aux besoins, de répondre aujourd'hui aux besoins des Ukrainiens, demain à nos besoins.

Et il faut veiller aujourd'hui au paradoxe dans lequel on peut se retrouver. Beaucoup de nations sont en train d'investir massivement, plus tard que nous, et parfois plus massivement, pour rattraper un retard.

Et en le faisant dans l'urgence, elles se tournent vers les capacités disponibles. Le risque, c'est qu'elles se tournent par trop vers des capacités non européennes.

Nous devons les convaincre d'acheter européen. Nous devons les convaincre avec nous de produire européen.

Nous devons donc plus vite innover en Européen, mais nous devons nous mettre en capacité de répondre à ces demandes en Européen. Un énorme travail a été fait ces dernières années par les ministres successifs des Armées, les chefs d'État-major et les DGA. Et je salue le rôle d'aiguillon de la DGA.

On a beaucoup parlé d'économie de guerre. J'ai moi-même, dès fin de l'hiver 2022, lancé cela. Beaucoup d'efforts ont été faits. Je les ai salués. Nous avons doublé, parfois triplé nos capacités de production, nos rythmes de production.

Soyons francs avec nous-mêmes. Est-ce que nous sommes en économie de guerre, à proprement parler ?

La réponse est non. Parce que si nous étions en guerre, j'ose espérer que nous ne produirions pas ainsi. Et je regarde ce que les Ukrainiens ont su faire. Ils ont fait autrement.

Nous n'avons pas la pression des événements de la même manière. Mais là aussi, ne nous habituons pas. Et je le dis avec beaucoup de force, ce que nous sommes en train de faire nous oblige. Je salue ici toutes nos entreprises de la défense qui ont contribué à ce travail, ont commencé leur montée en cadence et contribuent à l'effort de la défense.

Et je suis toujours heureux qu'elles soient à nos côtés pour ces vœux parce que le lien est organique avec nos armées. Elles accueillent beaucoup d'anciens. Parfois, elles essaient dans la carrière de nous en divertir quelques-uns. Mais ce lien est fort, il est nécessaire et c'est aussi une force de notre pays.

Et donc, je veux ici saluer l'ensemble des industriels et toutes les collaboratrices et collaborateurs. Mais en les saluant, en saluant tout ce qui a été fait ces derniers temps, en étant à leur côté, partout d'ailleurs où la France promeut son industrie de défense et l'exporte, et nous avons eu des magnifiques succès ces dernières années ensemble, y compris dans des géographies que d'aucuns pensaient impossibles, et nous allons continuer d'avoir des succès avec notre industrie de défense.

Je veux, en ce début d'année 2026, vous demander encore davantage. Nous avons besoin de produire plus vite, de produire en volume, de massifier encore davantage avec des systèmes plus légers et de façon innovante. On ne nous attend pas. Et je vous le dis, quand on a des délais qui sont de 5-7 ans pour des capacités nouvelles, c'est clair et net, on est en train de se faire sortir du marché.

Je vous le dis. Et ne vous trompez pas, vos clients d'hier sont vos compétiteurs d'aujourd'hui. On est en train de le voir. Et ils avancent à marche forcée, parce que partout dans le monde, ils investissent.

Et des très grands pays qui ont été nos clients jusqu'à récemment, ou qui sont les clients d'autres de nos compétiteurs, se dotent de leur propre capacité.

Il n'y a pas de marché garanti, il n'y a pas de chasse gardée. Il y a une compétition féroce qui nous impose d'être, nous, beaucoup plus volontaristes.

Et donc, pour les armées françaises, j'ai besoin d'une industrie de défense qui s'adapte davantage, qui ne considère plus que les armées françaises sont des clients captifs, parce que nous irons peut-être chercher des solutions européennes si elles sont plus rapides ou plus efficaces.

Et j'ai besoin d'industriels de défense qui regardent aussi la concurrence de manière plus lucide, et à qui je dis : « Allez plus vite, allez plus fort, produisez en masse, produisez plus léger, répondez aux demandes ».

Et j'ai des industriels de défense à qui je veux dire : je serai toujours avec nos armées à vos côtés, mais nous aussi, nous devons être plus Européens. Et donc, nous devons être plus Européens dans nos propres achats, nous devons être plus Européens dans nos stratégies industrielles, en bâtissant ces partenariats.

Le SAMP/T Nouvelle Génération est un très bon exemple. JEWEL, c'est un autre très bon exemple. L'initiative ELSA pour le tir dans la profondeur, je l'espère, précède des partenariats industriels qui iront dans ce sens. C'est la même chose que je veux aussi dans le spatial. Nous consolidons en Européens, avec l'opération dite BROMO, mais nous devons aussi bâtir des vraies constellations européennes, le faire peut-être plus vite et plus fort que ce qui était prévu, de manière plus véloce, plus légère.

On a un devoir tous ensemble : ne pas attendre. On a un devoir : être lucide sur la compétition dans laquelle nous sommes plongés et nous adapter à chaque instant.

Tout cela, on doit le faire en étant compétitif, efficace et en continuant, comme on l'a fait ces dernières années, grâce à l'engagement de nos industriels, en continuant de dérisquer notre industrie face à tous les risques ou à toutes les dépendances que nous avons sur des composants, des terres rares ou autres.

Et rappelez-vous, dès la pandémie, au début de la guerre, quand on a vu qu'on avait des dépendances, il y a eu une mobilisation de nos industriels, à juste titre, pour reconsolider la filière ou sauver des acteurs dont on avait besoin en amont. C'est exactement ça qu'on doit continuer de faire pour réduire nos dépendances dans toutes les capacités du jeu. Et je voulais là-dessus insister sur ce point. L'Europe de la défense, nous devons pleinement

l'habiter, nous devons en saisir les opportunités, y compris en matière d'innovation, y compris en matière de production et de déploiement. »

Du point de vue de l'État français, il s'agit de s'aligner sur l'intensification des menaces internationales, notamment suite à la pression accrue à la frontière européenne de la part des États-Unis d'Amérique sur le Groenland.

Il s'agit aussi de maintenir la crédibilité opérationnelle des forces armées françaises face à la Russie, et au-delà, à la Chine, en les inscrivant dans le cadre de l'Union européenne pensée désormais comme un syndicat capitaliste propre aux nations impérialistes secondaires de l'Europe de l'Ouest (sujet que nous avions analysé dans *Crise* n°26, avril 2024).

L'ensemble de ce cadre explique que la France, comme puissance secondaire affaiblie et décadente du mode de production capitaliste, entend jouer un rôle dans la phase actuelle de l'impérialisme, et prendre sa part dans la bataille cannibale dans laquelle sombre le capitalisme.

Pris dans la guerre pour le repartage du monde, l'État français est ainsi poussé au besoin implacable d'accélérer la modernisation et l'équipement militaire, toujours plus loin, après plusieurs années de montée progressive du budget de la défense : c'est la logique de la course aux armements, prélude à la guerre mondiale.

Cet effort ne constitue néanmoins pas un simple ajustement budgétaire, mais bien une inflexion structurelle touchant

l'appareil productif, l'organisation industrielle et, indirectement, les territoires locaux et la vie quotidienne des masses en France.

Seule une analyse sérieusement matérialiste dialectique peut montrer que cet investissement militaire prolonge une trajectoire historique initiée dans sa forme sous le général de Gaulle, tout en produisant aujourd'hui des effets territoriaux et sociaux spécifiques et concrets, relevant de la lutte des classes, que l'avant-garde révolutionnaire se donne pour tâche d'éclairer afin de pousser toujours plus loin l'antagonisme avec l'État bourgeois et ses institutions : c'est le mot d'ordre d'affronter, *et de vaincre*, notre propre impérialisme.

La profondeur historique : le choix gaullien comme matrice stratégique de l'économie de guerre en France

Dès les débuts de la Ve République, sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969), l'État bourgeois a adopté un choix stratégique fondamental que l'on peut résumer ainsi : faire de l'appareil militaro-industriel le pilier matériel de sa base productive, dans l'optique d'assurer la souveraineté nationale de l'État bourgeois français dans le cadre de l'affrontement entre le camp des États-Unis, auquel appartient la France, et celui du social-impérialisme soviétique.

La création d'une dissuasion nucléaire indépendante, ainsi que la sortie du commandement intégré de l'OTAN et la

structuration d'industries nationales de défense traduisent cette conception impérialiste.

La puissance politique que vise le capitalisme français repose avant tout sur des capacités productives autonomes.

Cette stratégie, nous sommes en mesure de la comprendre grâce à notre vision matérialiste dialectique des capacités collectives que doit se donner la démocratie populaire que nous visons en France : sans maîtrise des moyens matériels de défense, l'indépendance politique serait illusoire.

Mais à l'interprétation erronée, autoritaire et anti-populaire, de la défense que porte la bourgeoisie, nous opposons une vision prolétarienne, démocratique et populaire, de la défense : celle d'une armée populaire, fer de lance de l'État prolétarien et de la dictature qu'il sera en mesure d'établir pour briser l'appareil social de la bourgeoisie en France, à commencer, justement, par son complexe militaro-industriel.

La bourgeoisie a sa doctrine militaire, pilier de son État, en France, les masses, organisées par le prolétariat comme seule classe révolutionnaire, dirigée par son Parti d'avant-garde, doivent lui opposer une doctrine antagoniste, pilier de l'État révolutionnaire en formation par la lutte militaire prolongée.

À ce titre, rien de plus opposé à l'armée populaire révolutionnaire que l'idée d'une défense fondée sur la dissuasion nucléaire. Le peuple en armes démantèlera aussitôt que possible

l'épouvantable arsenal nucléaire de l'État bourgeois, et toutes les forces révolutionnaires doivent en permanence et sans trêve dénoncer et s'opposer à son existence même.

Les choix opérés sous de Gaulle ont ainsi conduit l'État bourgeois à investir massivement dans des secteurs industriels lourds, technologiquement avancés et étroitement contrôlés, souvent au moyen d'une planification, bureaucratique et incomplète, mais essayant de viser le long terme.

Ainsi s'est solidifiée considérablement une base industrielle et technologique de défense (parfois désignée comme BITD) répartie sur plusieurs régions françaises. L'industrie de défense devient dès lors une structure à la fois stratégique, économique et territoriale fondamentale du capitalisme français.

Continuités et ruptures entre le gaullisme et la stratégie actuelle

L'effort militaire annoncé en 2026 s'inscrit donc dans cette continuité structurelle. Néanmoins, le contexte a bien sûr profondément changé.

Là où l'État gaullien disposait d'un contrôle assez large sur l'économie nationale, l'État contemporain agit dans un cadre désormais contraint par la compétition mondiale au sein du capitalisme. Aussi, les règles budgétaires établies dans le cadre de l'Union européenne et la domination nette de grands monopoles industrialo-financiers sur l'économie jouent leur

rôle pour conditionner la marge de manœuvre du capitalisme français et de son État.

Les marges de manœuvre actuelles de la bourgeoisie ne reposent donc plus sur une planification industrielle qu'on pourrait définir comme plus ou moins centralisée, fut-elle bureaucratique et limitée, mais sur une combinaison de commandes publiques, de partenariats industrialo-financiers et de régulations qui se voudraient incitatives.

De toute façon, la bourgeoisie est incapable de penser, de planifier l'économie, même pour défendre le capitalisme en mode impérialiste, en raison de ses limites en tant que classe : impossible de planifier sans collectiviser, sans aller au Socialisme.

La « planification » bourgeoise est donc par définition limitée, elle ne peut assumer une vue d'ensemble qui conduirait par nature à dépasser le capitalisme lui-même.

Fort de notre maîtrise du matérialisme dialectique, nous affirmons que la planification ne peut être réduite à une technique de gestion ou à un outil neutre de régulation économique : elle constitue un rapport social qui suppose la remise en cause de la loi de la valeur et de la propriété privée des moyens de production.

Or, la bourgeoisie, en tant que classe historiquement définie par l'accumulation du capital et la recherche du profit, ne peut concevoir une organisation de la production fondée sur les besoins sociaux sans nier sa propre existence.

Les formes de « planification » qu'elle met en œuvre relèvent alors et toujours d'une rationalisation du capital, destinée à en stabiliser les contradictions, non à les dépasser. L'État bourgeois demeure l'instrument de cette domination de classe et ne peut aller au-delà de cette fonction sans transformation révolutionnaire. Ainsi, une planification authentique n'est pensable que comme produit d'un changement de rapports de production et de la disparition de la bourgeoisie comme classe dominante.

Certains souverainistes se réclamant du néo-gaullisme parlent de revenir à ce genre de « planification » formelle, et il ne manque jamais de courants « marxistes-léninistes » pour penser devoir les soutenir, reproduisant la soumission du PCF au gaullisme, qui a conduit à son propre effondrement.

Ces courants « marxistes-léninistes » sont, traditionnellement, au cœur du révisionnisme en France, portant les intérêts de l'aristocratie ouvrière

Cependant, que la bourgeoisie réclame ou non une planification, elle veut de toute manière renforcer le dirigisme de l'État et la logique reste comparable : sécuriser des capacités productives essentielles au complexe militaro-industriel afin de garantir l'autonomie stratégique de la France.

L'effort de 35 milliards d'euros se donne ainsi concrètement pour but d'augmenter les capacités de production de munitions, de renforcer l'industrie aéronautique et navale militaire, et

d'accélérer les innovations technologiques duales (civiles et militaires).

Les effets de la restructuration du capitalisme en France dans la perspective de la Guerre Mondiale

Le premier effet concret de la restructuration du capitalisme en France autour de son complexe militaro-industriel, qui en est un aspect central au plan historique, est territorial.

Si la dimension territoriale n'est pas explicitement formulée comme un objectif politique du plan, par exemple en termes d'aménagement du territoire, comme cela a été le cas dans une perspective largement héritée du Front Populaire de 1936, reprise par le Gaullisme, elle en constitue une conséquence directe.

En effet, les industries de défense sont historiquement concentrées dans certains territoires, qui bénéficient en conséquence des investissements publics sectoriels sur ce plan.

Notamment, le Sud-Ouest de la France constitue un exemple emblématique. Autour de Toulouse, Bordeaux et Mont-de-Marsan, se concentrent des activités liées à l'aéronautique militaire, au spatial et aux systèmes électroniques de défense.

L'augmentation des budgets permet d'accroître les cadences de production, de sécuriser relativement l'emploi qualifié et de renforcer les liens entre

universités, centres de recherche et industrie.

Ce territoire devient ainsi un espace productif stratégique, fortement dépendant de la commande publique militaire, selon la logique élaborée en Californie notamment du « cluster » capitaliste, devant repousser la « frontière » techno-scientifique en organisant en réseau les capacités rassemblées par le capitalisme. La Silicon Valley à San Francisco est en fait l'emblème de ce modèle en arrière-plan.

Ce qui permet en conséquence d'ouvrir un espace en France au déploiement de l'idéologie libertarienne, au moins dans certains secteurs de la bourgeoisie et de son appareil culturel et médiatique. Toute une partie du discours d'Emmanuel Macron colle à cette idéologie sur le fond, l'idée de mettre l'accent sur l'innovation, d'assumer la compétition, de s'appuyer sur les « talents », etc...

L'Île-de-France joue un rôle différent mais complémentaire. Elle concentre les fonctions de conception, de recherche avancée et de pilotage stratégique. Les grands centres de recherche, les états-majors industriels et les institutions scientifiques y sont implantés. La valeur ajoutée stratégique y est particulièrement élevée, ce qui renforce la différenciation territoriale avec le reste des régions.

Les régions littorales de Bretagne et de Normandie illustrent quant à elles une spécialisation navale marquée. Les chantiers navals militaires et les bases

associées structurent profondément l'économie locale.

L'effet stabilisateur de la commande militaire est réel, mais il s'accompagne d'une forte dépendance économique au complexe militaro-industriel.

Enfin, certaines régions du Centre et de l'Est de la France connaissent une forme de réindustrialisation ciblée autour de l'armement terrestre et des munitions. Ces territoires voient revenir des activités industrielles lourdes, souvent associées à des emplois ouvriers qualifiés, mais dans un cadre productif étroitement subordonné aux besoins militaires.

Transformations de l'appareil productif en vue de l'économie de guerre

L'effort militaire entraîne ainsi une réorientation partielle de l'appareil productif français.

Il favorise un retour de l'industrie lourde dans certains territoires, encourage l'innovation technologique dans des secteurs de pointe et renforce le rôle de l'État comme donneur d'ordre central.

Toutefois, on aurait tort de considérer simplement cette transformation comme sélective ou de poser simplement la question des arbitrages budgétaires et des priorités économiques.

Il s'agit là d'une transformation structurelle liée à la nature même du capitalisme français dans sa perspective

historique, c'est en fait une question essentiellement qualitative.

Le capitalisme français marche nécessairement vers la guerre.

Sur le plan social, les effets sont dès lors significatifs de la lutte des classes.

À court terme, les territoires concernés bénéficient d'une stabilisation de l'emploi et d'une valorisation des compétences industrielles et techniques.

À plus long terme, l'expansion du complexe militaro-industriel va limiter les marges de négociation sociale des appareils syndicaux qui se sont développés dans le capitalisme et renforcer des formes de discipline du travail liées aux impératifs fixés par l'État bourgeois et les grands monopoles.

Les conséquences sociales et culturelles vont donc être immenses, à mesure que ces restructurations se déploient, la caporalisation des masses va aller en s'affirmant.

Dialectiquement, cela doit pousser à militariser notre antagonisme avec l'État bourgeois.

Pour les révolutionnaires, il n'y a donc aucun espace pour accompagner les restructurations que vise l'État bourgeois et son régime, aucun espace pour s'allier au renforcement des capacités d'organisation de l'État bourgeois et des grands monopoles.

La dénonciation du militarisme en prônant un « retour » à un compromis illusoirement « civil » avec le

capitalisme français est aussi impossible.

Le complexe militaro-industriel est au cœur même du capitalisme, comme nous le soulignions déjà dans *Crise 28* (décembre 2024) lorsque nous avions analysé la question de la mise en forme des restructurations de l'appareil militaro-industriel en France, notamment exposées clairement par le Ministre des Armées d'alors, Sébastien Lecornu (aujourd'hui premier Ministre), dans son livre : *Vers la guerre ?*

La ligne qu'il a posée est celle qu'Emmanuel Macron décline en pratique dans son discours à Istres, et se présente dans la continuité historique du national-catholicisme républicain, c'est-à-dire en l'espèce du gaullisme, dans la continuité des institutions de la Ve République et même dans la continuité de la société bourgeoise de la consommation.

Formellement, cette ligne s'adresse aux cadres de la bourgeoisie et aux « talents » issus des masses voulant les rejoindre, pour aligner l'État et la société française sur les grandes entreprises du complexe-militaro-industriels à l'armée mais sans en exposer trop ouvertement les conséquences ou plutôt sans les assumer ouvertement.

Cette ligne entend tenir les masses aussi loin que possible des affaires militaires et d'un État en mode impérialiste, car la guerre et sa conduite sont l'affaire de spécialistes disciplinés et compétents, que les masses ne peuvent pas vraiment

comprendre et pour lesquelles elles ne sont pas fondamentalement utiles, sinon pour fournir les « talents » nécessaires.

Pour autant, il ne peut être question en raison même des besoins du capitalisme impérialiste de « geler » la société.

La ligne d'Emmanuel Macron n'est donc pas une ligne de fou furieux impérialiste, en apparence. C'est une ligne technicienne, qui se veut posée, pragmatique, sérieuse et experte.

Dans le contexte de décadence rongeant l'État bourgeois en France, c'est donc une manœuvre à prendre au sérieux et à démolir frontalement pour ce qu'elle est : un pas de plus de l'appareil d'État bourgeois de notre pays en direction du carnage de la guerre impérialiste, qu'Emmanuel Macron propose d'envisager comme une sorte d'épreuve, un signe des temps, voire comme une opportunité.

La ligne rouge que nous portons entend répondre à cette militarisation par le haut en direction de la guerre impérialiste par une militarisation par le bas en direction de la guerre populaire.

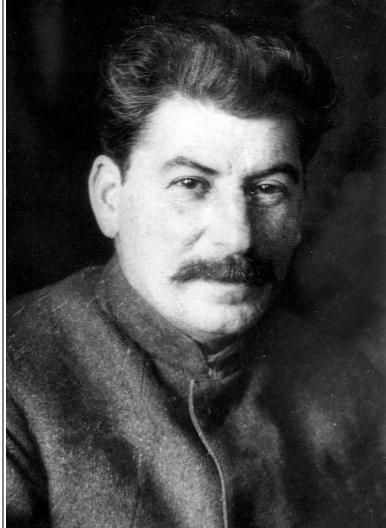
Chaque pas que fait l'ennemi dans sa direction, renforce notre espace dans la nôtre. Mais à la différence d'Emmanuel Macron et de l'État bourgeois qui marche vers les ténèbres et l'abîme, nous avançons vers la lumière et le ciel ! ■

Le courant « décolonial » : un produit décadent de l’impérialisme en quête d’un idéalisme petit-bourgeois et donc à la remorque

Le courant dit « décolonial » est né sur le terrain de la décomposition de la gauche marxiste et du renforcement de l’influence du milieu universitaire et de ses théories de la « déconstruction » sur ce qui est resté de la « gauche ». Cette tendance évolue dans le sillage de la mouvance historique du Parti des Indigènes de la République (PIR), avec notamment le média « Parole d’Honneur ».

Pour aller plus dans les détails, il faut bien remarquer que les « décoloniaux » qui sont apparus historiquement à travers le Parti des indigènes de la République sont issus du post-trotskisme.

Il y a donc chez eux un décalque manifeste de la théorie de la « révolution permanente » à leur critique du colonialisme : partout, tout le temps, il y aurait des colons et des colonisés, des blancs et des racisés, et ce schéma doit être abattu, en fait « déconstruit » notamment par les « penseurs occidentaux ».



C'est le masque d'une petite-bourgeoisie évoluant en Occident, mais à la marge de l'État, et qui cherche à tout prix à s'intercaler dans les jeux de pouvoir de la bourgeoisie au niveau mondial pour prétendre à des places.

Ce courant apparaît en fait comme un aspect possible de la modernisation du capitalisme, tant au niveau intérieur des métropoles pour mieux « inclure » les minorités, qu'au niveau extérieur des pays du Tiers-monde vassalisés pour les ramener dans le giron de leur propre impérialisme par le biais de la « déconstruction ».

C'est ce qui explique qu'il y a toujours un soutien unilatéral aux peuples colonisés, sans qu'ils aient jamais le droit d'être critiqués dans leurs choix ni même qu'on leur demande leur avis.

Ils sont un lieu de projection.

Tout comme chez les trotskistes, il y a un soutien unilatéral, partout, tout le temps, aux masses populaires en tant que tel, sans compréhension du cadre national et de la stratégie induite.

Les « décoloniaux » tracent leur perspective dans ce sillage en défendant de la même manière les « nations colonisées » contre « l’impérialisme ». C’est une lecture binaire qui se décline partout dans le Tiers-monde, mais donc aussi dans les métropoles du capitalisme avancé en ce qui concerne la critique du « racisme ».

C’est ce qui explique que leurs catégories d’analyse sur le « racisme », « l’impérialisme », le « colonialisme », le « marxisme »... recouvrent des éléments qui ne proviennent nullement de la « première gauche » issue du mouvement ouvrier, mais d’une combinaison d’éléments de la seconde gauche liée au trotskisme et des théories universitaires de la « déconstruction ».

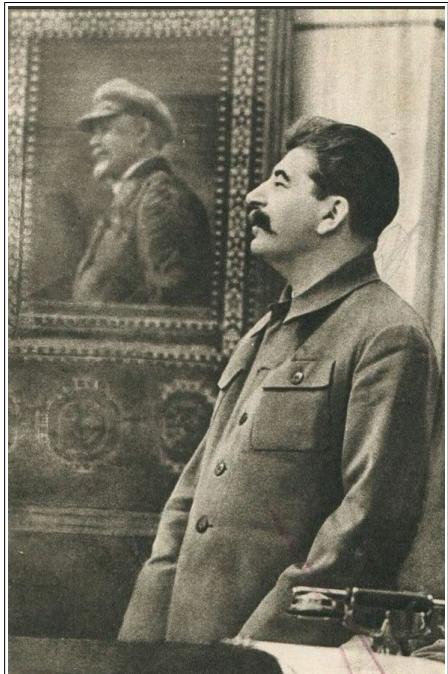
Soulignons ici que, dans l’influence de ces théories, un des éléments fondamentaux est le rejet de l’universalisme au profit du *relativisme culturel*, une catégorie chère aux chaires d’anthropologie et de sociologie.

Il n’y aurait pas de logique historique au développement humain, avec un point d’aboutissement supérieur pour la société humaine comprise universellement, bien que marqué par un processus sinueux déterminé par le développement inégal.

Rien ne les révulse le plus que de dire qu’une société humaine organisée par le capitalisme est supérieur à une société humaine encore imbriquée dans le féodalisme car ils ne voient pas ces modes de production.

Dans la logique de ce courant, il n’y a pas de modes de production qui se succèdent, s’articulent et s’entrecroisent sur le chemin de l’Humanité vers son unification et sa complexification. Il y a des « systèmes », des « structures », qui sont en fait surtout un système qu’est le « colonialisme » qui a été initié par l’Occident.

Pour les « décoloniaux », puisque l’Occident a dominé le monde, alors tout ce qui n’en relève pas doit suivre son « propre » parcours et tout ce qui relève de ce parcours doit être accepté, car sinon il y aurait une lecture « condescendante » relevant de l’« imaginaire colonial occidental », etc.



Ils ont ici pu bénéficier des analyses idéalistes de Michel Foucault sur les évènements de la révolution iranienne de 1979, et dont on retrouve l'analyse dans le numéro 37 de *Crise*, publié en juin 2025.

Pour émanciper les « colonisés », il faudrait pouvoir « déconstruire » tout l'héritage occidental, marxiste, mais aussi libéral avec sa mise en avant de la rationalité, de l'individu autonome, de la science, du développement universel des choses.

Ainsi, là où nous mettons en avant le protestantisme et les Lumières comme éléments ayant participé à la genèse du matérialisme dialectique, les décoloniaux rejettent tout comme « européen ».

Plus encore, les décoloniaux s'appuient massivement sur Franz Fanon, un penseur martiniquais contre le colonialisme avec son ouvrage « Les damnés de la terre », publié en 1961.

Voici un extrait qui reflète parfaitement le rejet du développement universel des sociétés humaines au profit d'une logique particulariste et identitaire du développement pour les peuples « colonisés » :

« Mais si nous voulons que l'humanité avance d'un cran, si nous voulons la porter à un niveau différent de celui où l'Europe l'a manifestée, alors il faut inventer, il faut découvrir. Si nous voulons répondre à l'attente de nos peuples, il faut chercher ailleurs qu'en Europe.

Davantage, si nous voulons répondre à l'attente des Européens, il ne faut pas leur renvoyer une image, même idéale, de leur société et de leur pensée pour lesquelles ils éprouvent épisodiquement une immense nausée.

Pour l'Europe, pour nous-mêmes et pour l'humanité, camarades, il faut faire peau neuve, développer une pensée neuve, tenter de mettre sur pied un homme neuf. »

Par conséquent, le courant « décolonial » va puiser dans les traditions semi-féodales des pays du Tiers-monde une source qui permettrait, selon eux, de régénérer la gauche « occidentalisée ».

La logique communautaire, la mise à distance religieuse de la rationalité, l'unité autoritaire (et fictive) d'un peuple par les valeurs patriarcales, le rejet de l'« impérialisme » par des régimes bureaucratiques, donc corporatistes, sont autant d'éléments qui alimentent la machine à « déconstruire » des décoloniaux.

On est à mille lieues du marxisme, né sur le terrain du développement du capitalisme européen, et de ses meilleures traditions dans les pays du Tiers-monde qui ont su adapter correctement la science matérialiste dialectique aux conditions spécifiques de leurs pays marqués par le semi-féodalisme et le semi-colonialisme.

Citons à ce titre José Carlos Mariátegui, le communiste péruvien qui a su analyser parfaitement la société péruvienne :

« Tout cet ouvrage n'est rien d'autre qu'une contribution à la critique socialiste des problèmes et de l'histoire du Pérou. Certains m'accusent d'être européanisé, inconscient des réalités et des enjeux de mon pays.

Que mon travail me justifie face à cette conjecture mesquine et égoïste. J'ai reçu ma meilleure éducation en Europe.

Et je crois qu'il n'y a pas de salut pour l'Indo-Amérique sans science et pensée européennes ou occidentales. [Domingo Faustino] Sarmiento, qui demeure l'un des créateurs de l'identité argentine, était en son temps un critique européanisé.

Il ne trouvait pas de meilleure façon d'être Argentin.

Je répète une fois de plus que je ne suis pas un critique impartial et objectif. Mes jugements sont guidés par mes idéaux, mes sentiments, mes passions.

J'ai une ambition déclarée et énergique : contribuer à la création du socialisme péruvien. Je suis aussi éloigné que possible de la technique professorale et de l'esprit universitaire.

C'est tout ce que je dois loyalement mettre en garde le lecteur au début de mon livre.

Lima, 1928 »

Une telle approche révolutionnaire est impossible pour les décoloniaux.

À l'inverse, le matérialisme dialectique appelle les peuples du monde entier à se saisir dans leur situation concrète du meilleur de la science, et ce meilleur de la science est forcément le reflet du développement matériel porté à son plus haut niveau dans le cadre des modes de production successifs.

Nul fétiche occidental là-dedans, simplement le développement inégal de la matière humaine devant aboutir au Communisme pour l'ensemble de l'Humanité.

L'issue fatale : le soutien au régime des mollahs contre le soulèvement populaire

Forcément, dans le parcours du courant décolonial, dont les racines historiques remontent au soutien au Front de libération nationale de l'Algérie avec l'influence que lui a donné Franz Fanon dans la seconde gauche, il y a le tournant qu'est la révolution islamique de 1979 en Iran.

Pour ce courant, *l'islam est un levier spirituel pour les peuples colonisés dans leur révolte contre l'impérialisme*. Il viendrait enrichir un marxisme supposé vide de sens au plan spirituel, car axé sur la logique « économique » (c'est là l'interprétation déformée du marxisme par le trotskisme!).



La lutte des Palestiniens est ainsi utilisée à fond, non pas dans sa dimension nationale et populaire, mais dans une lecture identitaire religieuse contre le représentant ultime du « colonialisme » occidental que serait Israël.

C'est pourquoi il n'y a pas un alignement sur le droit historique des palestiniens à l'auto-détermination nationale en relation avec les secteurs juifs exploités d'Israël qu'un soutien à la résistance islamique représentée par le Hamas, le Djihad islamique, « La Fosse aux lions », etc.

Dans le prolongement de leurs ancêtres ayant soutenu le FLN algérien, il y a eu une fascination pour les mouvements « anti-coloniaux » issus des peuples islamiques. Par conséquent, le soutien à ce qui a été monté par l'Iran autour de son « axe de la Résistance » dans sa quête d'expansion régionale a été soutenu comme relevant d'une « révolution permanente » décoloniale.

L'ébranlement du régime des Mollah par le peuple qui ne supporte plus cette vie légitimée par le masque semi-féodal du chiisme rédempteur et sacrificiel fait *bugger* la matrice d'analyse des décoloniaux.

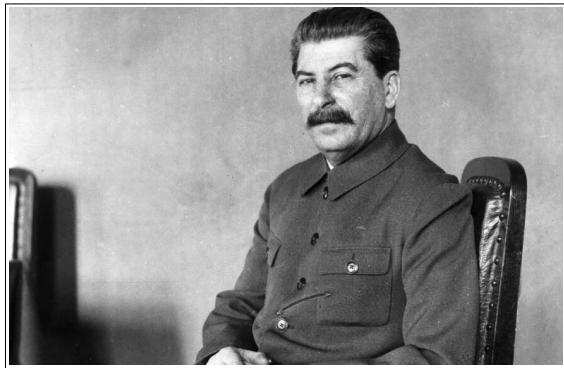
Comment se situer ? Critiquer le régime et soutenir le soulèvement iranien serait à leurs yeux s'aligner sur le « colonialisme » occidental.

Les Iraniens sont un peuple colonisé, toutefois mais ils se révoltent contre un régime qui se prétend « anti-impérialiste » grâce à la spiritualité islamique, qui plus est en soutenant un « Axe de la résistance » à l'hégémonie occidentale dans la région. Alors que dire ? Que faire ?

Le courant décolonial bascule alors dans l'irrationalisme le plus complet avec la théorie du complot similaire à celle développée par les « marxistes-léninistes ».

La révolte iranienne serait au fond une instrumentalisation par les États-Unis et Israël pour briser le régime qui finançait la « résistance palestinienne » (en fait le Hamas).

On a la figure historique du « Parti des indigènes de la République », Houria Bouteldja qui met comme à son habitude « *la lutte contre l'hypocrisie occidentale* » au-dessus de toute position sur les enjeux de changement pour les peuples opprimés.



Il n'y a pas de contradictions internes aux nations ou alors il faudrait les mettre de côté : il y a les nations « blanches » à combattre et les nations « décoloniales » à soutenir.

En fait de « nations », il y a surtout convergence avec le régime des mollahs.

On notera par ailleurs que les décoloniaux honnissent le fait que l'on puisse qualifier ce régime de la sorte. Pourtant, parler du régime des mollahs, qui signifie « prêtres de l'Islam » (dans sa version chiite), est tout à fait conforme au *Velayat-e Faqi* développée par l'ayatollah Khomeiny dans le cadre de la révolution islamique.

Mais pour les décoloniaux, il ne faut surtout pas critiquer un régime qui se réclame explicitement de la religion islamique puisque cela alimenterait une supposée « islamophobie » qui reste le fonds de commerce de tout ce courant en France.

C'est dire le caractère fantaisiste de ces petits-bourgeois qui enlève tout jugement critique autonome aux masses.

Alors pour sauver la face et ne pas apparaître comme trop opposé au peuple iranien, Houria Bouteldja esquive et va sur le terrain « géopolitique » de manière typiquement bourgeoise universitaire : les gens se révolteraient face à une situation sociale dégradée issue du régime des sanctions contre la République islamique d'Iran qui n'est pas un régime anti-populaire mais « contradictoire » :

« 45 ans de sanctions impérialistes qui ne sont ni plus ni moins qu'une punition collective des peuples d'Iran.

Que les porte-paroles de la FI [France Insoumise] n'aient pas à minima à l'Iran la même grille de lecture que pour le Venezuela, tout autant sous embargo, montre que l'analyse fine et courageuse dont ils sont capables s'arrête aux portes d'Ispahan et qu'ils sont loin d'avoir éradiqué leur vision orientaliste de la Grande Perse.

En effet, et bien au-delà de la FI, comment peut-on réduire le pouvoir iranien à son caractère théocratique - ce qu'il est en partie - et au « régime des Mollahs » (expression passablement raciste) alors qu'il est aussi est (*sic*) surtout un pouvoir politique traversé par des forces sociales et historiques, des contradictions, et qu'il est par ce fait « objectivable » ? »

Et voilà la pensée décoloniale qui retombe sur ses pattes ! Tout est de la faute de l'Occident qui impose ses sanctions et ne pas critiquer cela, ce serait être « raciste », tout cela pour mieux sauver un régime qui aurait un appui populaire (« forces sociales et historiques »), alors même qu'il est honni par les masses de ce pays.

De quel appui populaire parle t-elle ? De celui né de la révolution de 1979, mais qui a ensuite disparu dans la répression généralisée des années 1980 ? De la milice Bassidji recrutée dans les bas-fonds de la société iranienne pour faire le sale boulot du régime, tout en ayant un masque « social », à l'instar des « colectivos » du régime maduriste au Venezuela ?

En réalité, sous un air d'anti-impérialisme, c'est une position qui dit qu'il faut faire silence sur la lutte du peuple iranien, sous prétexte de crier avec les loups.



Au fond, il y a la peur panique de voir l'« Axe de la résistance » être démolie par l'effondrement de l'Iran.

Cela amènerait à la fin de tout un fond de commerce politique et idéologique, avec pratiquement la mort de leur courant.

Du moins tout leur masque contestataire exploserait et ils n'apparaîtraient que pour ce qu'ils sont : des petits-bourgeois qui veulent plus de « démocratie » dans le capitalisme occidental.

Cette peur panique est bien représentée par la publication sur *Facebook*, le 14 janvier 2026, d'une analyse de la situation iranienne par Youssef Bousoumah, autre figure intellectuelle du « Parti des indigènes de la République ».

« On a le droit de détester et de s'opposer au pouvoir iranien mais l'Iran va se faire attaquer dans peut être deux ou trois jours et la gauche, l'extrême gauche et les syndicats français ne demandent même pas la fin des sanctions et ne dénoncent même pas cette agression qui vient contre al souveraineté du pays !

De plus l'Iran à terre il n'y aura plus aucun pays soutien de la lutte palestinienne ! Vous croyez quoi ? Si le régime iranien tombe vous vous imaginez qu'il y aura une démocratie, quelle rigolade (...) l'impérialisme fera venir au pouvoir celui qu'il aura choisi ! (...) pour garantir ses intérêts.

Grâce à des promesses d'abolition des sanctions et d'aide il se fera offrir l'Iran sur un plateau, mettra au pouvoir le fils du Shah ou ces canailles de « Moudjahidines du peuple » et fera ensuite éclater le pays comme avec la Syrie, l'Irak ou la Libye ! »

Le décolonialisme révèle ici son vrai visage : sous couvert d'« anti-impérialisme », *il n'est que le porte-voix des régimes nationalistes-identitaires dans lequel les peuples ne sont que des « foules » instrumentalisées, sans capacité de prise du pouvoir en antagonisme, tant avec l'impérialisme qu'avec les régimes bureaucratiques anti-populaires.*

C'est là le reflet inéluctable pour un courant qui a toujours refusé la science et le peuple au profit de logiques féodales, ou semi-féodales, faisant de ces mêmes peuples des entités fictives à manipuler contre l'« Occident ».

Tout cela pour changer la lutte des classes au profit de la lutte des places, car toute cette posture ne sert qu'à se présenter comme un interlocuteur fiable et possible pour les impérialismes orientaux concurrents des impérialismes occidentaux.

Ce courant joue ici dans les métropoles impérialistes le même rôle que les bourgeoisies bureaucratiques (dont certains éléments se transforment en fractions compradores vendues à l'impérialisme) dans les pays du Tiers-monde. Il s'intercale dans les luttes de pouvoir pour mieux se vendre aux puissants et ici, les décoloniaux, jouent la carte des experts en « inclusion ».

C'est pourquoi ce courant est toujours le relais des intérêts des régimes semi-féodaux, semi-coloniaux d'Orient qui ne sont pas dans le giron d'une puissance impérialiste occidentale. La position en faveur de l'Iran est ici un révélateur historique de cette orientation : le masque tombe complètement.

Si cela n'était pas le cas, alors il y aurait le choix du camp populaire, de la révolution, de la science, du matérialisme dialectique, du socialisme... de la Guerre populaire ! ■